Fondation
pour l'agriculture
et la ruralité
dans le monde

RECONNUE D'UTILITÉ PUBLIQUE

Les agricultures guyanaises au défi de la souveraineté alimentaire



LIVRE BLANC

Livre blanc

Les agricultures guyanaises au défi de la souveraineté alimentaire

SEPTEMBRE 2026

PLATEAU DES GUYANES

Ce Livre blanc s'inscrit dans un projet intitulé *Plateau des Guyanes* soutenu par

MARTINIQUE GUYANE

safer Guyane

CHAMBRE D'AGRICULTURE GUYANE

Rédaction : Christian MORENO avec l'appui de l'équipe FARM
Maquette : Alicia SOLF (Studio Klettern)
Cartographie : Laura MARGUERITTE
ISBN : 978-2-9595955-5-4

Sommaire

Avant-propos 6
Préface 8
Introduction 10

Chapitre 01 14
Trois territoires aux multiples facettes dotés d'atouts communs

Un massif amazonien entre eaux et forêts 16
Des territoires façonnés par les migrations avec des populations en forte croissance 20
Trois territoires aux statuts politiques distincts 23
Des structures productives fragiles et des économies de rente 26
Un paysage socio-économique marqué par les inégalités et la précarité 32
Relier souveraineté alimentaire et développement économique 37
Le Guyana : une exception agricole dans un pays pétrolier émergent 38

Chapitre 02 40
Panorama des productions et des vulnérabilités alimentaires

Suriname : une agriculture tournée vers l'exportation 44
Guyane : une production diversifiée mais insuffisante 46
Amapá : un secteur agricole limité et des exportations en croissance 48
Une faible contribution des élevages à l'approvisionnement local 50
Des agricultures confrontées à des contraintes structurelles 52
Réduire les dépendances et assurer l'alimentation : un enjeu stratégique pour les trois territoires 55

Chapitre 03 58
Renforcer la production alimentaire des agricultures du Plateau des Guyanes en s'appuyant sur la diversité

Les pratiques locales comme levier d'une intensification agricole durable 62
Souveraineté alimentaire : articuler les agricultures vivrières, les agricultures orientées vers les marchés et l'élevage 70
Comprendre et reconnaître la singularité des agricultures 93

Chapitre 04 94
Foncier, accompagnement, politiques publiques : les clés d'une stratégie agricole cohérente pour la Guyane

Le foncier : un levier décisif pour la souveraineté alimentaire 97
Une formation et un accompagnement adaptés aux besoins des acteurs 105
La nécessaire impulsion des politiques de soutien aux agricultures 113
Conclusion 117
Le séminaire de Kourou : des pistes d'action transversales pour les agricultures guyanaises 118

Chapitre 05 122
Les agricultures, vecteurs de coopération transfrontalière : un chemin vers l'intégration régionale ?

Poser clairement le diagnostic : un territoire guyanais en marge de son environnement régional 125
S'appuyer sur Interreg Amazonie : un levier important encore sous-utilisé 133
Faire de la recherche et de l'innovation des biens communs régionaux 134
Des expériences françaises dans la coopération et le développement agricole et rural en Amérique latine 136
Changer d'échelle : penser la souveraineté alimentaire au niveau du Plateau des Guyanes 137

Conclusion 138
Bibliographie 144

LE PLATEAU DES GUYANES, **CARREFOUR D'HÉRITAGES ET NOUVEAUX HORIZONS AGRICOLES**

L'Amazonie est un territoire singulier, par son histoire, ses populations, ses écosystèmes et les dynamiques qui le traversent. Le Plateau des Guyanes en est une parfaite illustration : Guyane française, Suriname et Etat brésilien de l'Amapà partagent des enjeux agricoles, alimentaires, économiques et environnementaux qui dépassent largement les frontières.

Depuis deux ans, à l'initiative de plusieurs partenaires, la Fondation FARM mène une réflexion prospective sur l'avenir des agricultures de ce territoire. Cette démarche s'est concrétisée par une mission en Guyane française en juillet 2025 puis un séminaire de lancement du projet Plateau des Guyanes en fin d'année avec les acteurs du territoire. Aux côtés de la SAFER de Guyane, du Crédit Agricole Martinique Guyane et de la Chambre d'agriculture de Guyane, nous avons souhaité écouter les acteurs du territoire et croiser les regards pour identifier les voies d'avenir.

Ce projet répond à un double impératif : renforcer une agriculture encore trop fragile face à une population en forte croissance et réduire une dépendance alimentaire structurelle. Il nous conduit à regarder au-delà de la Guyane française, car les enjeux alimentaires et agricoles du Plateau des Guyanes sont, par nature, transfrontaliers. La souveraineté alimentaire ne saurait se confondre avec une recherche d'autonomie totale, qui serait peu compatible avec un monde ouvert, marqué par le changement climatique, la volatilité des marchés et l'interdépendance des territoires. Elle renvoie plutôt à la capacité collective à connaître et maîtriser ses dépendances, diversifier des approvisionnements, renforcer ses filières locales et conserver des marges à qualifier car le terme est ambigu dans le contexte face aux évolutions à venir.



Le livre blanc constitue une première étape dans cette transformation. Il met en lumière des enjeux communs : sécuriser les approvisionnements, développer et valoriser les productions locales, créer de la valeur dans les filières et préserver des écosystèmes exceptionnels. Il pose surtout des questions auxquelles aucune organisation ne pourra répondre seule : comment concilier croissance démographique et développement agricole ? Comment construire des modèles économiques compatibles avec la préservation des écosystèmes ? Comment renforcer la coopération transfrontalière ?

La vocation de FARM est précisément de contribuer à faire émerger des réponses collectives. En apportant une expertise indépendante, en mettant les acteurs en dialogue, et en favorisant le partage de connaissances, **nous souhaitons éclairer les choix, faire circuler les expériences et contribuer à la construction de solutions adaptées aux réalités de terrain**. Cette ambition repose sur une conviction simple : les transformations durables ne peuvent se construire qu'avec celles et ceux qui vivent et font l'agriculture au quotidien.

« Ce livre blanc n'est donc pas une conclusion. Il est une invitation à poursuivre le dialogue et à passer de la connaissance à l'action. »

Pascal Lheureux
Agriculteur et Président de FARM

Préface

PRÉPARER L'AVENIR DES AGRICULTURES DANS UN TERRITOIRE AMAZONIEN

Ce livre Blanc, intitulé « Les agricultures guyanaises au défi de la souveraineté alimentaire », est le résultat d'un travail ambitieux et remarquable.

Travail ambitieux, car il vise à proposer une analyse transversale sur une grande région, largement dominée par un massif forestier d'une richesse biologique exceptionnelle, et partagée entre trois pays. Du fait des particularités géographiques et des espaces naturels, l'agriculture occupe une part très limitée de ce gigantesque espace. On peut parler d'économies agricoles insulaires, marquées par la faiblesse des activités de transformation agroalimentaire, où, de plus, la part de l'économie informelle est considérable. Le partage entre trois pays, aux économies contrastées, a permis dans ce travail des comparaisons très riches, et notamment d'illustrer les spécificités de la Guyane française vis-à-vis de ces voisins.

L'ambition de ce travail est à la hauteur de l'importance stratégique de cette région, en particulier de la Guyane pour la France et l'Europe. En effet, l'économie agricole et alimentaire et la recherche de souveraineté accrue sont des piliers de la stabilité sociale et géopolitique du Plateau des Guyanes et de la Guyane, cruciale pour l'indépendance européenne en matière aérospatiale. Kourou constitue en effet un site stratégique pour les capacités européennes de lancement spatial, notamment en raison de sa proximité avec l'Équateur.

Ce livre blanc est un ouvrage remarquable par sa rigueur et par ses propositions. Le travail s'est appuyé sur une analyse approfondie de la littérature et de toutes les bases de données disponibles, ainsi que sur des rencontres avec des acteurs sur le terrain, permettant la collecte d'informations, la confrontation d'idées et la consolidation d'hypothèses. Enfin, les échanges avec le conseil scientifique de FARM ont permis la mise en débat de tous les éléments de ce livre blanc.

L'analyse détaillée explore plusieurs leviers majeurs pour la Guyane française. Il s'agit d'abord du foncier. En effet, face au paradoxe d'un territoire immense où la terre reste difficile d'accès, la priorité doit être de sécuriser les terres déjà ouvertes et de reconnaître les droits fonciers et d'usages traditionnels des communautés autochtones.



Il s'intéresse ensuite à la formation et à l'accompagnement des acteurs. L'offre d'enseignement technique doit être adaptée aux réalités des sols tropicaux et du climat équatorial, loin des références métropolitaines. Cela exige d'intégrer l'agroécologie revisitée à l'aune des défis posés par le climat équatorial en changement et de stabiliser des équipes de conseil de proximité.

Il est aussi proposé une évolution des soutiens publics. L'architecture complexe des aides doit être simplifiée, notamment en réorientant les fonds vers les productions vivrières locales, les outils agro-alimentaires, avec le renforcement de la recherche et de l'innovation au plus proche des acteurs.

Enfin, l'ouvrage ouvre une perspective stimulante : faire de l'agriculture un vecteur de coopération transfrontalière. Les défis communs, à l'image de la récente maladie du manioc ou du changement climatique, démontrent que les frontières n'arrêtent pas les crises et qu'une recherche agronomique partagée constitue un bien commun régional indispensable.

En conclusion, ce document est un guide précieux pour les décideurs, élus et organisations agricoles. Il démontre qu'une souveraineté alimentaire solide au niveau du Plateau des Guyanes repose sur la double exigence de valoriser la diversité des pratiques familiales locales et de bâtir des interdépendances saines et choisies avec les territoires voisins.

Au-delà des constats et des propositions qu'il formule, ce livre blanc invite à poursuivre le dialogue entre acteurs agricoles, scientifiques, décideurs publics et partenaires du développement, afin de transformer les connaissances produites en trajectoires d'action adaptées aux réalités du Plateau des Guyanes.

Christian Huyghe
Président du Conseil Scientifique de la Fondation FARM

Introduction

Un territoire riche, des dépendances fortes

Le Plateau des Guyanes est souvent décrit comme un vaste territoire amazonien d'eaux et de forêts, d'une richesse exceptionnelle en biodiversité, offrant en apparence toutes les conditions pour nourrir largement ses populations. Pourtant, avec l'augmentation démographique, l'alimentation de la région est devenue de plus en plus dépendante des importations. Marqué par l'histoire coloniale et des statuts politico-administratifs distincts, ce territoire a connu de profondes transformations économiques. Les anciennes économies de plantation ont cédé la place à une mosaïque d'activités : des économies extractives (pétrole, or, bauxite), un secteur des services (publics et privés) surdimensionné, de petits appareils productifs agricoles et industriels et une multitude d'activités dites « informelles » qui représentent une part considérable de l'économie du territoire. L'agriculture occupe une place marginale dans les comptes nationaux, bien qu'elle demeure au cœur de la vie quotidienne de nombreuses communautés rurales.

Cette contradiction entre des atouts considérables et une forte dépendance alimentaire constitue le point de départ de ce Livre blanc. La dépendance ne relève pas d'un simple retard agricole : elle s'inscrit dans des trajectoires historiques qui ont limité la constitution de bases productives locales solides et diversifiées.

Un périmètre emblématique

Le périmètre couvert par le Projet Plateau des Guyanes et par ce Livre blanc – Suriname, Guyane française, Amapá – ne s'étend pas sur l'ensemble du Plateau des Guyanes, mais il en offre une image représentative. On y retrouve une géographie contrastée, faite de littoraux peuplés et de vastes intérieurs forestiers, ainsi qu'une mosaïque de peuples autochtones, de communautés marronnes, de populations créoles, européennes et issues de migrations récentes.

Dans ces trois territoires, les agricultures, majoritairement familiales, qu'elles soient vivrières ou orientées vers les marchés, se déclinent à travers une grande diversité de situations, de contextes, d'itinéraires techniques, de contraintes et d'enjeux environnementaux. Elles se heurtent à des difficultés récurrentes. Nombreux sont les facteurs qui freinent un développement à la hauteur de leur potentiel : un accès difficile au foncier, une offre de formation, d'accompagnement et de financement insuffisante, des infrastructures déficientes ou inadaptées, ainsi qu'une reconnaissance institutionnelle limitée. Pourtant, ces agricultures portent aussi des dynamiques d'innovation et des pratiques locales et traditionnelles, discrètes mais bien réelles, ouvrant des perspectives concrètes.

Ce Livre blanc propose une lecture structurée et représentative des dynamiques agricoles et agroalimentaires du Plateau des Guyanes. Il met en lumière des situations clés et des tendances majeures, sans chercher à couvrir de manière exhaustive l'ensemble des réalités du territoire.

Souveraineté alimentaire : au-delà de l'autosuffisance

Dans ce Livre blanc, la souveraineté alimentaire ne renvoie pas seulement à un meilleur taux de couverture des besoins par des productions locales. Elle désigne d'abord la capacité des populations, des communautés et des territoires du Suriname, de la Guyane française et de l'Amapá à définir leurs propres systèmes alimentaires : décider de ce qui est produit, où, comment et pour qui, dans le respect des milieux, des savoirs et des cultures qui les façonnent. Elle renvoie aussi à la capacité des États, des institutions publiques et des acteurs économiques à orienter leurs politiques et leurs stratégies pour réduire la dépendance aux importations et la vulnérabilité aux chocs extérieurs, en s'appuyant sur les agricultures et les ressources locales. **Il ne s'agit pas de promouvoir des systèmes autarciques, mais au contraire de construire des relations d'interdépendance et de complémentarité saines, fondées sur les avantages comparatifs des territoires et sur la reconnaissance de la diversité des agricultures et des régimes alimentaires.**

Il s'agit de faire de l'agriculture un pilier du développement territorial inclusif et durable, et un levier de coopération régionale, en donnant aux agriculteurs un rôle actif dans la construction de systèmes alimentaires territoriaux.

Introduction

La Guyane française occupe une place particulière. Elle constitue un point d'ancrage stratégique de la France et de l'Union européenne sur le continent sud-américain. Cette position tient à la fois à l'importance mondiale des écosystèmes amazoniens pour la biodiversité et le climat, et au rôle du Centre spatial guyanais dans l'accès autonome de l'Europe à l'espace. Réduire la vulnérabilité alimentaire de la Guyane ne relève donc pas seulement d'un objectif sectoriel : au-delà, c'est une condition de stabilité et de résilience territoriale et une composante de l'autonomie stratégique française. Cette ambition appelle toutefois des réponses adaptées à ses spécificités sociales, économiques et écologiques, ainsi qu'à la diversité des populations et des pratiques agricoles qui la composent. Si la Guyane est un territoire européen, sa singularité confirme également son inscription dans les enjeux et les défis du Sud global.

Démarche et structure du Livre blanc : un diagnostic pour l'action

Ce Livre blanc s'inscrit dans le cadre du projet « Plateau des Guyanes » piloté par FARM, dont l'objectif premier consiste à établir un diagnostic de l'agriculture locale, dans la perspective de construction d'un plan d'actions. Il vise à nourrir les débats entre acteurs et poursuit quatre objectifs, déclinés à travers cinq chapitres.

- **Comprendre comment la dépendance alimentaire s'est construite** au regard des systèmes agricoles et alimentaires et des structures économiques du Plateau des Guyanes. Le chapitre 1 caractérise la région et le périmètre étudié. Le chapitre 2 dresse un panorama chiffré des productions agricoles et propose une caractérisation analytique des différents types de dépendance alimentaire dans les trois territoires.

- **Identifier la diversité des agricultures, leurs principales contraintes et leurs opportunités de développement.** Le chapitre 3 examine les principaux systèmes d'exploitation agricole, végétale et animale, ainsi que les contraintes techniques, économiques et environnementales auxquelles ils sont confrontés.

- **Mettre en évidence les leviers pour réduire cette dépendance.** Le chapitre 4 recentre l'analyse sur la Guyane française et sur sa dimension institutionnelle et politique, en examinant les enjeux fonciers, la formation, l'accompagnement et les soutiens publics et en identifiant des orientations et des pistes d'action.

- **Explorer comment l'agriculture pourrait devenir un vecteur de coopération régionale et de développement territorial.** Le chapitre 5 analyse les échanges, les dispositifs de régulation et les instruments de coopération entre la Guyane et ses voisins pour éclairer les conditions d'une souveraineté alimentaire à l'échelle du Plateau des Guyanes.

Pour ce faire, nous avons combiné deux approches. D'une part, l'analyse de travaux existants (rapports institutionnels, littérature académique et scientifique) et, d'autre part, des échanges directs avec des acteurs publics et privés du monde agricole.

En 2025, trois moments ont structuré ces travaux en Guyane française. La Fondation a mené des entretiens, à distance et en présentiel, avec une diversité d'acteurs locaux. Une mission de terrain a permis ensuite de parcourir différentes zones du littoral de la Guyane, d'observer les contrastes et les continuités du territoire. Elle a également permis de multiplier les échanges avec de nombreux interlocuteurs locaux. Enfin, un séminaire, organisé à Kourou en fin d'année, a officiellement lancé le projet. Il a offert un espace de mise en commun des constats, de confrontation des points de vue et de formulation de lignes d'action.

Ce diagnostic a été construit avec et pour les acteurs du développement agricole et rural. Il s'adresse aux élus, aux institutions en charge des politiques publiques, aux organisations agricoles, aux producteurs et aux entreprises de l'agrotransformation.

Trois territoires aux multiples facettes dotés d’atouts communs



Chapitre

01

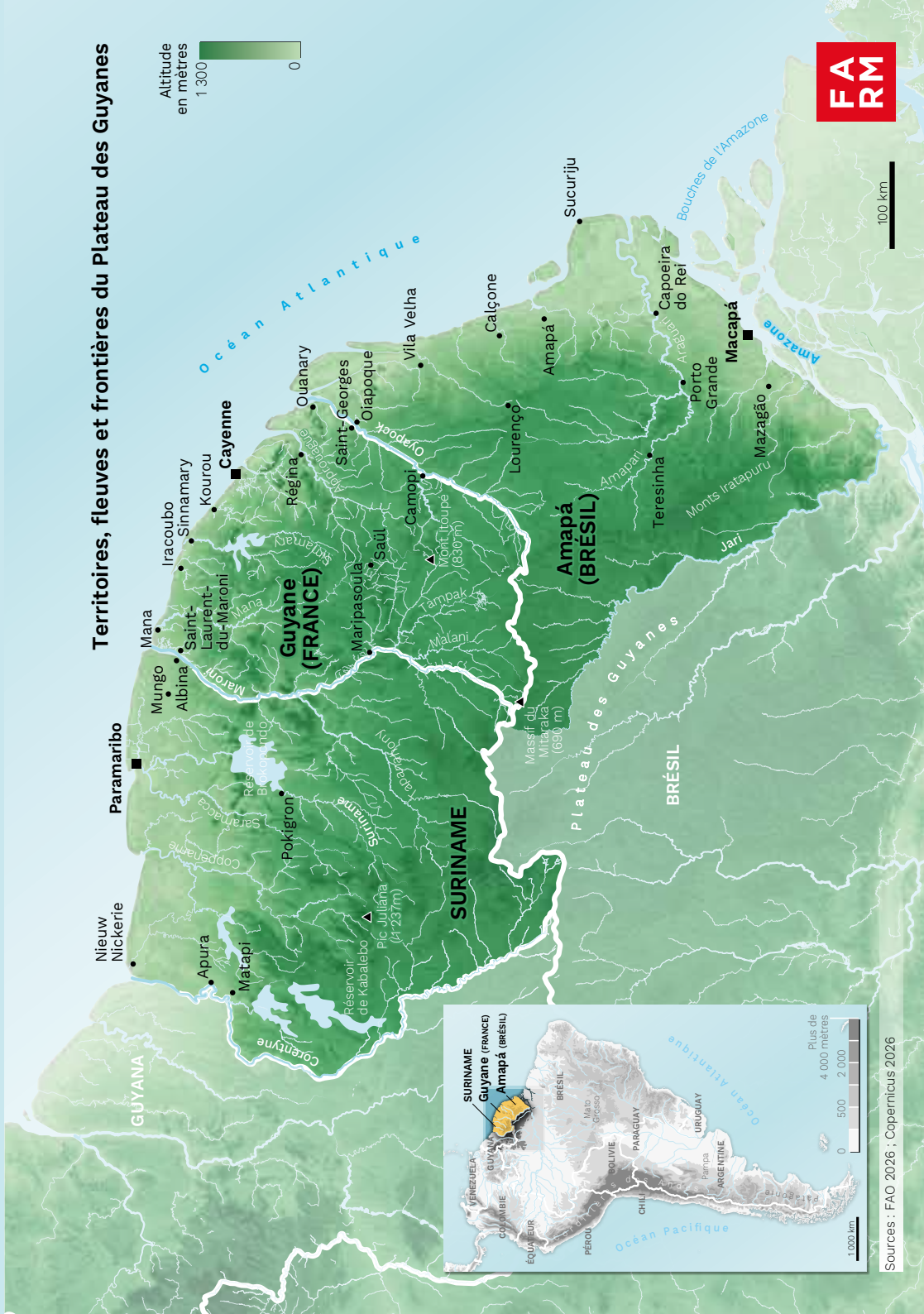
UN MASSIF AMAZONIEN, **ENTRE EAUX ET FORÊTS**

Le Plateau des Guyanes est une sorte d'énorme île continentale adossée au nord de l'Amérique du Sud, bordée par l'océan Atlantique et délimitée par les grands fleuves Orénoque, Negro et Amazone. Il s'étend des Llanos orientaux de Colombie jusqu'au delta de l'Amazone au Brésil, en englobant une grande portion du territoire du Venezuela, ainsi que la totalité du territoire du Guyana, du Suriname et de la Guyane française. Cette assise géologique très ancienne, entaillée par un réseau dense de fleuves et de criques, dessine des paysages où l'eau structure les implantations humaines, les activités productives et les mobilités. À l'échelle planétaire, ce Plateau fait partie des derniers grands ensembles forestiers tropicaux quasi continus, ce qui lui confère un rôle de premier plan dans la régulation du climat et le stockage de carbone (Europe en France 2025 ; FFEM 2013 ; WWF 2021).

La forêt, qui couvre encore l'immense majorité du territoire, jusqu'aux abords des littoraux habités, abrite une biodiversité exceptionnelle, avec une richesse remarquable en espèces végétales et animales (WWF 2021). Cette biodiversité est aussi une réserve de diversité génétique particulièrement riche. Elle se retrouve dans les plantes cultivées comme dans leurs parentes sauvages et constitue un patrimoine précieux pour l'alimentation et la santé des populations.

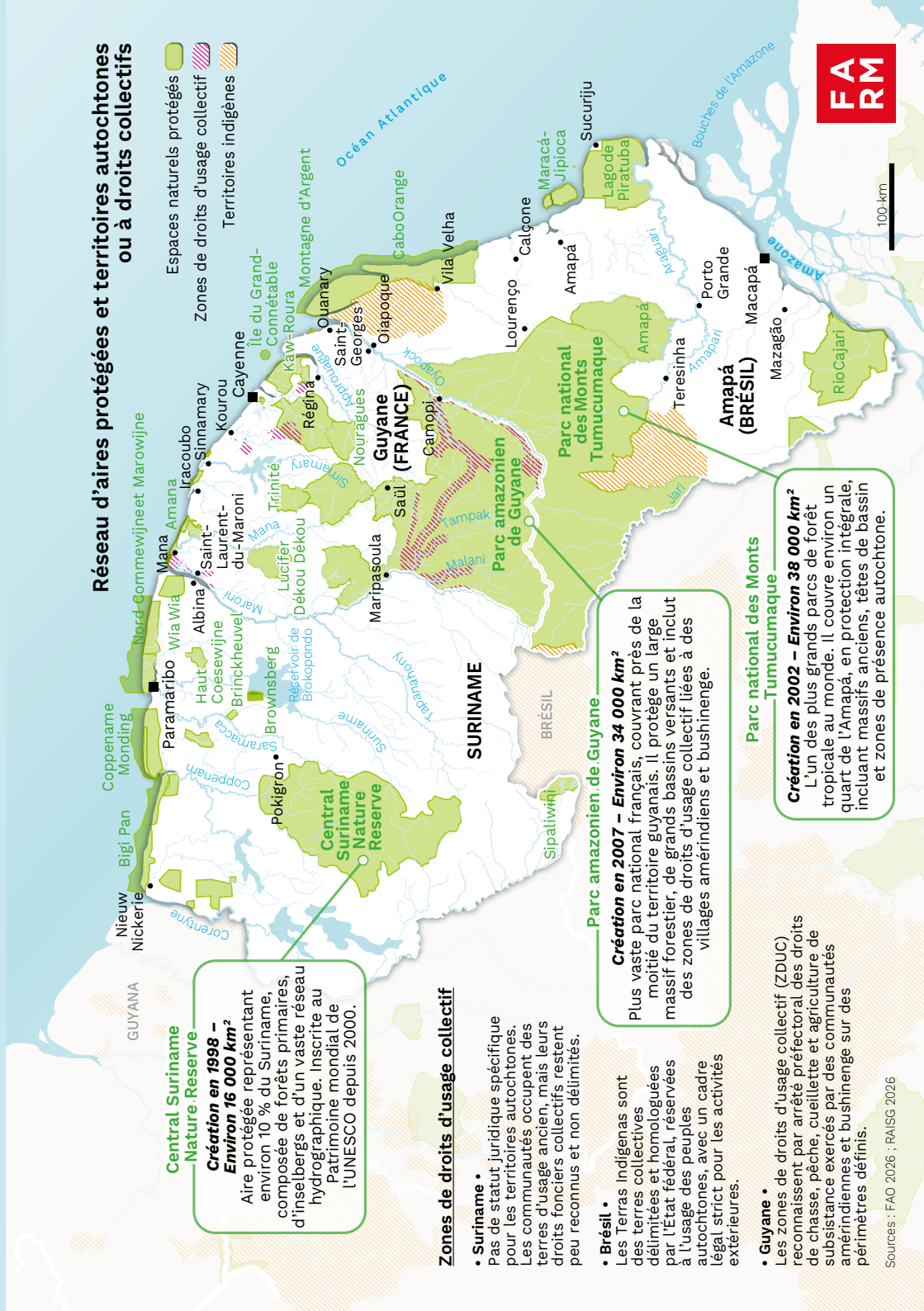
Si le Plateau des Guyanes peut apparaître comme une région cohérente du point de vue de sa géographie physique, il se présente comme une vaste mosaïque sur le plan social, culturel et historique. Il révèle certaines continuités, mais surtout de forts contrastes à mesure qu'on le parcourt. Les échanges et les connexions entre les principales villes y restent limités, voire inexistants. Une large partie des populations vit plus ou moins isolée, dans des espaces géographiques restreints, avec des mobilités à petite échelle. Principalement amazonien, le Plateau est majoritairement rattaché au Brésil : près de la moitié de sa surface et environ les deux tiers de sa population appartiennent à ce pays.

Le Plateau des Guyanes se caractérise donc par une forte diversité humaine, dont la base est constituée par les peuples amérindiens, habitants originaires de ces territoires. Leurs modes de vie et leurs pratiques ont, depuis des siècles, façonné les paysages et contribué à la gestion de la biodiversité, loin de l'image d'une nature « sans histoire » et bousculant l'idée de « forêt vierge ».



Le périmètre sur lequel se concentre le Livre blanc se situe du côté nord est de cet ensemble. Il inclut la Guyane française et ses deux voisins, le Suriname et l'État fédéré brésilien de l'Amapá. **Ce périmètre ne résume pas à lui seul le Plateau des Guyanes, mais il en offre une illustration particulière, marquée par son caractère à la fois amazonien, atlantique et caribéen.** On y retrouve des littoraux densément peuplés et de vastes espaces forestiers, avec un contraste fort entre les centres urbains côtiers et les villages riverains de l'intérieur. La présence de grandes aires protégées, de territoires et de communautés autochtones y est remarquable. Le périmètre de l'étude représente un cinquième de la population du Plateau des Guyanes et de sa surface totale – estimée à 1,7 million de km².

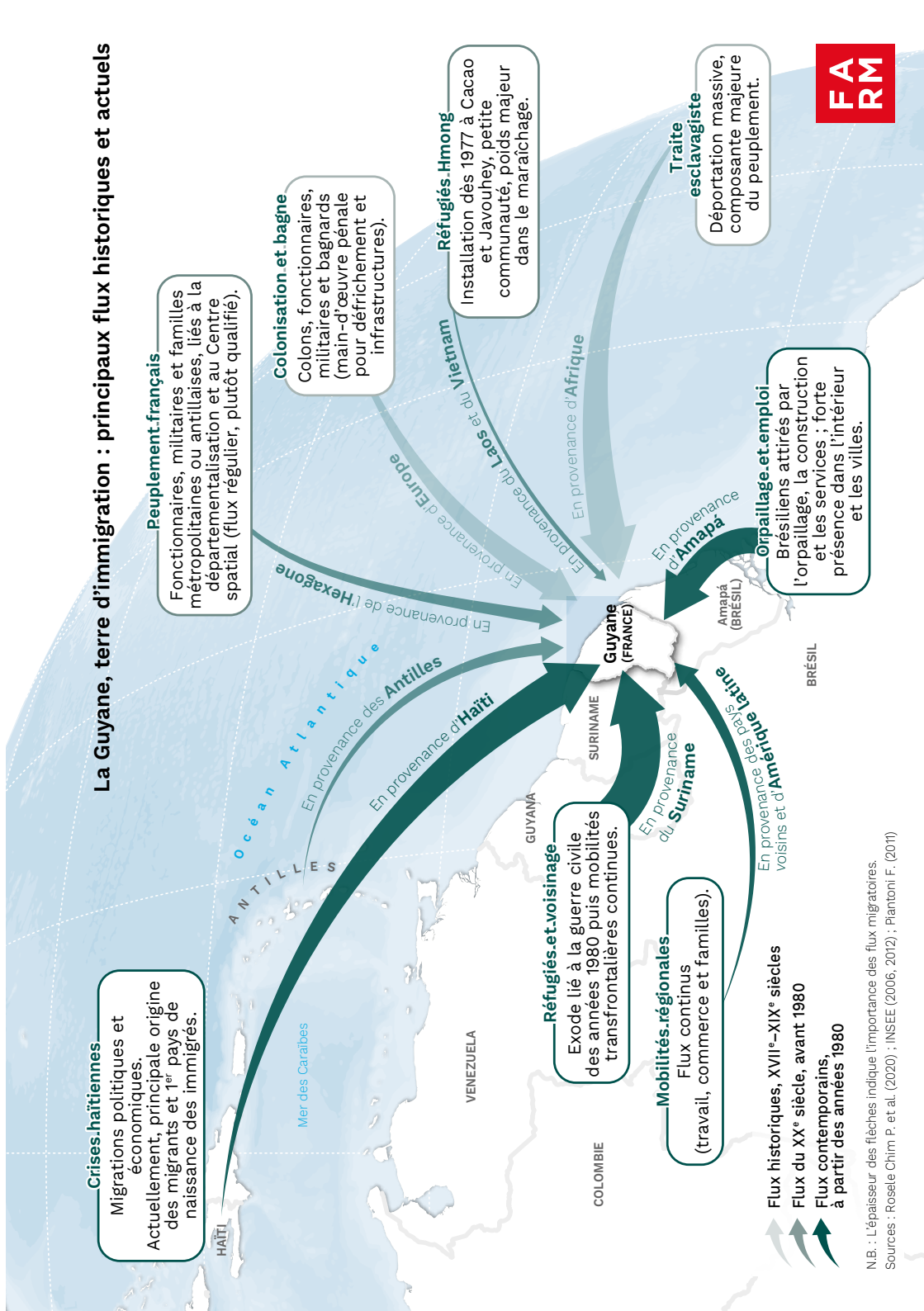
Ce périmètre a la singularité de donner à voir la coexistence de deux profils socio-culturels. Au nord, le caractère caribéen est particulièrement manifeste. Il s'étend depuis l'État de Delta Amacuro au Venezuela, à l'embouchure de l'Orénoque, tout près de Trinidad-et-Tobago, et s'estompe en traversant le Guyana puis le Suriname, pour laisser place à un profil de plus en plus amazonien, particulièrement affirmé en Amapá, bordé au sud-est par le fleuve Amazone. La Guyane française, située entre ces deux pôles, illustre cette diversité et ces nuances.



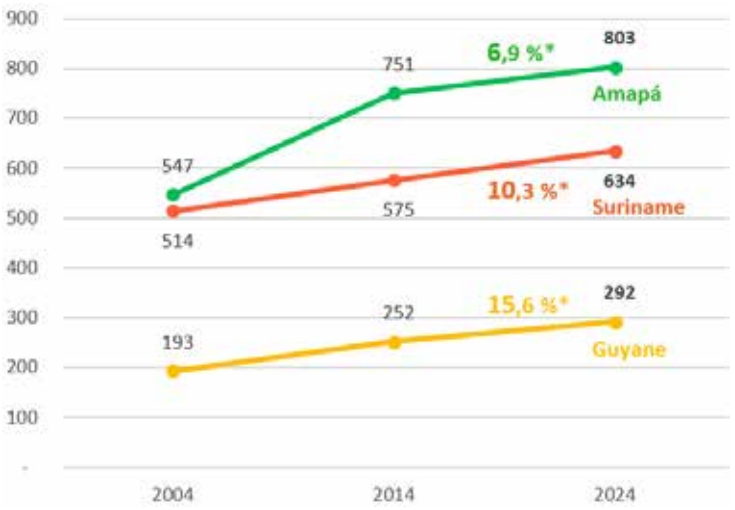
DES **TERRITOIRES FAÇONNÉS** PAR **LES MIGRATIONS**, AVEC DES **POPULATIONS** EN **FORTE CROISSANCE**

Sur cette base amérindienne, le Plateau des Guyanes s'est construit au fil de vagues migratoires successives. Aux descendants de populations africaines réduites en esclavage arrivées à partir du XVII[e] siècle, devenus pour partie des communautés marronnes installées de longue date entre Suriname et Guyane, se sont ajoutés, au cours du XX[e] siècle, des flux en provenance du Brésil et de divers pays d'Amérique latine, des Caraïbes, notamment d'Haïti, ainsi que des ressortissants européens et des migrants asiatiques. Cet élan migratoire reflète des dynamiques plus larges, où instabilités politiques, crises économiques, grands projets de développement et demande de main-d'œuvre se combinent depuis plusieurs décennies pour façonner la démographie et la composition sociale de ces territoires (Rosele Chim et al. 2020 ; Joseph 2015).

Aujourd'hui, la population du périmètre couvert par ce Livre blanc (Suriname, Guyane, Amapá) avoisine 1,8 million d'habitants, concentrés majoritairement sur les zones côtières. Ce niveau de population résulte d'une croissance soutenue au cours des dernières décennies : au début du XXI[e] siècle, l'ensemble des trois territoires regroupait un peu plus d'un million d'habitants. Cela met en évidence à la fois la forte dynamique naturelle et des apports migratoires significatifs.



UNE CROISSANCE DÉMOGRAPHIQUE SOUTENUE DANS LES TROIS TERRITOIRES (2004-2024)
POPULATION EN MILLIERS DE PERSONNES
ET TAUX DE CROISSANCE (*) ENTRE 2014 ET 2024



Source : Calculs à partir de Banque Mondiale, IGBE et INSEE

Les populations occupent le territoire de façons très diverses. À côté des zones littorales où l'urbanisation s'est développée, les grands fleuves, comme le Maroni et l'Oyapock, forment des bassins de vie où circulent les personnes et où se déploient des dynamiques socio-culturelles et des échanges économiques. Les frontières fluviales et les cours d'eau favorisent les mobilités et les échanges, relient les bourgs et les villages plutôt qu'ils ne les séparent.

TROIS TERRITOIRES AUX **STATUTS POLITIQUES DISTINCTS**

À cette diversité biophysique et socioculturelle s'ajoute une dimension politico-administrative tout aussi contrastée. Le Plateau des Guyanes rassemble des entités de nature différente, marquées par un passé colonial récent. Le Suriname, ancienne colonie néerlandaise, est un État souverain depuis 1975. La Guyane française, longtemps administrée comme colonie, est devenue département d'outre-mer en 1946, puis collectivité territoriale de la République française. L'Amapá, État fédéré brésilien issu de la colonisation portugaise, est resté longtemps rattaché à d'autres entités administratives avant d'accéder à son statut actuel en 1988.

Ces territoires partagent une position périphérique qui entraine plusieurs contraintes. La Guyane française et l'Amapá se situent à plusieurs milliers de kilomètres des principaux centres de décision et pôles économiques de leurs États (Paris, Brasília, São Paulo). Au Suriname comme en Guyane et en Amapá, la faible densité de population souligne aussi le caractère périphérique de vastes portions de territoire, marquées par l'enclavement et de faibles connexions avec les littoraux urbanisés et les principales villes – Paramaribo, Cayenne, Macapá – où se concentrent activités économiques et décisions administratives et politiques.

Les différences de statut politico-administratif se traduisent par des modes de gouvernance distincts, qui influent directement sur la manière dont chaque territoire aborde la dépendance alimentaire. Le Suriname dispose, au moins formellement, d'une pleine souveraineté pour orienter ses politiques agricoles et définir ses modalités d'insertion dans les échanges régionaux et internationaux. La Guyane française et l'État de l'Amapá s'inscrivent dans des cadres juridiques nationaux qui encadrent plus étroitement leurs marges de manœuvre.

L'Amapa partage avec la Guyane française un statut d'entité subnationale, mais avec des réalités très différentes. Malgré sa position périphérique au sein du Brésil, l'Amapá s'inscrit pleinement dans l'espace amazonien et latino-américain. Bien qu'il soit le seul État brésilien sans continuité routière avec le reste du pays, l'Amapá est fortement influencé par plusieurs pôles amazoniens majeurs, tels Belém ou Manaus, qui diffusent leurs dynamiques économiques et démographiques à l'échelle régionale. Région ultra-périphérique de l'Union européenne, la Guyane s'en distingue par un isolement plus marqué vis à vis de son centre politique, séparée de l'Hexagone par un océan. Cette singularité complique la comparaison avec d'autres régions françaises comme avec son environnement continental immédiat.

Jusqu'à présent, le fait que la Guyane soit un territoire européen l'a surtout isolée de son environnement régional. Sa différence de statut et le fait qu'elle n'appartienne pas à un État sud américain, compliquent les coopérations transfrontalières et internationales. Pourtant, les échanges existent et se développent au quotidien, portés par la proximité et les dynamiques locales. La Guyane représente une opportunité pour la France et l'Europe de renforcer leurs relations avec l'Amérique du Sud sur de multiples enjeux. Malgré l'inertie des cadres institutionnels, des évolutions restent possibles pour mieux répondre aux enjeux alimentaires, en soutenant des productions durables et des dynamiques économiques ancrées dans les territoires.

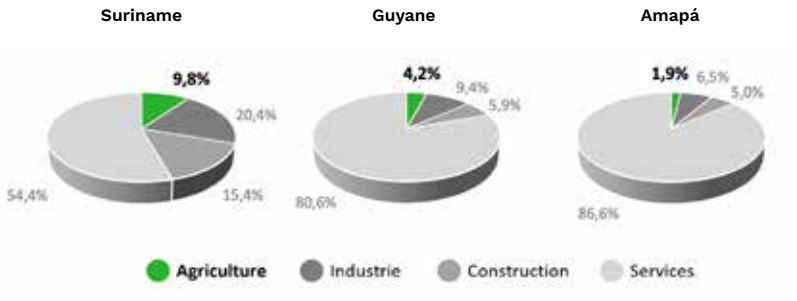


DES STRUCTURES PRODUCTIVES **FRAGILES** ET DES **ÉCONOMIES DE RENTE**

Autre trait structurant de ces territoires, l'ampleur des contrastes entre réalités économiques. Elles vont de secteurs hautement capitalisés et technologiquement avancés (industrie spatiale en Guyane, exploitation pétrolière offshore au Suriname) à des activités de subsistance, souvent artisanales, voire rudimentaires, reposant largement sur le travail des populations vivant en forêt ou le long des fleuves.

Une part importante des activités échappe aux statistiques officielles, car elle relève de l'économie informelle, difficilement appréhendée, encadrée ou soutenue par l'action publique. Sans être toujours synonyme de précarité, elle renvoie souvent à des situations d'auto-subsistance, où les populations vivent au jour le jour, en marge des circuits économiques formels. Par leur ampleur, ces activités participent de manière significative au fonctionnement économique global, bien que leur contribution à la valeur ajoutée et aux recettes fiscales demeure limitée. Dans ces territoires, comme souvent dans de nombreux contextes du Sud, l'économie formelle peut être perçue comme complexe, coûteuse et contraignante face aux démarches administratives et aux obligations fiscales qu'elle implique. Ces éléments tiennent à l'écart une large part de la population et des acteurs économiques, en particulier ceux disposant de ressources techniques ou économiques plus limitées.

DISTRIBUTION SECTORIELLE DE LA VALEUR AJOUTÉE TOTALE
POURCENTAGE DE LA VALEUR AJOUTÉE TOTALE, MOYENNE 2013-2022



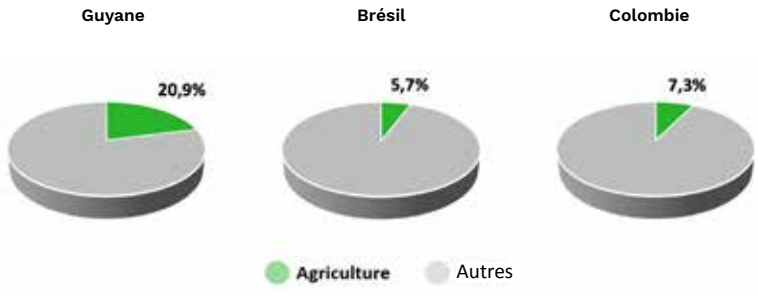
Source : *Calculs à partir de Banque mondial (WDI), INSEE et IBGE*

Cette situation freine la possibilité de structurer des trajectoires de développement solides et durables.

Les économies du Suriname, de la Guyane et de l'Amapá, de taille comparable, restent de dimensions modestes. Elles correspondent à des populations encore relativement faibles numériquement, mais en forte croissance, et cumulent des contraintes structurelles qui freinent la diversification des appareils productifs. Il s'agit par exemple d'un faible pouvoir d'achat, de marchés intérieurs limités, de coûts de production et de transport élevés, d'enclavement et d'un déficit d'infrastructures. La croissance démographique s'est accompagnée d'un renforcement de la dépendance aux importations, sans développement équivalent de la capacité productive. Les exploitations agricoles, majoritairement de petite taille, n'ont pas la capacité à répondre à la demande. Les activités industrielles sont limitées, souvent artisanales, dispersées et peu structurées en filières.

En parallèle, les services occupent une place prépondérante dans la création de valeur et l'emploi. Les services marchands reposent majoritairement sur des activités à faible productivité – commerce, transport, hôtellerie, restauration – plus que sur des segments à forte valeur ajoutée. Les services

L'AGRICULTURE COMPARÉE À D'AUTRES SECTEURS DU CONTINENT
POURCENTAGE DE LA VALEUR AJOUTÉE TOTALE, MOYENNE 2013-2022



Source : *Calculs à partir de Banque mondial (WDI), INSEE et IBGE*

non marchands, en particulier le secteur public, jouent un rôle central, avec un poids important de l'emploi public et des dépenses en santé et en éducation, qui constituent, dans de nombreuses municipalités, le principal moteur économique.

Le Produit intérieur brut (PIB) de la Guyane française, estimé à environ 5,5 milliards de dollars en 2022 (INSEE), repose surtout sur les services et en particulier l'activité spatiale et le secteur public. La première, bien que génératrice de retombées économiques significatives, demeure concentrée sur un périmètre géographique restreint et a peu d'impacts sur le reste de l'économie. Au-delà des emplois et des investissements directs, elle soutient un ensemble d'activités connexes – prestations techniques, logistique, entre autres – pour un effet global estimé à environ 15 % du PIB. Le secteur public représente près d'un tiers du PIB, porté par le poids des administrations, des opérateurs publics et des transferts financiers en provenance de la métropole (IEDOM 2024 ; IEDOM 2026).

La filière aurifère contribue de manière significative aux exportations, mais coexiste avec une activité d'orpaillage illégal de grande ampleur, dont une partie importante des flux transite par le Suriname. La contribution de l'or à l'économie formelle reste limitée, tandis que les impacts environnementaux et sécuritaires liés aux activités clandestines sont importants. L'agriculture et l'industrie conservent, pour leur part, un poids marginal, avec un tissu productif composé majoritairement de petites unités peu capitalisées.



Avec la plus faible population du périmètre étudié, la Guyane affiche un PIB par habitant élevé, de l'ordre de 19 000 dollars par an (2022), nettement supérieur à la moyenne sud américaine (environ 9 000 dollars en 2022 selon la Banque mondiale), mais dans un contexte de fortes inégalités de revenus et de niveaux de prix élevés, notamment sur les postes essentiels de consommation, supérieurs à ceux observés en métropole.

L'économie de l'Amapá (UNIFAP s.d.), avec un PIB d'environ 4,5 milliards de dollars en 2022 (IGBE), présente des caractéristiques proches de celle de la Guyane, notamment par le poids des services. À la différence de cette dernière, le territoire ne dispose ni d'un pôle de haute technologie comparable à l'activité spatiale, ni d'une rente analogue à celle que le Suriname tire de l'exploitation pétrolière, même si des activités d'exploration offshore ont été récemment engagées. La valeur ajoutée provient avant tout du secteur public, qui représente un peu moins de la moitié du total et constitue, dans de nombreuses municipalités, le principal employeur formel.

Le secteur productif y demeure limité et peu diversifié. L'agriculture occupe une place encore plus réduite qu'en Guyane, même si certaines activités extractives en milieu forestier, notamment autour de l'açaï et d'autres produits forestiers non ligneux, présentent une importance locale. L'industrie se concentre sur quelques segments spécifiques, comme la première transformation des ressources naturelles, la construction, les matériaux et certaines activités minières (fer, or, autres minerais), dont la dynamique dépend largement des cours internationaux et de projets ponctuels. L'économie reste ainsi fortement dépendante des dépenses publiques et de quelques filières exportatrices, ce qui accroît sa vulnérabilité aux chocs externes. Avec la population la plus importante du périmètre étudié, l'Amapá affiche un PIB par habitant d'un peu plus de 6 000 dollars, nettement inférieur à la moyenne brésilienne, estimée à près de 9 300 dollars en 2022 (Banque mondiale).

Le Suriname, avec un PIB d'environ 3,7 milliards de dollars en 2022 (Banque mondiale), affiche un profil différent, lié à son statut d'État souverain. Le pays se caractérise par une trajectoire macroéconomique volatile, marquée par des crises récentes. Son économie repose largement sur l'exploitation de ressources naturelles – or, pétrole et, dans une moindre mesure, bauxite – qui concentrent une part significative du PIB et des exportations. Les phases de croissance observées au cours des dernières décennies ont été portées par la hausse des cours des matières premières, la mise en production de nouveaux projets extractifs et la dépense publique en infrastructures. Si la production pétrolière reste modeste – un peu plus de 10 000 barils par jour –, le faible poids démographique du pays en renforce son importance macroéconomique relative. Les découvertes récentes d'hydrocarbures offshore et les investissements associés ouvrent la perspective d'un changement d'échelle de cette industrie, porteur d'opportunités et de risques élevés (Banerjee et al. 2024).

Comme en Guyane et en Amapá, le secteur des services occupe une place dominante, avec un poids important du secteur public. Les entreprises publiques contribuent largement à l'activité économique et à l'emploi. Le pays se distingue toutefois par un secteur agricole relativement plus important dans sa participation à la valeur ajoutée économique globale, bien que largement orienté vers l'exportation, en particulier autour de la production de riz. Le secteur industriel présente également un poids plus important, en lien étroit avec les activités extractives. Le PIB par habitant du Suriname se situe à un niveau proche de celui de l'Amapá, légèrement supérieur à 6 000 dollars par an.

Ces trois économies illustrent des logiques proches de ce que la littérature spécialisée désigne comme le « syndrome hollandais » (Tabet 2016). Leur profil est marqué par un afflux de capitaux et de rentes qui tirent certains segments de la consommation et de l'investissement vers le haut, sans s'appuyer sur des dynamiques productives endogènes ni sur une création de valeur réellement ancrée dans les territoires. Au Suriname, la rente provient principalement des activités extractives orientées vers l'exportation. En Guyane, le phénomène se manifeste sous la forme de la « rente administrative » (Marzin et al., 2021) générée par les dépenses d'investissement et de fonctionnement du secteur public, renforcé par la majoration des salaires des fonctionnaires d'outre-mer. L'industrie spatiale y participe aussi, en mobilisant une main d'œuvre hautement qualifiée, venue de l'extérieur et des technologies sophistiquées non produites localement. Les transferts de fonds envoyés par des Guyanais résidant à l'étranger y contribuent également.

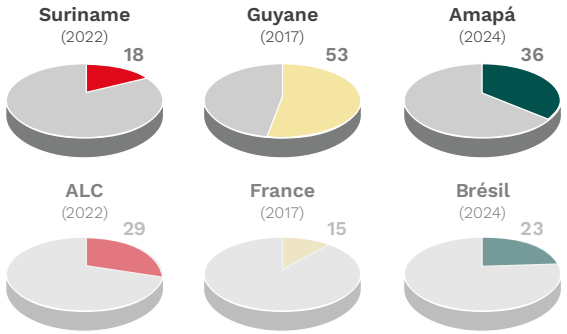
Ce dynamisme exogène, lié aux industries pétrolière et minière, au secteur spatial et au secteur public, produit des effets macroéconomiques comparables dans les trois territoires. Dans un contexte de faible développement productif, de manque de diversification et de coûts élevés de production locale, les biens importés apparaissent souvent plus attractifs. L'intensité de ce phénomène tient aussi à l'existence de ces segments de population dont la capacité de consommation est soutenue par des revenus et des rentes relativement élevés, et qui demandent des quantités, des niveaux de qualité et de diversité que la production locale n'est pas en mesure de fournir. L'appareil agricole et industriel local ne dispose ni des capacités installées suffisantes ni de l'environnement productif nécessaires pour y répondre et profiter du dynamisme de cette demande.

Dans ces circonstances, la main d'œuvre comme les investissements locaux tendent à se déplacer durablement vers le secteur des services, qui, à la différence des biens de consommation, ne peuvent pas être importés. Il en résulte des économies aux structures productives déséquilibrées, de type « rentier », éloignées d'un modèle de développement fondé sur la qualification du capital humain local, l'investissement productif et l'innovation. Si, dans le cas de l'État de l'Amapá, ce phénomène est moins visible – il se manifeste surtout à travers le financement du secteur public –, une phase d'exploration pétrolière offshore a été engagée en 2025. Avec une éventuelle montée en puissance de la production d'hydrocarbures, cette forme de « syndrome hollandais » pourrait se renforcer.

UN PAYSAGE SOCIO-ÉCONOMIQUE MARQUÉ PAR LES **INÉGALITÉS** ET LA **PRÉCARITÉ**

À ces structures économiques correspond un paysage socio-économique complexe. Les conditions de vie et d'emploi révèlent diverses formes de précarité qui touchent une part importante de la population. La pauvreté, plus ou moins étendue, présente un caractère structurel, dans des sociétés où la part des jeunes est exceptionnellement élevée : environ un tiers des habitants a moins de 15 ans. Parallèlement, les inégalités de revenus et de patrimoine sont manifestes. D'un côté, des segments de population très qualifiés, liés aux secteurs les plus prospères, disposent de conditions de vie proches de celles des pays à revenu élevé. De l'autre, de larges fractions de la population restent exposées à des situations de vulnérabilité. Les inégalités se manifestent aussi entre, d'une part, les littoraux et les capitales et, d'autre part, les zones intérieures et rurales, souvent décrites comme plus pauvres. Cette perception doit toutefois être relativisée : les modes de vie en forêt, en particulier ceux des communautés marronnes et autochtones, sont très différents des milieux urbains et se prêtent mal à une évaluation sur les mêmes critères.

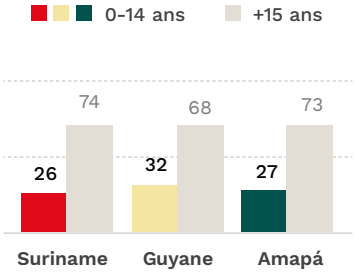
TAUX DE PAUVRETÉ MONÉTAIRE
POURCENTAGE DE LA POPULATION TOTALE



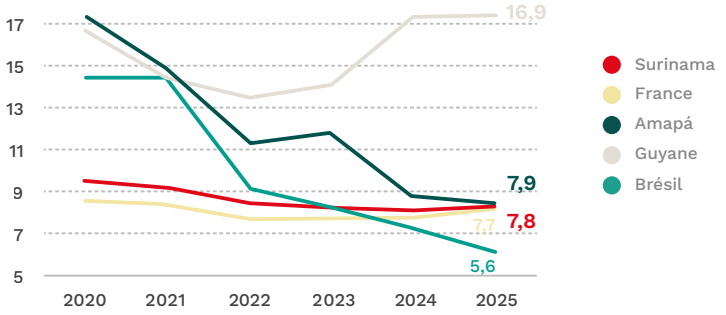
Source des graphiques p.32, 33, et 34 : *traitement à partir de INSEE, IBGE (PNAD), Banque Mondiale (World Development Indicators, Poverty and Inequality Platform), UNDP (HDI), ILO (ILOEST, Modelled Estimates), IDB (2022), Global Data Lab (Subnational HDI, 2023) et IEDOM (2024, 2026).*

Note : *Les indicateurs présentés ci-contre et ci-après ne sont pas strictement comparables d'un territoire à l'autre, en raison de différences de périmètres, de définitions et de méthodes de calcul. Ils ont pour but de donner un aperçu d'ensemble des situations observées en Guyane, au Suriname et en Amapá.*

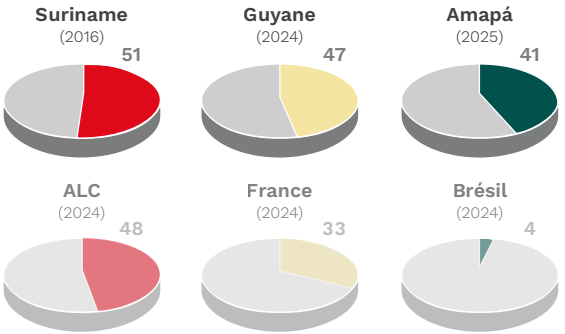
PART DES MOINS DE 15 ANS
POURCENTAGE DE LA POPULATION TOTALE, 2022



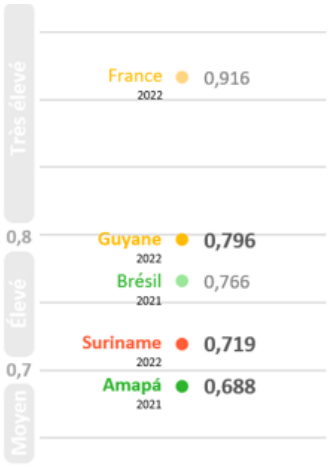
TAUX DE CHÔMAGE
POURCENTAGE DE LA POPULATION ACTIVE, 2020 À 2025



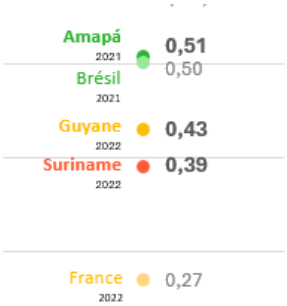
EMPLOI INFORMEL
POURCENTAGE DE LA POPULATION OCCUPÉE



INDICE DE DÉVELOPPEMENT HUMAIN
VALEUR DE L'INDICE (0-1)



INDICE DE GINI
VALEUR DE L'INDICE (0-1)



Le cas du Suriname est particulier (Banerjee et al. 2024 ; Stampini et al. 2025). La pauvreté monétaire (l'indicateur présenté dans le graphique), qui est mesurée uniquement à partir des revenus, y apparaît beaucoup moins élevée qu'en Guyane et en Amapá. En revanche, la pauvreté multidimensionnelle, indicateur qui prend en compte plus largement les conditions de vie (santé, éducation, logement, accès aux services essentiels, entre autres), fait apparaître dans ce pays un niveau de privations important. Autrement dit, une partie de la population dispose de revenus qui la placent au-dessus du seuil de pauvreté monétaire, sans bénéficier de conditions de vie réellement satisfaisantes et sécurisées. Cette situation s'explique en partie par les rentes tirées des économies extractives, qui irriguent directement et indirectement une part de la population et permettent également de financer des transferts sociaux plus ou moins exceptionnels. Néanmoins, la vulnérabilité reste forte et le risque de basculer dans la pauvreté demeure élevé, dans un contexte où le capital humain et les infrastructures sont limités, et où l'exposition aux chocs externes affectant l'économie est forte.

Comparée à la France métropolitaine, la Guyane (Marie & Antoine, 2020) présente un taux de pauvreté monétaire très élevé : elle est le deuxième département le plus pauvre après Mayotte. Son niveau de développement humain, relativement élevé par rapport aux territoires voisins, met toutefois en évidence l'effet de son rattachement à la métropole. Cela se traduit par une meilleure qualité des infrastructures et par une couverture plus large de la population par les services sociaux, en particulier en santé et en éducation.

L'État d'Amapá, influencé par la dynamique générale du Brésil, a connu ces dernières années une forte réduction de la pauvreté (Flexa 2024), même s'il reste l'un des États les plus pauvres du pays, dans un Nord amazonien marqué par un retard socio-économique. Ces progrès tiennent à l'intensification de programmes de transferts monétaires et d'aide alimentaire mis en œuvre aux niveaux étatique et fédéral. Ils révèlent en même temps la vulnérabilité de ces avancées aux cycles politiques et au financement public, ainsi que leur impact limité sur l'appareil productif et la productivité du territoire qui conditionnent la durabilité des progrès obtenus (The Economist 2026).

Dans les trois territoires, le marché du travail (UNIFAP s.d. ; Government of Suriname 2022 ; IEDOM 2026) est étroit et polarisé. Les emplois qualifiés se concentrent dans quelques segments, offrant des salaires relativement élevés, mais mobilisant un volume de main d'œuvre limité, souvent venu de l'extérieur. Une grande partie de la population active occupe des emplois peu qualifiés et à faible productivité, dans l'agriculture, le commerce de détail, la restauration, le transport, la construction, les activités artisanales et divers services de proximité. Ces activités jouent un rôle central dans la vie économique quotidienne et l'approvisionnement local, mais génèrent des revenus modestes et instables. Elles offrent peu de perspectives de progression professionnelle et restent en grande partie en marge des systèmes de formation et d'appui public.

À côté, l'activité économique informelle regroupe une grande variété de situations : travail non déclaré au sein d'entreprises formelles, activités pour compte propre ou emplois auprès d'employeurs eux mêmes non enregistrés. Elle fournit souvent tout ou partie du revenu du ménage et constitue, pour une part importante de la population, la principale, voire la seule, voie d'accès au travail. Cette situation maintient la majorité des travailleurs concernés dans des trajectoires de pauvreté ou de forte vulnérabilité : rémunérations faibles et instables, absence de droits sociaux et de protection, exposition accrue aux risques.

Le chômage massif et le sous emploi, qui touchent particulièrement les jeunes, ne sont pas des phénomènes conjoncturels mais l'expression de déséquilibres structurels. L'offre d'emplois stables reste insuffisante au regard d'une démographie très dynamique, alimentant à la fois le chômage et l'expansion de l'économie informelle.



RELIER **SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE** ET **DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE**

Les éléments présentés dans ce chapitre montrent que la dépendance alimentaire de la Guyane, du Suriname et de l'Amapá ne relève pas d'un simple retard agricole. Elle s'inscrit dans des trajectoires historiques qui ont limité la constitution de bases productives locales solides et diversifiées. Dans ce contexte, la souveraineté alimentaire ne peut être réduite à une approche sectorielle ou technique, centrée sur l'augmentation des rendements ou la substitution d'importations. Elle implique de reconsidérer la place de l'agriculture comme un pilier du développement endogène, moins dépendant des rentes externes et davantage articulé aux dynamiques démographiques, sociales et territoriales.

Malgré les contraintes du milieu tropical, ces territoires disposent d'atouts encore largement sous-exploités, dans un environnement marqué par une biodiversité exceptionnelle et une abondance de ressources naturelles. Le développement de systèmes agricoles diversifiés, adaptés à leurs environnements et aux cultures alimentaires locales, peut répondre à plusieurs objectifs simultanés : améliorer l'accès à une alimentation suffisante et de qualité, générer des emplois et des revenus, structurer des marchés de proximité et renforcer la résilience face aux chocs extérieurs.

Relier souveraineté alimentaire et développement économique suppose de créer les conditions d'un véritable ancrage territorial de la valeur. Il s'agit de produire davantage, mais surtout de faire qu'une part plus importante de la valeur ajoutée soit effectivement captée sur le territoire. Le potentiel d'entraînement de l'agriculture est élevé (Corade et al. 2022) : il touche directement la production d'intrants et d'approvisionnements, l'agro-transformation, la logistique et la commercialisation, ainsi que l'emploi et la consommation des ménages qui en découle. Cet ensemble peut être structuré sous la forme de systèmes

agro-alimentaires territoriaux, s'appuyant sur des ateliers de transformation de proximité, des circuits courts, la restauration collective ou encore le tourisme rural.

Les formes de « syndrome hollandais » que présentent ces économies, avec des facteurs qui freinent le développement de secteurs productifs locaux, ne constituent pas une fatalité. L'effet peut être progressivement contrebalancé par des synergies mieux assumées entre le secteur public et le secteur privé, mobilisant également de manière plus stratégique les dispositifs d'aide au développement. Une réorientation ciblée des investissements vers les infrastructures physiques et les services sociaux qui soutiennent le développement local et régional, ainsi que vers le financement et l'accompagnement d'initiatives productives – agricoles, artisanales ou industrielles – portées par des acteurs privés, entrepreneurs et communautés, est alors déterminante. Elle peut contribuer à faire des systèmes agroalimentaires territoriaux l'un des moteurs d'un développement plus ancré, plus inclusif et plus résilient.

Dans ces territoires l'enjeu est de ne pas laisser une partie des habitants à l'écart des transformations. Beaucoup de ménages, notamment les plus vulnérables, auraient besoin de dispositifs dans lesquels les politiques sociales intègrent explicitement des dimensions productives et alimentaires. Mieux articuler politiques agricoles, alimentaires et sociales constitue un levier central pour faire de l'agriculture un facteur de stabilité sociale.

Le Guyana : une exception agricole dans un pays pétrolier émergent

Ancienne colonie britannique, indépendante depuis 1966, le Guyana, avec une population d'environ 800 000 habitants, est un pays au cœur du Plateau des Guyanes. Depuis le démarrage de la production pétrolière offshore en 2019, il connaît une transformation économique importante, au point d'être parfois présenté comme un futur « Qatar de l'Amérique latine » (Wehrmann 2024).

Ce pays se distingue par un fait remarquable : un travail récent, publié dans la revue Nature Food (Stehl et al. 2025), montre que le Guyana est le seul pays, parmi 186 analysés, dont la production nationale permettrait, en théorie, de couvrir les besoins d'un régime alimentaire sain dans les principaux groupes d'aliments de base, sans recourir aux importations. Ce résultat ne signifie pas que toute la population accède effectivement, en pratique, à une alimentation suffisante, diversifiée et abordable, **mais il met en évidence une capacité productive nationale exceptionnelle, très contrastée avec les territoires du périmètre du Livre blanc, marqués par une forte dépendance alimentaire.**

L'agriculture conserve au Guyana un poids macroéconomique élevé, avec un rôle important dans l'emploi, les revenus ruraux et les exportations. Ce résultat doit toutefois être nuancé. Le Guyana se caractérise par un soutien public important à son secteur agricole (Gachot et al. 2022), combinant protections tarifaires et appuis budgétaires concentrés sur quelques filières historiques, en particulier le riz, le sucre et la volaille. Cette configuration tend à renchérir les prix pour les consommateurs et peut contribuer à freiner la diversification effective du tissu productif agricole. La FAO (Weber et al. 2022) souligne d'ailleurs que le pays reste exposé à plusieurs vulnérabilités majeures : concentration des exportations, fragilité institutionnelle, dépendance côtière face au changement climatique et risque de « maladie hollandaise » lié à l'essor pétrolier.

Pour les territoires du périmètre, l'enjeu n'est pas de reproduire le modèle du Guyana, mais de retenir que la souveraineté alimentaire exige des systèmes de production agricoles et agroalimentaires ancrés dans les territoires, appuyés sur des infrastructures et des politiques stables, dotés de ressources conséquentes, et reliés à des débouchés locaux et régionaux suffisamment structurés pour absorber ces productions et les rémunérer de manière soutenable.

Panorama des productions et des vulnérabilités alimentaires



Chapitre

02

Ce chapitre dresse un panorama chiffré des productions agricoles sur les territoires étudiés. Il permet de mieux caractériser l'ampleur et les nuances des insuffisances de la production locale, les marges de progression, ainsi que les différentes relations de dépendance qui caractérisent chaque territoire. Les données ne sont toujours pas exhaustives et proviennent de sources officielles diverses, construites sur la base de méthodologies hétérogènes. L'objectif est de donner des ordres de grandeur et de décrire les profils de production, en distinguant les agricultures tournées vers l'exportation de celles qui alimentent principalement les marchés internes.

Les exploitations qui portent la production agricole sont très diverses. On y trouve des formes d'agriculture principalement commerciales, de petite et moyenne taille, orientées vers la mise sur le marché de volumes plus ou moins modestes. Il existe également des formes d'agriculture, principalement vivrière, dont la production est directement destinée à soutenir la consommation et les échanges des familles ou des communautés qui les pratiquent, souvent au cœur de la forêt, largement invisibles dans les registres officiels.

L'information disponible étant plus limitée, la contribution des productions animales et des différents types d'élevage est abordée ici de manière qualitative, dans un bref encadré présenté à la page 50. Toutefois, ce secteur constitue l'une des principales insuffisances structurelles des territoires étudiés.

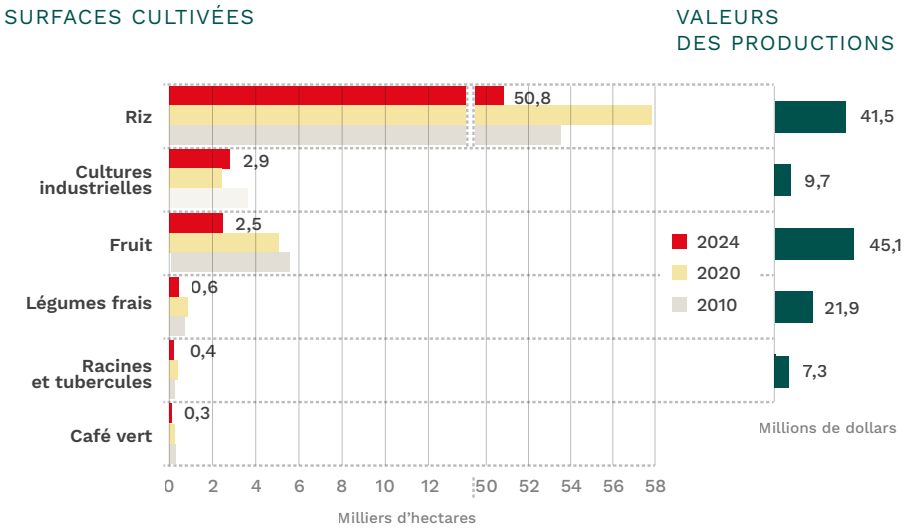




SURINAME : UNE AGRICULTURE TOURNÉE VERS L'EXPORTATION

L'économie du Suriname est celle qui présente le secteur agricole le plus important, tant en valeur absolue qu'en poids relatif dans la production nationale. Cela ne signifie pas pour autant que le pays dispose d'une situation satisfaisante en matière de couverture de la consommation intérieure par la production locale. D'une part, son agriculture est extrêmement concentrée sur la production de riz — qui représente historiquement près de 80% de la surface totale cultivée — essentiellement destiné à l'exportation. D'autre part, ce poids du secteur agricole dans la production nationale s'explique aussi par l'importance des productions animales (assez faibles dans les autres territoires) qui représentent environ un tiers de la valeur ajoutée agricole totale malgré des performances encore insuffisantes.

PRINCIPALES PRODUCTIONS VÉGÉTALES AU SURINAME



Source : *Élaboration à partir de données de la FAO : FAOSTAT (QCL) et World Food and Agriculture* – Statistical Yearbook.

Notes : *Dans ce graphique, comme dans les deux suivants (consacrés à la Guyane et à l'Amapá), les données présentées à gauche (superficies cultivées) ne correspondent pas directement à celles figurant à droite (valeur des productions). Issues de sources distinctes, elles sont présentées à titre indicatif et ne doivent pas être interprétées comme établissant une relation directe entre la superficie d'une culture et la valeur de sa production.*

Le riz surinamais est cultivé principalement dans le district de Nickerie, au nord-ouest du pays, à la frontière avec le Guyana. Un peu plus de 50 000 hectares y sont cultivés chaque année, pour une production proche de 200 000 tonnes. Au cours de la dernière décennie, cette céréale a représenté plus de la moitié de la valeur des exportations agricoles vers la région caraïbe (Supreme Audit Institution of Suriname, 2024).

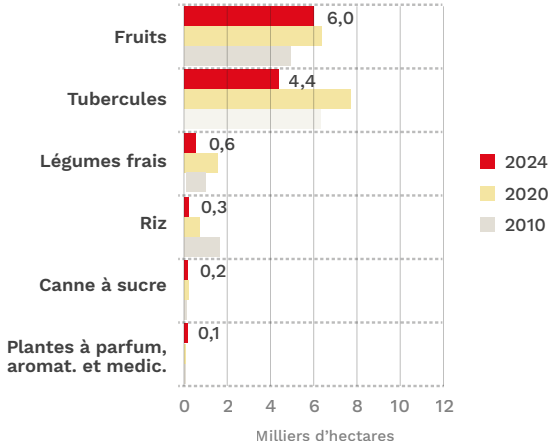
Complétant ce profil exportateur, la canne à sucre, héritage de l'histoire coloniale du pays, demeure une production importante, même si les surfaces fluctuent dans le temps. Il existe également une tradition de grandes exploitations bananières, mais cette production s'est nettement contractée au cours des dernières décennies. Elle ne couvre plus aujourd'hui que quelques centaines d'hectares, sous l'effet des difficultés de compétitivité à l'export, du durcissement des exigences phytosanitaires en Europe et de pressions sanitaires telles que la maladie du Moko.

À côté de ces filières agro-industrielles structurées et tournées vers l'exportation, une multitude d'exploitations fruitières et maraîchères, principalement de petite taille, souvent familiales et faiblement mécanisées, assurent une part non négligeable de l'approvisionnement local, tout en contribuant à l'exportation par de petits volumes. Les principales cultures pérennes sont les agrumes (surtout l'orange), le cocotier (en fort recul au cours des dernières décennies), la banane plantain et divers fruits tropicaux. Le secteur maraîcher, limité en superficie, joue pourtant un rôle clé pour les marchés urbains, en s'appuyant sur des milliers de petits producteurs installés à proximité de la capitale Paramaribo.

GUYANE : UNE PRODUCTION DIVERSIFIÉE MAIS INSUFFISANTE

En Guyane française, où la valeur ajoutée agricole est plus faible, la structure productive est plus diversifiée. Elle est essentiellement tournée vers la consommation intérieure, avec quelques exportations ponctuelles de productions de niche. Il s'agit de l'açaï, du cacao, de certaines plantes aromatiques et médicinales ou de fruits tropicaux, à destination de la France hexagonale et des Antilles.

PRINCIPALES PRODUCTIONS VÉGÉTALES EN GUYANE FRANÇAISE
SURFACES CULTIVÉES



Source : *Elaboration à partir de données de l'INSEE.*

La production maraîchère et fruitière atteint des niveaux importants. Elle est portée par une multitude de producteurs de petites tailles, en polyculture, autour de Cayenne et sur le littoral ouest, et plus particulièrement par la communauté hmong, principalement concentrée à Cacao et Javouhey.

La production fruitière repose pour l'essentiel sur la banane, les agrumes (citron vert, orange, mandarine, pamplemousse) et l'ananas, avec des surfaces stables ou en légère croissance. À cela s'ajoute une large diversité de fruits tropicaux : ramboutan, mangue, fruit de la passion, entre autres. Les tubercules et racines (manioc, patate douce) représentent également une part importante des volumes et des surfaces. Cependant, ce type de production a été significativement réduit ces dernières années, en raison de la maladie du manioc, menaçant la sécurité alimentaire au sein des communautés. L'ensemble de ces productions constitue une base essentielle de l'alimentation locale, en approvisionnant les circuits courts et les marchés du territoire.

Une expansion exceptionnelle des surfaces agricoles en Guyane française

En Guyane, la surface agricole utilisée (SAU) a fortement augmenté au cours de la dernière décennie. Elle atteint environ 36 400 ha en 2020, soit une progression de 44 % par rapport à 2010. La taille moyenne des exploitations est passée de 4 à 6 ha (DAAF Guyane 2022). Cette dynamique se distingue nettement des autres départements d'outre-mer. La SAU est quasiment stable en Guadeloupe (autour de + 1 % entre 2010 et 2020), ne croît que modérément en Martinique (+ 13 %) et à La Réunion (+17 %) alors qu'elle bondit en Guyane (ministère de l'Agriculture & Agreste 2022). En France métropolitaine, le nombre d'exploitations agricoles et la SAU diminuent.

La Guyane apparaît comme l'un des rares territoires français où la SAU continue de s'étendre, portée par l'attribution de nouvelles terres agricoles, notamment des massifs forestiers convertis en concessions et en petites exploitations d'élevage ou de cultures permanentes (DAAF Guyane 2021 ; IEDOM 2022).

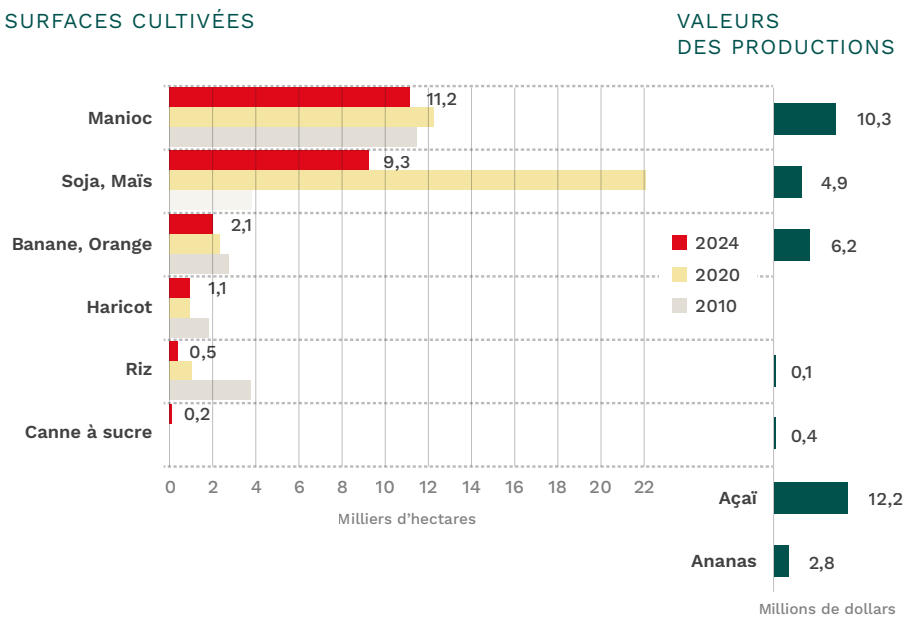
Cette dynamique d'expansion reste pourtant fortement limitée par les coûts d'accès au foncier, de défrichage et de désenclavement des concessions (Insee 2016). Dans ces conditions, seule une part minoritaire des massifs forestiers attribués depuis le début des années 2000 est effectivement mise en valeur, le reste demeurant en friche ou sous-utilisé faute de moyens pour les ouvrir et les relier aux réseaux de transport (Insee 2016 ; IEDOM 2022).

AMAPÁ : UN SECTEUR AGRICOLE LIMITÉ ET DES EXPORTATIONS EN CROISSANCE

La production agricole en Amapa est pour une grande partie exportée. Cela provient d'exploitations mécanisées de grande envergure produisant du soja et, dans une moindre mesure, du maïs. Ces cultures alimentent les échanges entre États brésiliens ainsi que les marchés internationaux via le port de Santana, à l'embouchure de l'Amazone. Inexistant au début de la décennie précédente, le soja couvre aujourd'hui plusieurs milliers d'hectares, tandis que le maïs, cultivé de manière fluctuante sur des surfaces modestes (environ 1 800 ha en 2024), reste une culture de rotation autour du soja (Embrapa 2016). Le maïs est principalement destiné à la fabrication d'aliments pour animaux dans la région. Le riz, qui servait de culture de transition dans les fronts pionniers avant l'implantation du soja, demeure pratiqué par l'agriculture familiale pour approvisionner les marchés locaux en grains.

La production fruitière repose pour l'essentiel sur la banane, les agrumes (citron vert, orange, mandarine, pamplemousse) et l'ananas, avec des surfaces stables ou en légère croissance. À cela s'ajoute une large diversité de fruits tropicaux : ramboutan, mangue, fruit de la passion, entre autres. Les tubercules et racines (manioc, patate douce) représentent également une part importante des volumes et des surfaces. Cependant, ce type de production a été significativement réduit ces dernières années, en raison de la maladie du manioc, menaçant la sécurité alimentaire au sein des communautés. L'ensemble de ces productions constitue une base essentielle de l'alimentation locale, en approvisionnant les circuits courts et les marchés du territoire.

PRINCIPALES PRODUCTIONS VÉGÉTALES EN AMAPÁ



Source : *Elaboration à partir de données IBGE :* Produção Agrícola Municipal *(PAM),* SIDRA.



Une faible contribution des élevages à l'approvisionnement local

Les productions animales constituent l'un des principaux points de fragilité des systèmes alimentaires du Plateau des Guyanes, leur contribution à la couverture des besoins demeurant limitée.

Au Suriname, elles sont portées avant tout par la volaille (viande et œufs), devenue la principale source de viande du pays. Elle est complétée par des élevages bovins, porcins et laitiers de taille nettement plus modeste, portés par une multitude de petites exploitations de polyculture élevage et par des ateliers porcins et avicoles souvent semi-intensifs. Bien que cet ensemble représente près d'un tiers de la valeur ajoutée agricole et alimente les marchés locaux, la consommation intérieure en produits carnés et laitiers n'est que partiellement couverte.

En Guyane, la filière bovine, de type extensif, se structure autour de quelques grandes exploitations de plusieurs centaines d'hectares implantées sur les savanes littorales du nord. Si cette production animale est la plus importante en volume, la viande bovine ne couvre qu'un cinquième de la consommation locale. À côté, une diversité d'exploitations moyennes et de petites unités familiales, où l'élevage s'insère à faible échelle dans des unités associant bovins, volailles, porcs et petits ruminants avec des cultures souvent vivrières, fournit des volumes très modestes écoulés principalement en circuits courts, par abattage à la ferme et vente directe.

L'État de l'Amapá se distingue par l'importance de l'élevage de buffles, abritant le deuxième troupeau du Brésil. Les grandes exploitations alimentent principalement le marché intérieur, au-delà des seuls circuits de l'État, tandis qu'une multitude d'exploitations familiales de petite à moyenne taille, en systèmes de polyélevage, assurent surtout l'autoconsommation et l'approvisionnement local. En volume, la production animale reste insuffisante pour couvrir les besoins du territoire.

Les systèmes d'élevage, leurs contraintes et leurs perspectives d'évolution sont analysés en détail dans le chapitre 3, à la section 3.2.3 (« Élevages guyanais : diversité, contraintes et perspectives »).

DES AGRICULTURES CONFRONTÉES À DES **CONTRAINTES STRUCTURELLES**

Les agricultures familiales fournissent une part importante de l'approvisionnement local en tubercules, racines, fruits, légumes frais et produits animaux. Toutefois, elles restent confrontées à des vulnérabilités structurelles et à des risques multiples.

Les plus petites exploitations oscillent entre l'autoconsommation et la mise en marché local de produits agricoles. Pour la plupart peu technicisées et faiblement capitalisées, elles présentent des niveaux de rendement et de productivité limités. Les plus petites exploitations utilisent peu d'intrants externes voire aucun, en raison de leur coût élevé. Ces systèmes mettent ainsi en œuvre des formes d'agriculture que l'on peut considérer comme agroécologique. Mais ces modes de production ont souvent une efficience limitée et les rendements demeurent bas.

Les exploitations familiales à profil plus commercial sont fortement dépendantes des intrants et des équipements agricoles. Elles se trouvent donc exposées aux fluctuations des prix internationaux, ce qui fragilise leur viabilité économique.

La continuité et les performances de ces milliers d'exploitations sont en permanence fragilisées par des facteurs techniques, économiques, fonciers, démographiques et réglementaires. Par ailleurs, le changement climatique affecte toutes ces agricultures. Les épisodes de sécheresse, de pluies torrentielles et d'inondations se multiplient, tandis que la pression des ravageurs et des maladies s'intensifie, dans un milieu amazonien où elle est déjà particulièrement forte.

Faiblement équipées pour adapter leurs pratiques au changement climatique et pour préserver leurs rendements, elles peinent à envisager une croissance durable de leur activité. Dans ces conditions, leur contribution à la sécurité alimentaire des territoires reste difficile à consolider sous une forme plus structurée, résiliente et stable.

Maladie du manioc : une sécurité alimentaire en péril

Plante centrale des systèmes vivriers amérindiens et bushinengués, le manioc est aujourd'hui largement présent dans l'ensemble des exploitations agricoles du Plateau des Guyanes et du bassin amazonien. Il constitue un pilier de l'alimentation quotidienne, souvent qualifié de « pain local ». On le retrouve sur les marchés, sous forme fraîche ou transformée, en particulier en semoule de manioc, appelée couac ou farine de manioc.

Le manioc est touché depuis 2022 par une maladie émergente : le balai de sorcière du manioc. Cette pathologie, causée par un champignon, noircit les tiges, flétrit les feuilles et entraîne des pertes de rendement très élevées. Elle a été identifiée dans le nord de l'Amazonie, notamment en Amapá (Fredon Guyane 2023 ; Cirad 2026).

La maladie provoque des pertes de production comprises entre 30% et 100% selon les localités. Elle a entraîné une raréfaction des boutures saines et une forte hausse des prix. Dans certaines zones, le prix de la semoule de manioc a doublé en quelques mois (Fredon Guyane 2023 ; CNEWS 2024).

En Guyane, cette crise affecte directement la sécurité alimentaire, tout particulièrement au sein des communautés autochtones. Les pouvoirs publics ont dû organiser des distributions de colis alimentaires dans plusieurs villages isolés. Ces mesures d'urgence s'inscrivent dans l'attente des effets des programmes d'assainissement du matériel végétal, notamment le projet « SaniManioc » (conduit par le Cirad, avec le soutien financier de la Collectivité Territorial de Guyane), et des travaux de recherche visant à identifier des variétés tolérantes (Jamag 2024 ; Cirad 2026).

La capacité de ces agricultures à soutenir un secteur de transformation agroalimentaire local, qu'il soit artisanal ou industriel, reste également très limitée. Un tel secteur aurait besoin d'approvisionnements réguliers, à des prix relativement stables, et d'une qualité maîtrisée des matières premières. Or, dans les trois territoires étudiés, une grande partie des préparations alimentaires est importée et pèse lourd dans la valeur totale des importations. La transformation agroalimentaire représente pourtant une activité stratégique, porteuse de valeur ajoutée locale, d'emplois et de dynamiques de développement territorial. On trouve des unités de transformation plus ou moins artisanales, plus ou moins technicisées, mais ce tissu reste largement en-deçà de son potentiel.





RÉDUIRE LES DÉPENDANCES ET ASSURER L'ALIMENTATION : UN ENJEU STRATÉGIQUE POUR LES TROIS TERRITOIRES

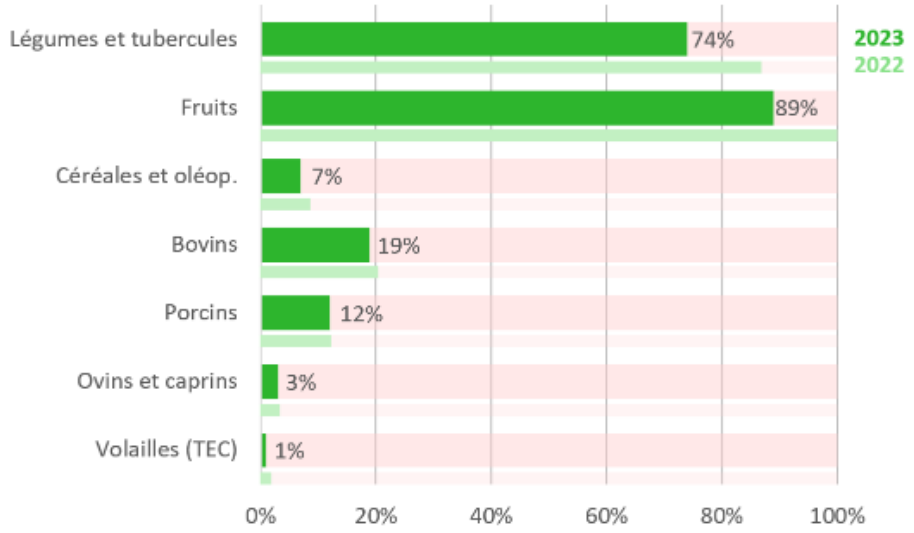
Ces territoires sont marqués par différentes formes de dépendance alimentaire, alors même qu'ils disposent d'un potentiel agricole important et d'une grande diversité de productions et de savoir-faire locaux. Bien qu'elle soit importante dans les trois territoires, la production de produits frais – fruits, légumes et tubercules – ainsi que certaines productions animales restent toutefois insuffisantes pour garantir un approvisionnement stable et sûr. Dans ce contexte, ces trois économies sont particulièrement vulnérables aux fluctuations des prix internationaux des produits alimentaires, ainsi qu'aux perturbations des chaînes d'approvisionnement, liées à des aléas logistiques, climatiques ou géopolitiques, pouvant affecter abruptement la disponibilité et les coûts. La hausse des prix des produits importés frappe particulièrement les ménages modestes, qui consacrent une part élevée de leur budget à l'alimentation.

Avec une population réduite et une économie largement tournée vers l'exportation de matières premières (pétrole, or, bauxite), le Suriname parvient globalement à générer le volume de devises nécessaire et ne rencontre pas de difficultés majeures de balance des paiements pour importer céréales, viande, produits laitiers ou aliments transformés, même si sa vulnérabilité aux chocs extérieurs reste élevée. Son approvisionnement s'inscrit dans des circuits de commercialisation régionaux caribéens (Trinité et Tobago, Guyana) et latino-américains (Brésil, Colombie), tout en maintenant un lien historique fort avec l'Europe, en particulier avec les Pays-Bas, qui fournissent une part importante de ses importations alimentaires (Banque mondiale, 2023).

Dans l'État d'Amapá, où la production agricole reste particulièrement faible, la dépendance alimentaire à l'extérieur de l'État est très marquée. Cette dépendance se trouve toutefois relativisée par l'intégration de l'État dans les circuits d'approvisionnement nationaux, et entre États fédérés, au sein d'un pays où la production de denrées alimentaires est abondante. Les produits arrivent massivement des grands pôles de production du Sud et du Centre Ouest brésiliens, acheminés par des chaînes logistiques plutôt longues, leurs prix étant particulièrement affectés par les coûts de transport, compte tenu de la situation géographique relativement périphérique de l'Amapá. La dépendance est particulièrement forte pour les céréales (riz, blé), les produits laitiers, les produits transformés industriels et une large part des légumes.

En Guyane française, la situation apparaît particulièrement critique. Le territoire fait face à des dépendances multiples. Elles sont liées à l'insuffisance de la production locale et à des facteurs institutionnels et logistiques qui rendent les importations de produits en provenance d'Europe, en particulier de la France hexagonale, plus faciles et parfois moins coûteuses. Malgré les quelques 7 000 kilomètres qui séparent Paris de Cayenne, une part dominante des importations alimentaires provient de la métropole.

TAUX DE COUVERTURE DE LA PRODUCTION LOCALE EN GUYANE (2022 ET 2023)
RAPPORT ENTRE LA PRODUCTION LOCALE ET LA CONSOMMATION TOTALE

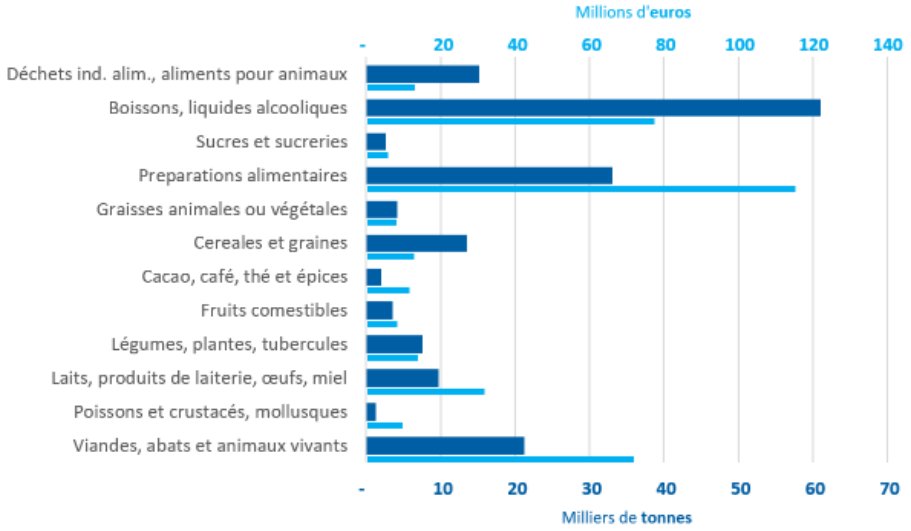


Source : *ODEADOM, 2024 (DEAAF Guyane).*

Pour les céréales et les produits céréaliers, les produits laitiers, la charcuterie, les conserves, les plats préparés et une grande partie des boissons, la Guyane s'appuie quasi entièrement sur des flux en provenance de la France hexagonale, les productions locales étant résiduelles et incapables de répondre aux volumes et aux standards de la grande distribution et de la restauration collective. S'agissant des produits carnés, la production locale ne couvre qu'une part très limitée de la consommation, celle-ci étant assurée par des importations diverses. La France hexagonale fournit également des machines et des intrants nécessaires à la production et à la transformation locales.

Des flux complémentaires arrivent également d'autres pays européens, des États-Unis, de la Chine et de la zone caraïbe, notamment des Antilles françaises. À cela s'ajoute un approvisionnement informel massif, constitué de produits non déclarés en provenance du Suriname et du Brésil, qui représente une part centrale des consommations. Ces flux informels sont stimulés à la fois par l'insuffisance de la production locale et par les écarts de prix entre la Guyane et ses voisins. En Guyane, les prix alimentaires élevés et une inflation importante rendent particulièrement rentable l'entrée de produits par des circuits parallèles. Ces denrées proviennent de pays où les coûts de production sont en général plus bas, étant soumises à des règles moins strictes qu'en Guyane, qui est tenue d'appliquer la réglementation européenne.

IMPORTATIONS DE PRODUITS AGRICOLES EN GUYANE (2024)
RAPPORT ENTRE EN VALEUR (BLEU CLAIR) ET EN VOLUME (BLEU FONCÉ)



Source : *Memento agricole Guyane 2025 (base Douane, Sicia, MASA).*

Renforcer la production alimentaire des agricultures du Plateau des Guyanes en s'appuyant sur la diversité



Chapitre

03

Les agricultures guyanaises doivent être appréhendées dans toute leur diversité, non seulement à travers ce que donnent à voir les statistiques officielles, mais surtout à partir de l'observation de la richesse et de la variété des productions et des pratiques locales. Malgré les atouts du territoire, la production reste fragile et ne couvre qu'imparfaitement les besoins. Cette grande diversité impose de penser des mesures d'accompagnement différenciées, adaptées aux trajectoires, aux contraintes et aux fonctions propres de chaque type d'agriculture, afin de renforcer la production locale. Reconnaitre ces différences et la contribution spécifique de chaque système, du vivrier aux filières commerciales plus structurées, constitue une condition pour mettre en œuvre une intensification durable de la production locale. Cette reconnaissance est un socle indispensable pour concevoir des politiques réellement efficaces en matière de souveraineté alimentaire.





LES PRATIQUES LOCALES COMME LEVIER D'UNE INTENSIFICATION AGRICOLE DURABLE

Si la diversité biologique de l'Amazonie a été largement étudiée et médiatisée, sa diversité socio-culturelle et surtout la relation historique entre les sociétés et leurs milieux, sont restées longtemps dans l'ombre. Une longue tradition héritée de l'époque coloniale a présenté les peuples amérindiens comme des entités sans histoire (Rostain 2023), réduisant les sociétés précolombiennes à de petits groupes nomades, affamés et précaires, incapables de transformer la nature amazonienne. Néanmoins, de nouvelles recherches ont mis au jour une pluralité de systèmes agricoles et de complexes agroécologiques anciens, associant plantes domestiques, semi-domestiques et sauvages, combinées à l'utilisation d'animaux. La forte diversification des pratiques et des espèces fait écho à la grande biodiversité régionale.

Au fil de la longue histoire de l'Amazonie, cette base amérindienne de systèmes et de pratiques agricoles s'est transformée, quand elle n'a pas été reléguée à la marge. Ces pratiques vont au-delà des communautés amérindiennes : elles irriguent, souvent de manière discrète ou peu reconnue, différentes formes d'agriculture actuelles, en contribuant à l'adaptation aux contraintes physiques et climatiques et à la sécurité alimentaire. **Si l'on souhaite intensifier et accroître la production agricole locale tout en développant des systèmes agroalimentaires économiquement et écologiquement durables, il est essentiel de mieux reconnaître, penser et mettre en valeur ces pratiques et productions locales.** Cela implique de comprendre les évolutions qu'elles ont connues et d'analyser leurs conditions de durabilité.



Domestication, introduction et métissages : un héritage agricole pluriel

L'Amazonie constitue historiquement l'un des grands centres de domestication des plantes (Lombardo et al. 2020 ; Clement 1999 ; Levis et al. 2017). On estime qu'environ 45% des espèces cultivées dans les Amériques seraient d'origine amazonienne et qu'au moment de l'arrivée de la colonisation – à la fin du XVe siècle – plus d'une centaine d'espèces locales étaient déjà domestiquées, parmi lesquelles le manioc, la patate douce, le cacao, le tabac, l'ananas, les piments, ainsi que de nombreux arbres fruitiers et palmiers. Cette histoire de domestication s'inscrit dans un temps long, en coévolution avec des paysages aménagés, loin de l'image d'une « forêt vierge » sans histoire humaine (Clement 1999 ; Rostain 2023).

Le manioc (amer et doux) apparaît aujourd'hui comme une culture vivrière centrale pour les communautés amérindiennes et rurales du Plateau des Guyanes. Sa diversité génétique cultivée correspond à un sous-ensemble de la grande diversité sauvage existante (Olsen & Schaal 2001 ; Mühlen et al. 2019). Au moment de l'arrivée des européens, le manioc était déjà largement diffusé à l'échelle du bassin et au-delà, avec une très grande diversité variétale maintenue et sélectionnée par les populations locales.

Par ailleurs, de nombreuses espèces ligneuses domestiquées ou favorisées par les sociétés précolombiennes sont aujourd'hui très présentes dans les forêts amazoniennes. La concentration la plus forte se trouve autour de sites archéologiques suggérant que la biodiversité actuelle et la forêt gardent l'empreinte des pratiques anciennes de gestion et de domestication.

L'arrivée des européens ouvre une phase intense d'échanges biotiques au cours de laquelle l'Amazonie reçoit de nombreuses plantes alimentaires d'origine asiatique et africaine : riz asiatique, canne à sucre, bananiers et plantains, caféiers, agrumes, cocotiers, ignames, entre autres (Carney 2001 ; Clement 1999 ; Ribeiro 1999). Le riz, en particulier, est introduit et diffusé avec l'appui des savoir-faire agricoles de populations africaines réduites en esclavage. Puis, comme la banane, la canne à sucre ou plusieurs légumineuses et oléagineux africains, le riz est rapidement intégré aux plantations et aux

jardins vivriers des populations autochtones, esclaves et créoles. Au Suriname, le riz asiatique devient, à partir du XIXe siècle, la base d'une riziculture irriguée de plaine, d'abord tournée vers l'autoconsommation, puis structurée en filière exportatrice (Carney 2001 ; Bezançon 1995 ; Clement 1999).

Les dernières décennies voient apparaître un troisième groupe de cultures inscrites dans des logiques fortement commerciales et tournées vers l'exportation : soja, maïs, palmier à huile notamment. Ces systèmes reposent souvent sur des capitaux extérieurs et une forte mécanisation. Ils sont susceptibles d'accentuer le niveau de dépendance aux marchés mondiaux, avec, de surcroit, des effets à considérer sur les sols et les écosystèmes.

Ingéniosités amazoniennes : s'inspirer de pratiques locales pour renforcer la durabilité

Dans un environnement amazonien exigeant, les agricultures du Plateau des Guyanes ont développé et conservent un ensemble de pratiques sophistiquées qui permettent de produire tout en restant étroitement intégrées aux milieux forestiers. **Les pages suivantes proposent un panorama de ces pratiques historiques et actuelles afin d'en éclairer le rôle potentiel dans les trajectoires d'intensification durable.**

Maîtriser l'eau : várzea et champs surélevés

En Amazonie, l'enjeu agronomique tient souvent moins à l'irrigation qu'au drainage et à la gestion des eaux, dans un contexte de fortes pluies, de crues saisonnières et de sécheresses périodiques. Cette contrainte a conduit, dès l'époque précolombienne, au développement de systèmes sophistiqués centrés sur les plaines alluviales ou várzeas, les champs surélevés et divers terrassements qui évitent l'asphyxie des cultures tout en tirant parti de la fertilité des dépôts alluviaux (Rostain 2023 ; Iriarte et al. 2020). L'agriculture de várzea consiste à cultiver, pendant la saison des basses eaux, les plages, îles et terres émergées le long des axes fluviaux. Elle apparaît, selon de nombreux auteurs, comme l'un des agrosystèmes les plus fertiles de la région. Les champs surélevés des savanes inondables combinent à la fois des bénéfices agronomiques – meilleure fertilité des sols liée à l'apport de matière organique – et la survie des cultures en conditions d'inondation (Rostain 2023 ; Iriarte et al. 2012 ; Lombardo et al. 2020).

Aujourd'hui, l'agriculture de várzea est encore présente sur de nombreux tronçons de l'Amazone (Junk et al. 2011 ; McGrath et al. 2015). Sur le Plateau des Guyanes, les plaines alluviales sont plus rares, mais l'existence de complexes de champs surélevés pré-coloniaux dans les savanes côtières du Suriname et de la Guyane française est documentée, ainsi que leur potentiel de réinterprétation contemporaine comme forme d'agriculture intensifiée, adaptée aux savanes inondables (Iriarte et al. 2012 ; Barret et al. 2020).

Construire la fertilité : de la terra preta au biochar

Les sols noirs anthropiques (sols créés et enrichis par l'activité humaine) d'Amazonie, la terra preta, constituent une réponse majeure à la faible fertilité naturelle des sols de la région. Ils résultent d'occupations humaines denses et durables au cours desquelles se sont accumulés charbon de bois, déchets organiques, fragments de céramique et autres vestiges, au point de transformer des sols initialement pauvres en sols dotés d'une capacité exceptionnelle de rétention de nutriments et d'eau (Rostain 2023 ; Glaser & Birk 2012). Ces sols ont permis de cultiver de nombreuses espèces utiles sur des terres réputées impropres à l'installation durable de populations nombreuses et de sociétés (Rostain 2023 ; Woods et al. 2009).

Face aux enjeux actuels, la terra preta compte moins comme modèle à reproduire à l'identique que comme preuve historique de la possibilité de construire, sur des sols initialement peu fertiles, des systèmes de fertilité de long terme. Le biochar est aujourd'hui présenté comme une tentative de transposition contemporaine de ces logiques. Charbon de biomasse obtenu par pyrolyse, il peut améliorer la rétention en eau et en nutriments des sols tropicaux dégradés (Lehmann et al. 2003 ; Glaser & Birk 2012). **Sur le Plateau des Guyanes, la référence à la terra preta et aux biochars apparaît progressivement dans les débats sur la fertilité des sols, l'agroforesterie, la gestion de friches et le recours aux engrais importés. Cependant, les initiatives restent pour l'instant expérimentales et dispersées.** Elles cherchent surtout à s'inspirer de cette logique de construction lente de la fertilité pour proposer, à petite échelle, des pratiques d'intensification agroécologique adaptées aux sols du territoire guyanais.



Agriculture itinérante sur brûlis : gérer la fertilité dans le temps et dans l'espace

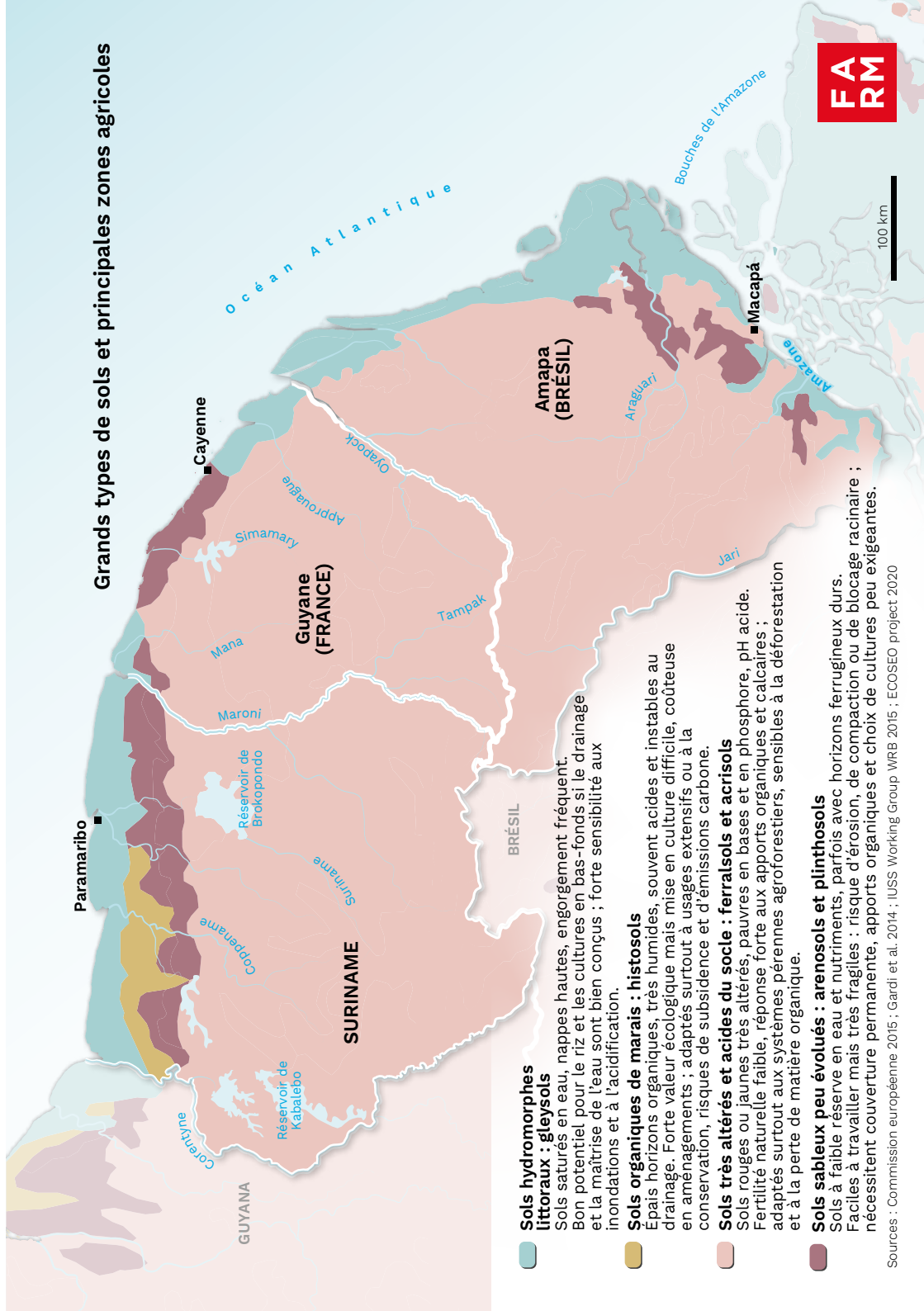
Dans sa version historique, l'agriculture itinérante consiste à ouvrir une parcelle par l'abattage et le feu, à la cultiver quelques années, puis à la laisser en jachère longue, parfois pendant des décennies. L'itinérance tient à la rotation des champs dans l'espace : à mesure que la parcelle se régénère, les familles déplacent leurs efforts vers d'autres abattis. Le système inclut des variantes, comme des formes d'agroforesterie ou de domestication de plantes, qui ont en commun la reconstitution progressive du couvert forestier (Rostain 2023 ; Denevan 2001). Vue sous cet angle, l'agriculture sur brûlis apparaît moins comme une simple déforestation que comme un dispositif de gestion de la fertilité et du paysage : transfert rapide de nutriments via les cendres, mosaïque de parcelles d'âges différents, conservation d'arbres utiles et de régénérations spontanées, transition permanente entre champs, jachères et forêt (Denevan 2001 ; Carneiro 1990 ; Parc amazonien de Guyane 2010). L'actualité de ce système de production est détaillée dans ce chapitre (« L'agriculture d'abattis-brûlis : un pilier vivrier en tension »).

Ce type d'agriculture est aujourd'hui très présent dans les communautés amérindiennes et rurales du Plateau des Guyanes, mais son ancienneté et son importance historique doivent être relativisées. À rebours de l'image d'un nomadisme généralisé, de nombreuses études soulignent l'importance des populations précolombiennes vivant dans de grands villages sédentaires ou semi-sédentaires, en particulier celles qui, sur l'axe du fleuve Amazone, combinaient cultures de plaines alluviales et cultures de champs surélevés capables de soutenir des sociétés denses et hiérarchisées (Rostain 2023).

Cultiver avec la forêt : agroforesterie et agriculture sous couvert

Loin d'être récente, l'agroforesterie s'inscrit en Amazonie et sur le Plateau des Guyanes dans une longue tradition de gestion forestière. Les sociétés autochtones ont combiné cultures annuelles, arbres fruitiers et palmiers, en associant espèces domestiquées, semi-domestiquées et sauvages, dans des mosaïques complexes qui ont laissé une empreinte durable sur la composition actuelle des forêts (Rostain 2023 ; Iriarte et al. 2018 ; Denevan 2001). L'exploitation des plantes pouvait rester très discrète, se limitant à favoriser la prolifération d'espèces non domestiques, dans le prolongement des pratiques anciennes de chasseurs cueilleurs qui encourageaient la repousse de plantes utiles le long de leurs trajets (Rostain 2023). À l'heure actuelle, ces systèmes se situent à l'interface entre abattis-brûlis, jardins forestiers villageois et gestion des produits forestiers non ligneux (PFNL). Proches des pratiques traditionnelles bushinengue et amérindiennes d'agriculture forestière, ces modèles sont aujourd'hui mobilisés comme voies de bioéconomie territoriale : valorisation de palmiers (comme l'açaï) et de PFNL, réduction des défrichements en coupe rase, diversification des revenus et contribution à l'adaptation au changement climatique (Parc amazonien de Guyane 2010 ; SCEA L'Agro Forestière 2020 ; AFD 2023).

La biodiversité cultivée et les productions agricoles sont au cœur de l'alimentation et des identités rurales du Plateau des Guyanes. Ces savoir-faire locaux offrent un socle stratégique pour une intensification durable de la production. La reconnaissance et la valorisation des pratiques locales durables apparaissent moins comme un retour au passé que comme une condition pour construire des trajectoires de souveraineté alimentaire et de développement rural réellement intégrées aux milieux amazoniens.



SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE : ARTICULER LES AGRICULTURES VIVRIÈRES, LES AGRICULTURES ORIENTÉES VERS LES MARCHÉS ET L'ÉLEVAGE

Agricultures vivrières : des atouts à valoriser, des productions à renforcer

L'agriculture vivrière joue un rôle majeur dans l'alimentation sur le Plateau des Guyanes, dans un contexte où la production agricole locale reste insuffisante pour couvrir les besoins. À travers les abattis-brûlis et les jardins créoles, des milliers de familles continuent de produire une part importante de leur nourriture et de diversifier leur régime alimentaire. Ces pratiques, souvent discrètes et peu visibles dans les chiffres officiels, comportent aussi des savoir-faire techniques, des mémoires familiales et des identités culturelles qui lient les communautés à leurs territoires. C'est dans ce tissu de systèmes vivriers, à la fois anciens, fragilisés et en transformation, que se joue une part décisive de la capacité du territoire à mieux nourrir sa population à l'avenir et à construire sa souveraineté alimentaire.

L'AGRICULTURE D'ABATTIS-BRÛLIS : UN PILIER VIVRIER EN TENSION

Sur le Plateau des Guyanes, l'abattis-brûlis vivrier constitue la forme actuelle principale d'agriculture itinérante et fournit une part importante de l'alimentation de nombreuses communautés. Héritée des peuples amérindiens, cette technique, qui a façonné des paysages au fil des siècles, a été reprise et adaptée par les communautés brushinguées. Elles y ont intégré des espèces venues d'Afrique comme le riz, le gombo, le sésame, le niébé ou l'arachide. Les familles créoles rurales ont incorporé le manioc et d'autres productions (PAG 2013).

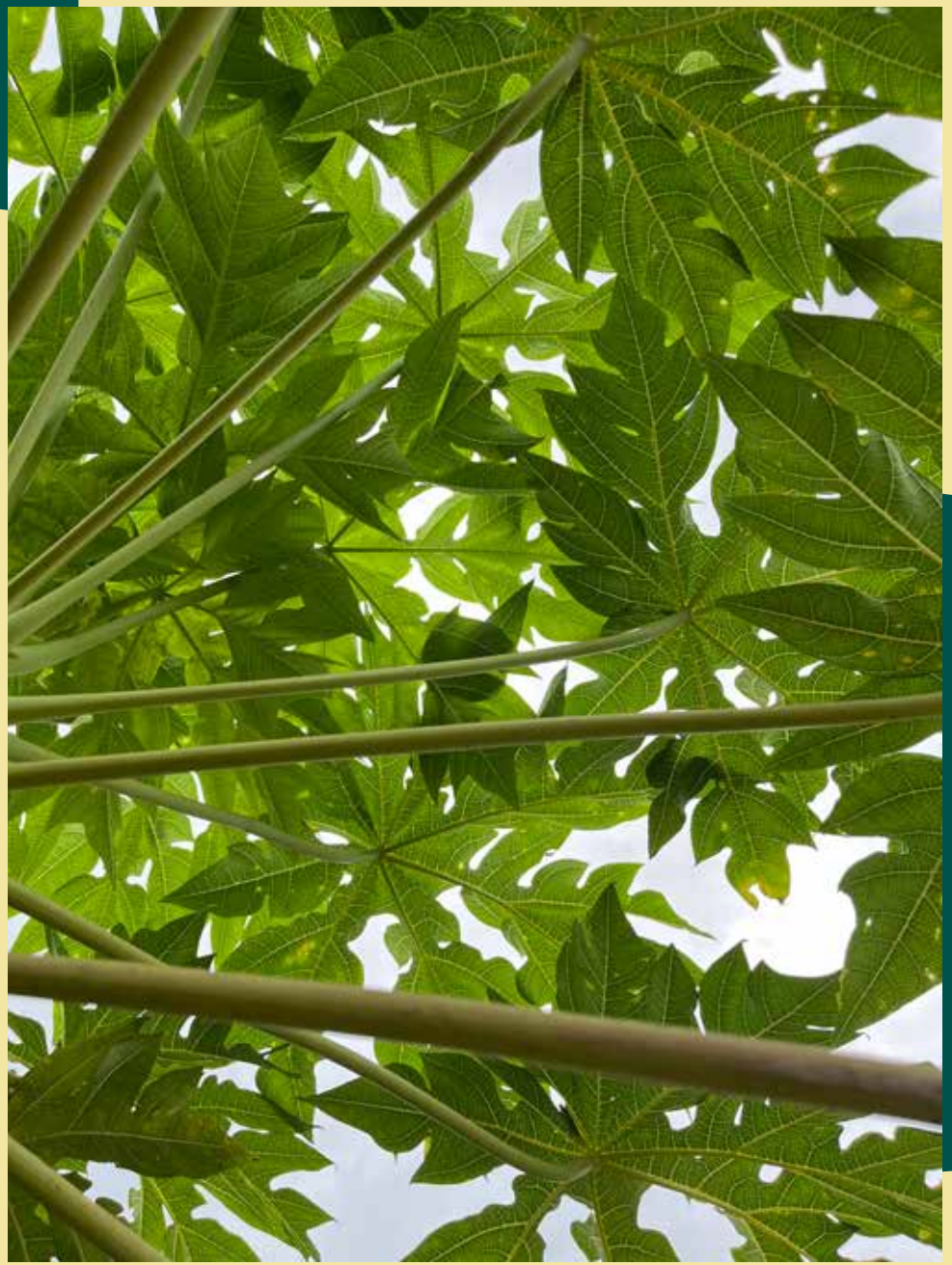
Le Sud de la Guyane française se caractérise par la place centrale de ces systèmes, le long des fleuves Maroni et Oyapock, au cœur de l'organisation des villages. Sur l'Oyapock, ces pratiques se maintiennent de façon particulièrement fidèle à la tradition, au point d'apparaître comme un conservatoire des systèmes d'abattis et des savoirs (Entretiens 2025). Au Suriname, des logiques proches se retrouvent dans les terroirs forestiers et de marais où les communautés marronnes cultivent sur brûlis le long des grands fleuves (Maat 2016 ; Maat et al. 2024).

La pratique de l'abattis-brûlis obéit à un cycle précis : forêt, abattage, brûlis, culture, jachère et vise d'abord l'autoconsommation et la transformation (couac, cassave, bière de manioc), la vente de surplus restant secondaire (PAG 2013 ; Entretiens 2025). Le choix des sites tient compte du type de sol et de l'accès à l'eau. L'abattage intervient en fin de la saison sèche, avec la conservation de certains arbres et palmiers utiles. Le brûlis a lieu ensuite entre la fin de la saison sèche et le début de la saison des pluies : la combustion détruit une grande partie des adventices, ameublit le sol et apporte des cendres qui augmentent temporairement la fertilité et réduisent l'acidité.

S'ouvre alors une période de mise en culture qui s'étale sur trois ans au maximum sur des surfaces souvent de l'ordre de 0,5 à 1 hectare. L'espace est organisé selon la topographie et l'humidité. Les cycles de culture s'enchaînent dans le temps, d'abord les plantes à cycle court pour profiter du pic de fertilité, puis manioc et autres racines, enfin bananiers et arbres fruitiers prolongent les récoltes (Entretiens 2025 ; McKey et al. 2001). À l'issue de ce cycle, le terrain est mis en jachère sur plusieurs années (PAG 2013 ; McKey et al. 2001). Les familles exploitent simultanément plusieurs abattis mis en culture de manière décalée, dans une logique de complémentarité et de diversification de la production dans le temps.

L'abattis concentre une grande diversité de plantes : manioc, bananes, maïs, ignames, dachines, coudes, gombos, concombres, canne à sucre, ananas et divers légumes. Le manioc reste au centre du système, pouvant représenter la plupart de la surface cultivée, avec parfois plusieurs variétés dans une même parcelle. Cette diversité est entretenue par des pratiques de sélection et d'échanges de semis et de boutures que les agriculteurs testent, puis conservent pour leurs qualités agronomiques, gustatives et patrimoniales (McKey et al. 2001).

Dans ces systèmes, seule une part limitée de la production est commercialisée, sous forme de surplus écoulés sur les marchés de proximité ou en bord de route. L'éloignement des abattis, les difficultés de transport, la faiblesse et l'irrégularité des volumes, ainsi qu'une maîtrise limitée des circuits de commercialisation, freinent l'offre marchande. La vente de farine de manioc et des dérivés assure un revenu monétaire complémentaire mais reste modeste,



malgré une demande urbaine bien présente (Entretiens 2025). Pour le riz marron, la production oscille entre autoconsommation et ventes limitées, une partie étant réservée à la sphère domestique et rituelle, le reste circulant dans des marchés locaux, des fêtes et des échanges intra-communautaires. La valeur de ce riz est autant gustative qu'identitaire.

La jachère intégrée dans le système traditionnel de l'abattis-brûlis joue un rôle central. Elle restitue de la biomasse pour le prochain brûlis, contribue à la régénération forestière et à renouveler la fertilité des sols. Elle maintient aussi une réserve de produits de cueillette et de droits pour les familles qui l'ont ouverte. Lorsque l'espace forestier est abondant, la déforestation reste temporaire et réversible (Carrière et al. 2019 ; Bahuchet & Betsch 2012 ; Tsayem Demaze & Manusset 2008).

Cet équilibre fragile est aujourd'hui mis à l'épreuve par la densification des populations, la sédentarisation et l'agrandissement des parcelles. Ces changements réduisent la surface disponible par ménage et incitent à raccourcir la durée des jachères. La biomasse disponible pour le brûlis diminue, la qualité des cendres se dégrade, les adventices progressent plus vite et les rendements baissent, poussant à multiplier les parcelles et à défricher davantage, au risque de faire basculer un système historiquement durable vers des formes dégradantes pour les milieux (Tsayem Demaze & Amelot 2020 ; Bahuchet & Betsch 2012 ; Carrière et al. 2019).

Pour les agriculteurs, la préparation des abattis reste une activité très pénible qui repose sur une forte mobilisation de main d'œuvre familiale et communautaire (Carrière et al. 2019). Cette pénibilité, combinée à l'attrait de revenus plus stables en ville ou dans d'autres secteurs économiques, peut détourner une partie des jeunes générations et fragiliser la transmission des savoirs techniques et écologiques associés à l'abattis-brûlis (Tsayem Demaze & Manusset 2008). Dans certains territoires, l'État et les collectivités ont en outre cherché à fixer l'agriculture dans

des lotissements ou des périmètres délimités. Si ces dispositifs répondent à des objectifs de gestion foncière, ils limitent la mobilité des agriculteurs et la surface disponible pour les rotations du brûlis. Cela rend plus difficile le maintien d'une régénération forestière permanente, avec une exposition plus importante à la dégradation des sols (Tsayem Demaze & Amelot 2020).

À ces tensions foncières s'ajoutent de nouveaux risques sanitaires. La récente maladie du manioc a mis en évidence la vulnérabilité de ce système. Dans le même temps, l'érosion de la diversité variétale freine la diffusion de types locaux plus résistants (Entretiens 2025).

Il existe un double enjeu. D'une part, il s'agit de reconnaître l'abattis-brûlis comme un système agricole complexe, historiquement adapté aux contraintes de la forêt tropicale humide. D'autre part, il est nécessaire de comprendre et d'accompagner ses transformations pour éviter qu'il ne bascule vers des formes dégradées qui annulent les atouts écologiques, économiques et sociaux (Bahuchet & Betsch 2012 ; Carrière et al. 2019 ; Tsayem Demaze & Amelot 2020).

LE JARDIN CRÉOLE : MÉMOIRE, DIVERSITÉ ET RÉSILIENCE

Les jardins créoles (ou jardins de case) sont des espaces arborés autour de la maison, où se mêlent arbres fruitiers, cultures vivrières, plantes médicinales et espèces décoratives. Associés aux populations créoles, ils concernent plus largement des ménages ruraux ou périurbains de culture créole ou métissée. Ces systèmes sont un héritage des lopins que les esclaves cultivaient pour nourrir leur famille et vendre quelques surplus. Destinés à l'origine essentiellement à l'autoconsommation, ils se sont développés au fil du temps, prenant également, peu à peu, une dimension récréative et ornementale (PAG 2013 ; Ozier Lafontantine 2012).

Le jardin créole assure au quotidien une partie de l'approvisionnement du foyer en fruits, tubercules, légumes et condiments. Il fournit aussi les plantes nécessaires aux usages de phytothérapie. Son fonctionnement repose sur des moyens limités : petites surfaces attenantes à la maison, travail essentiellement manuel, absence d'herbicides et recyclage sur place des déchets organiques, ce qui en fait un système peu consommateur d'intrants et largement autonome (PAG 2013 ; Ozier Lafontantine 2012). La forte diversité végétale (arbres fruitiers, vivriers, médicinaux, ornementaux et protecteurs) est organisée dans une mosaïque qui répond à des usages quotidiens. C'est le fruit d'une longue histoire de sélection et d'échanges de plantes (PAG 2013).

Chaque jardin résulte de choix familiaux plutôt que d'un modèle unique, d'où une grande diversité de compositions d'un foyer à l'autre (van Andel et al., 2016). Par les gestes répétés du jardinage, les recettes et les usages transmis au quotidien, il reste un support discret mais central de la mémoire et des savoirs créoles liés aux plantes (PAG 2013 ; Ozier Lafontantine 2012).

La place du verger créole dans le panorama agraire évolue : son rôle vivrier tend à reculer au profit des achats en magasin et des filières maraîchères. Sa dimension ornementale et de loisir s'accroît, en particulier en zone périurbaine. Il reste toutefois un appui pour la diversité alimentaire et la transmission de savoirs sur les plantes. Ainsi, le jardin créole demeure un atout important de la résilience des ménages face aux aléas économiques et sanitaires (PAG 2013 ; Ozier Lafontantine 2012).

Ce système est cité comme une illustration concrète de l'agroécologie en contexte tropical, en raison de la diversité des espèces qu'il abrite et de son intégration étroite dans les cycles domestiques de la matière organique (PAG 2013 ; Ozier Lafontaine 2012). Sa fragilité se joue davantage sur le plan social que technique. La pérennité de ces jardins repose sur la transmission et sur l'engagement des jeunes générations, à un moment où urbanisation, salarisation et uniformisation des consommations peuvent éloigner une partie des habitants de ces pratiques (van Andel et al. 2016).



Agricultures orientées vers les marchés : des filières à développer, des marchés à structurer

L'agriculture commerciale, reste très majoritairement familiale sur le Plateau des Guyanes. Elle est portée par une multitude de petites exploitations et joue, malgré ses fragilités, un rôle essentiel dans l'alimentation des populations locales. Elle met en circulation une offre importante en légumes, fruits, racines et céréales. Au sein de ce segment que constitue l'agriculture commerciale, des exploitations plus technicisées, opérant à une autre échelle de production, s'orientent vers l'exportation.

Renforcer la complémentarité entre agricultures vivrières et commerciales au Suriname, en Guyane et en Amapá, pourrait être un levier central de la construction de la souveraineté alimentaire à l'échelle de ces territoires. Plusieurs conditions devront toutefois être réunies. Il s'agira de mieux structurer les différents segments d'agriculture en consolidant leur insertion dans les circuits d'approvisionnement locaux, de développer des démarches de valorisation des productions afin d'améliorer la rémunération des agriculteurs et de limiter les impacts environnementaux de la production.

RACINES, TUBERCULES, LÉGUMES ET FRUITS : UN POTENTIEL SOUS CONTRAINTES

Au Suriname, La production légumière se concentre sur la bande côtière, autour de Paramaribo et des districts voisins, dans des zones de maraîchage portées par de petits exploitants. Beaucoup d'agriculteurs exercent cette activité à temps partiel et cultivent des terres louées, ce qui fragilise leurs projets d'investissement et de développement. À côté de cette petite agriculture, des producteurs tournés vers l'exportation témoignent de l'insertion partielle du secteur dans les circuits internationaux (Wasudha et al. 2018 ; Malgie et al. 2015).

Le maraîchage repose sur un travail principalement manuel, une mécanisation partielle et un recours important aux engrais minéraux et au fumier de volaille, sur des sols souvent mal irrigués et mal drainés, ce qui accroît la vulnérabilité des exploitations aux sécheresses comme aux inondations. L'usage des pesticides est massif et souvent mal encadré, avec des applications sans diagnostic préalable, des doses élevées et une gestion insuffisante des surplus et des emballages, sources de risques sanitaires et de contamination des eaux (Malgie et al. 2015 ; Gooptar 2012 ; Wasudha et al. 2018).

Les systèmes semenciers reposent sur deux logiques : d'un côté, des semences paysannes conservées et échangées pour les cultures peu intensives ; de l'autre, des semences hybrides importées, parfois mal adaptées aux conditions locales, pour des cultures comme la tomate, la papaye ou les choux. Dans ce dernier cas, l'utilisation de traitements phytosanitaires tend à être plus fréquente (Wasudha et al. 2018).

Pour les légumes et tubercules, la mise en marché reste largement contrôlée par des intermédiaires qui achètent la production des petits maraîchers à bas prix et captent une partie importante de la valeur en revendant sur les marchés urbains de Paramaribo et Nickerie (Thijssen et al. 2024). La plupart des producteurs visent d'abord les marchés locaux. Rares sont ceux qui se tournent vers l'exportation, freinés par le manque d'information, la lourdeur des procédures administratives et l'incertitude des débouchés (Malgie et al. 2015), dans un contexte où la fin des contrats stables avec les Pays-Bas a accru la volatilité des prix et fragilisé leurs revenus (Wasudha et al. 2018). L'agro-transformation demeure, pour sa part, marginale et concentrée sur quelques racines et épices telles que le manioc, le gingembre ou le curcuma. (Thijssen et al. 2024).

En Guyane, les systèmes maraîchers et fruitiers commerciaux sont majoritairement implantés sur la bande littorale. D'importants bassins de production situés dans l'intérieur proche, en particulier à Cacao et Javouhey, contribuent également à l'approvisionnement des marchés. Les exploitations hmong de ces deux villages illustrent des systèmes pleinement insérés dans le marché et orientés vers la maximisation du revenu agricole. Installées à la fin des années 1970 dans le cadre du Plan Vert, ces communautés ont bénéficié d'un encadrement étroit (foncier aménagé, appui technique, semences).

Ainsi, coexistent de petites exploitations où la main d'œuvre reste très importante, des exploitations plus mécanisées, parfois disposant de serres de contre-saison et des arboriculteurs diversifiés à haute valeur ajoutée (Slamani, 2018). Dans les formes les plus intensives, l'usage massif d'engrais, d'amendements et de pesticides sur des sols acides ou sableux assure une forte productivité, mais au prix de risques sanitaires et environnementaux importants. Lorsque cette intensification s'accompagne d'une extension des surfaces sur la forêt, elle contribue aux changements d'usage des sols, entraînant des pertes de carbone et des émissions de gaz à effet de serre (Courte 2019 ; Ozier Lafontan et al. 2018).



D'autres exploitations testent des pratiques à faible impact (paillage, couverts végétaux, rotations, agroforesterie, apports organiques) qui permettent de maintenir les rendements tout en reconstituant, voire en augmentant, le stock de carbone des sols par rapport à la forêt. Ces résultats renforcent la nécessité d'encadrer la défriche et d'accompagner la transition vers ces systèmes (Slamani 2018 ; Courte 2019 ; Ozier Lafontan et al. 2018 ; Pons et al. 2024).

Les producteurs écoulent l'essentiel de leurs fruits et légumes sur les marchés de Saint-Laurent-du-Maroni, Cayenne et Kourou, en combinant vente au détail et vente en gros à des revendeurs, restaurateurs, transformateurs ou enseignes de distribution. Peu d'exploitations sont intégrées dans une dynamique de filière, la plupart restant dépendantes de circuits courts peu structurés et exposés aux fortes variations de prix. Les exploitations les plus capitalisées cherchent quant à elles à sécuriser leurs revenus via la production de contre-saison sous serre ou la spécialisation dans des fruits à haute valeur ajoutée, au prix d'investissements importants (Slamani 2018). La grande distribution et la restauration collective recherchent de plus en plus des approvisionnements locaux réguliers. Toutefois, l'irrégularité des volumes disponibles, les contraintes agronomiques et le manque d'organisations de producteurs structurées freinent la contractualisation (Ozier Lafontaine et al. 2018 ; Courte 2020).

En Amapá, les exploitations familiales orientées vers la commercialisation sont présentes à la fois en milieu rural et dans les périphéries urbaines. Autour de Macapá, des noyaux de production périurbaine forment une ceinture maraîchère dont les occupations foncières restent souvent non reconnues par l'administration, compliquant la sécurisation des familles. Le maraîchage commercial s'y est structuré au fil de trajectoires migratoires en provenance principalement du nord-est brésilien. Ces agricultures fournissent aujourd'hui une partie de légumes, fruits, pulpes de fruits et manioc consommés dans les villes, à la frontière entre autoconsommation et vente.

De manière générale, les exploitations fonctionnent en polyculture, le manioc assurant toutefois souvent l'essentiel du revenu. Ces systèmes reposent partiellement sur des engrais minéraux et des produits phytosanitaires, afin de faire face au climat et à la forte pression des ravageurs (Vasconcelos et al. 2021). Leur coût élevé, en raison de l'éloignement du territoire, limite toutefois leur utilisation (Orellana Segovia 2011 ; Belik 2020). Les campagnes publiques en faveur de pratiques agroécologiques progressent mais se heurtent au manque de capitaux et au coût des alternatives, même si la polyculture permet de maintenir des systèmes relativement diversifiés et de modérer l'usage des intrants (Bazotti & Coelho 2017 ; Belik 2020). Caractérisées par une forte mobilisation de main d'œuvre, ces exploitations sont fréquemment organisées en associations de producteurs.

Les agriculteurs écoulent surtout leurs produits sur des marchés locaux qui offrent des débouchés directs avec des marges relativement favorables. Ils combinent vente directe, recours ponctuel à des intermédiaires et insertion partielle dans le commerce de détail urbain. Les grandes chaînes de supermarché s'approvisionnent surtout auprès de grossistes en provenance d'autres États brésiliens. La commande publique (programmes d'alimentation scolaire et d'achat public d'aliments) reste difficile d'accès et ne se traduit pas encore par une amélioration nette de la rémunération des producteurs, ce qui limite les capacités d'investissement (Orellana Segovia 2011 ; Belik 2020 ; Chelala & Chelala 2023 ; Bazotti & Coelho 2017).



RIZICULTURE : DES TRAJECTOIRES CONTRASTÉES ENTRE SURINAME ET GUYANE

Dans le Nord-ouest du Suriname, les polders de Nickerie concentrent une riziculture commerciale développée par d'anciens travailleurs indiens, javanais, créoles, sous contrat, installés après l'abolition de l'esclavage. Ils reposent aujourd'hui surtout sur des exploitations familiales (Verweij 2023). La production nourrit le marché intérieur et l'exportation avec deux récoltes de riz irrigué par an. Certains polders plus récents sont exploités par de grandes entreprises cultivant des blocs de plusieurs centaines à plusieurs milliers d'hectares. Les principales contraintes techniques concernent la qualité des infrastructures hydrauliques – système de canaux et de digues incomplet et mal entretenu – et la pression des bioagresseurs, responsables de pertes de rendement importantes (ADRON 2018 ; Verweij 2023).

Les grandes entreprises pratiquent une riziculture à haute intensité technologique, s'appuyant sur leurs propres usines ou des contrats privilégiés avec les rizeries, avec une planification fine des calendriers et une protection phytosanitaire renforcée. Ces grandes entreprises, intégrées à des circuits d'exportation structurés vers l'Union européenne, les Caraïbes et d'autres marchés, s'appuient sur leurs capacités de stockage et de transformation ou sur des usines partenaires. Leur capital, l'accès au crédit et la diversité de leurs débouchés leur offrent une marge de manœuvre bien supérieure à celle des petits producteurs (Verweij 2023 ; El Masry 2005).

Les petits et moyens riziculteurs vendent surtout du paddy brut à des rizeries privées, à des prix saisonniers fixés par les usines, tandis que le séchage, la transformation, l'emballage et l'export concentrent l'essentiel de la valeur ajoutée en aval, dans un contexte de fortes fluctuations liées aux aléas de récolte (Verweij 2023).

De l'autre côté de la frontière, en Guyane, la riziculture, aujourd'hui pratiquement inexistante, était concentrée sur le polder de Mana, aménagé à partir de marais côtiers pour atteindre environ 5 500 ha à son apogée. Ce système reposait sur de grandes entreprises agro-industrielles : d'abord des groupes familiaux surinamais et néerlandais qui y ont importé leurs techniques, puis, à partir de 1995, un groupe espagnol (Clément et al. 2011 ; Blancodini 2025). La riziculture de Mana était fortement mécanisée, organisée en casiers de plusieurs dizaines d'hectares avec apports d'engrais et traitements phytosanitaires par avion. Malgré l'usage de semences sélectionnées, d'abord en

partie locales puis importées du Suriname, les rendements sont restés décevants au regard des investissements. Ces systèmes ont été confrontés à des contraintes agronomiques et physiques fortes (inondations, instabilité de côte, remontées salines) et à une pression parasitaire élevée, renforçant la dépendance aux produits phytosanitaires. Leur usage intensif a suscité dès la fin des années 1980 des inquiétudes quant à la qualité des eaux, à la baisse des populations de poissons et d'oiseaux et aux résidus dans la chaîne alimentaire. Dans un contexte de durcissement de la réglementation européenne, à la fin des années 2000, l'usage de certains intrants en provenance du Suriname est interdit. Les riziculteurs ont dû se tourner vers des produits homologués en Europe, mais peu efficaces en contexte équatorial. La culture s'arrête finalement en 2011 (Blancodini 2025 ; Clément et al. 2011).

La filière de Mana avait été pensée dès l'origine pour l'exportation vers l'Amérique Latine et l'Europe – tout en prévoyant qu'une partie de la production soit écoulée localement. Cependant, le modèle reposait sur une forte dépendance aux soutiens publics (aides à la commercialisation, au transport, à l'investissement) qui conditionnaient la rentabilité de la production.

SOJA : UNE NOUVELLE FRONTIÈRE AGRICOLE EN AMAPÁ

Dans le centre sud de l'Amapá, les exploitations de soja mécanisées se concentrent dans les savanes du Cerrado (biome de savane tropicale) des bassins des fleuves Macacoari et Pedreira, entre les municipalités de Macapá, Itaubal do Piririm et Tartarugalzinho. La plupart des exploitants se sont installés entre 2010 et 2021. Des producteurs venus en grande partie du Sud du Brésil, dotés de capitaux, attirés par les conditions agro-climatiques et la position géographique de l'Amapá dans l'arc nord (grande zone portuaire et logistique dans le nord du Brésil). Les données foncières révèlent une forte concentration, avec une majorité de grandes propriétés de plusieurs milliers d'hectares (Ferreira et al. 2025), souvent établies sur des terres publiques de savane en tension avec des occupations plus anciennes (communautés quilombolas, lotissements de réforme agraire), dans un contexte de conflits d'accès, d'accaparement foncier et d'insécurité juridique (Lima et al. 2022 ; Chelala & Chelala 2022).

Ces exploitations fonctionnent comme des unités fortement mécanisées et intensives en capital, bâties sur l'usage préalable du riz comme culture de défrichement des savanes. Les producteurs adoptent des pratiques standardisées à forte intensité d'intrants, avec un recours massif aux produits phytosanitaires et des rotations associant plantes fourragères, maïs et, plus marginalement, haricot ou manioc (Ferreira et al. 2025 ; Castro et al. 2015). La productivité moyenne reste correcte à l'échelle de l'État, mais la trajectoire récente est marquée par une forte instabilité liée notamment aux fluctuations du cadre réglementaire.

La culture du soja d'Amapá est orientée quasi exclusivement vers l'exportation, via le port de Santana et, dans une moindre mesure, via des flux routiers vers d'autres États du Nord (Ferreira et al. 2025). Les exploitations vendent leur production à un nombre réduit de négociants et de maisons de commerce qui assurent stockage et chargement, dans un schéma d'intégration à des chaînes de valeur globales du soja (Castro et al. 2015). L'absence de coopératives fortes ou de dispositifs collectifs de commercialisation limite la capacité des producteurs à négocier les conditions de vente et renforce leur dépendance vis-à-vis de quelques acheteurs (Chelala & Chelala 2022).

L'expansion du soja s'est faite en grande partie par conversion directe de savanes natives ou de pâturages dégradés en monocultures mécanisées. Cette production a également remplacé d'autres activités (agriculture vivrière, élevage, pêche) et a entraîné une intensification de la spéculation foncière. Même si l'Amapá ne représente encore qu'une faible part de la production nationale de soja, il reproduit rapidement des problématiques foncières et environnementales déjà documentées dans d'autres régions du pays (Lima et al. 2022 ; Chelala & Chelala 2022 ; Ferreira et al. 2025).



Élevages guyanais : diversité, contraintes et perspectives

Dans le Plateau des Guyanes, la part de la consommation couverte par la production locale est plus faible pour les produits animaux que pour les produits végétaux. Les élevages guyanais représentent néanmoins une composante stratégique des agricultures locales dès lors que l'on s'intéresse aux trajectoires d'intensification agroécologique. En Guyane française, la filière bovine, seule filière d'élevage détaillée ici, est la plus structurée, bien qu'elle ne couvre qu'une faible partie des besoins locaux, dans un contexte où les autres élevages restent peu développés ou largement informels. Au Suriname, l'élevage, plus important en volume, est marqué par de fortes contraintes de productivité, de gestion des pâtures et de vulnérabilité des petites exploitations de polyculture élevage. En Amapá, la coexistence de systèmes familiaux peu intensifs et élevage extensif de buffles sur milieux sensibles met en lumière les tensions entre occupation de l'espace, performances économiques et impacts environnementaux.

Dans ces différents contextes, l'élevage doit être pensé en articulation étroite avec les cultures pour envisager des voies d'intensification plus durables, fondées sur la gestion des prairies, l'intégration arbres animaux cultures et la fourniture de services écosystémiques.

LA FILIÈRE BOVINE EN GUYANE : UNE STRUCTURATION FRAGILE ET INCOMPLÈTE

Depuis les années 1950, les instruments publics ont orienté le développement de l'élevage bovin vers les savanes de l'ouest de Cayenne et les fronts défrichés autour de Kourou, Sinnamary, Saint-Laurent et Matoury. Concessions et baux emphytéotiques ont permis de stabiliser durablement les surfaces dédiées à l'élevage. À partir de 1975, cette stratégie se concrétise avec le Plan vert, grande initiative de développement agricole et forestier (Coueron 2006). Il a favorisé l'émergence d'un type d'exploitation mieux doté en capital, en formation et en appui technique, structurant progressivement la filière bovine autour de trois profils : détenteurs pluriactifs, grands domaines de plus de 200 hectares et éleveurs en phase de capitalisation disposant de réserves foncières (Vayssières et al. 2022).

Ces systèmes herbagers tropicaux, centrés sur la production de viande, reposent sur des troupeaux de vaches allaitantes dont les veaux sont élevés puis finis au pâturage, en s'appuyant largement sur le zébu Brahman comme base génétique. L'alimentation provient presque exclusivement de prairies semées composées de graminées à faible valeur nutritive, dont la croissance varie fortement selon les saisons. Cela impose de faibles densités de bétail par hectare pour limiter le recours aux aliments concentrés (Vayssières et al. 2022).

L'environnement de production est particulièrement contraignant. Le climat équatorial est rude pour les prairies comme pour les animaux. La pression parasitaire est élevée, plusieurs pathologies bovines sont spécifiques au contexte et il reste difficile de stabiliser les couverts fourragers et de maîtriser la reproduction. Cela se traduit par des mortalités élevées chez les veaux, en particulier en saison des pluies. Ces conditions ont historiquement fragilisé les systèmes d'élevage (Vivier et al. 1995 ; Galan et al. 2008). Les performances reproductives des animaux sont faibles et très variables selon les races et les croisements, reflétant des limites d'adaptation génétique et de conduite des troupeaux (Tillard et al. 2023).

Ces élevages doivent aussi composer avec des contraintes économiques et institutionnelles. La phase de capitalisation – défrichement, plantation des prairies, constitution progressive du troupeau – est longue et coûteuse. La dépendance aux importations d'animaux reproducteurs fragilise l'équilibre économique des exploitations, qui deviennent, dans ce contexte, particulièrement dépendantes des subventions publiques (Vivier et al. 1995 ; Galan et al. 2008). À cela s'ajoutent des contraintes propres à la Guyane : isolement géographique, faibles volumes de production, coûts élevés des intrants importés (aliments, matériels, services), disponibilité et diffusion limitées de l'information technique et manque de main d'œuvre qualifiée. Ces facteurs freinent l'adoption des innovations et rendent plus difficile la consolidation de systèmes bovins spécialisés (Coueron 2006 ; Galan et al. 2008).

Depuis l'ouverture de l'abattoir multi-espèces de Dégrad des Cannes en 2002, la filière bovine s'est recentrée autour de cette infrastructure, qui offre des conditions d'hygiène améliorées et une capacité largement supérieure aux volumes abattus localement. Les anciennes tueries ont été fermées en 2005 (Coueron 2006). La nouvelle unité assure l'immense majorité de l'abattage contrôlé des ruminants, mais une part importante des animaux issus de systèmes moins formalisés continue d'être abattue à la ferme ou dans de petites structures, puis vendue directement à des bouchers, sur les marchés ou à des particuliers (Galan et al. 2008). La filière reste pénalisée par l'éloignement des exploitations, les coûts de collecte relativement élevés pour des volumes limités et les exigences sanitaires européennes, qui renchérissent la commercialisation.

La SCEBOG (Société coopérative des éleveurs bovins de Guyane) occupe une place centrale dans l'organisation des débouchés. Elle assure l'interface entre les élevages spécialisés, l'abattoir de Dégrad des Cannes et le marché de la viande fraîche. Elle négocie les prix et coordonne la mise en marché, fournit à ses adhérents des intrants et des services techniques à tarifs préférentiels et propose des formations, du conseil et un appui au montage de dossiers d'aides publiques (SCEBOG 2022).

Dans ce contexte d'offre limitée, les prix de la viande sont globalement élevés en Guyane. Les viandes locales se vendent nettement plus cher que les viandes importées, les producteurs valorisant la fraîcheur de leur produit et la proximité pour faire face à la concurrence de viandes congelées meilleur marché, en provenance du Brésil, du Suriname et d'autres origines. Cette situation pèse directement sur la rémunération des éleveurs et sur leur capacité à maintenir ou développer leurs exploitations.

OCCUPATION DES TERRES ET BILAN CLIMATIQUE DE L'ÉLEVAGE BOVIN

L'élevage bovin en Guyane a un impact important sur l'occupation de l'espace rural puisqu'il repose sur de grandes surfaces en prairies, souvent obtenues par défrichement progressif de la forêt (Galan et al. 2008). Les concepteurs du Plan vert voyaient d'abord ces prairies comme un moyen de cicatriser les zones défrichées après exploitation forestière, en stabilisant les sols et en donnant un usage productif aux clairières ouvertes.

Néanmoins, la dégradation fréquente des prairies sous l'effet des adventices, les pratiques de pâturage mal gérées (sous ou surpâturage) et les difficultés d'entretien ont montré que la mise en valeur des terres par l'élevage n'avait pas eu les effets escomptés sur les sols (Coueron 2006 ; Galan et al. 2008). Dans les grands domaines bovins et les exploitations en phase de capitalisation, la durabilité dépend de la capacité à entretenir ces prairies, maîtriser l'embroussaillement, organiser le pâturage et maintenir une charge animale compatible avec des fourrages tropicaux de qualité moyenne (Galan et al. 2008).

Les travaux sur les systèmes herbagers issus de déforestation (Blanfort et al. 2015) montrent néanmoins que ces prairies peuvent devenir, après une vingtaine d'années, des écosystèmes stockeurs de carbone. Les stocks de carbone dans le sol peuvent atteindre, voire dépasser, ceux des sols forestiers d'origine. La forêt amazonienne reste l'écosystème qui stocke le plus de carbone total, mais des prairies anciennes peuvent atteindre des niveaux de stockage souterrain comparables, en transférant une partie du carbone de la biomasse forestière vers la matière organique des sols. Cela suppose qu'elles soient pérennisées sur plusieurs décennies, gérées sans feu, implantées avec des mélanges graminées légumineuses et conduites avec un pâturage adapté (Klumpp et al. 2020 ; Blanfort et al. 2021).

Par ailleurs, la production de viande en Guyane présente, par kilogramme produit, un impact climatique relativement élevé (Vayssières et al., 2022). Comparée à la France hexagonale, elle requiert environ deux fois plus d'énergie et génère près du double d'émissions de CO_2 pour une même quantité de viande. Cette situation reflète une efficience technique et environnementale limitée du système. Les animaux valorisent moins efficacement les ressources fourragères et mobilisent davantage d'intrants pour atteindre le poids de commercialisation.

En revanche, si l'on raisonne à l'hectare, les élevages guyanais apparaissent plus sobres. Ils consomment moins d'énergie et émettent moins de CO_2 que les élevages métropolitains (Vayssières et al., 2022). Ce résultat souligne le potentiel des prairies tropicales et l'intérêt des pratiques d'intensification raisonnées, fondées sur une gestion rigoureuse des pâturages. Ces systèmes permettent en effet de produire de la viande en mobilisant relativement peu d'énergie et en générant des émissions de gaz à effet de serre limitées à l'échelle de la surface agricole.

Ces éléments indiquent que l'élevage bovin spécialisé en Guyane pourrait s'inscrire dans des trajectoires favorables au stockage de carbone et à la fourniture de services écosystémiques, sous réserve d'une adaptation des pratiques de pâturage et d'entretien (Blanfort et al., 2015 ; 2021 ; Klumpp et al., 2020).

INTENSIFIER SANS DÉGRADER : LES LEVIERS POUR UNE FILIÈRE BOVINE DURABLE

La filière bovine, bien qu'elle soit la plus structurée du territoire, ne couvre aujourd'hui qu'un cinquième de la consommation locale de viande. **Pour renforcer la production et répondre à la demande, l'intensification est nécessaire, mais elle doit être pensée dans un cadre durable : augmenter les volumes, diversifier les productions et réduire les pressions sur les milieux naturels.**

Dans le contexte amazonien guyanais, marqué par une biodiversité riche et dense ainsi que par l'histoire de ses agricultures, les approches agroécologiques présentent un intérêt particulier. Elles permettent de répondre simultanément à plusieurs objectifs : fertilité des sols, réduction de la dépendance aux intrants importés, diversification des revenus, résilience des exploitations, bien-être animal, stockage de carbone.

- **Priorité : valoriser les terres déjà ouvertes**
  Le premier levier consiste à privilégier la restauration et la remise en valeur des terres et des prairies dégradées ou sous-utilisées, plutôt que l'ouverture de nouvelles surfaces au détriment de la forêt. Ce choix est essentiel dans un contexte de tensions foncières et de fortes exigences environnementales.

- **Agroforesterie et sylvopastoralisme : produire plus, mieux, autrement**
  Des variantes de l'agroforesterie consistant en l'intégration fonctionnelle d'arbres de service aux surfaces d'élevage, permettent d'envisager simultanément plusieurs améliorations. Le bien-être animal (ombrage, abris), la diversification de l'alimentation du bétail (fourrages ligneux) ainsi que la production de biens complémentaires (fruits, bois d'œuvre, bois énergie). Par ailleurs, le sylvopastoralisme intègre des parcours boisés, des sous-bois ou des forêts claires dans l'exploitation, où les animaux bénéficient d'une protection contre les aléas climatiques et d'une diversité de ressources fourragères, particulièrement précieuse en période sèche. Enfin, c'est une façon de valoriser des zones peu mécanisables ou dépourvues de valeur agricole directe (Entretiens 2025).

- **Pâturage tournant dynamique : un levier éprouvé d'intensification raisonnée**
  Le pâturage tournant dynamique optimise la gestion des prairies en organisant la rotation du troupeau entre différentes parcelles de l'exploitation et en valorisant de manière plus efficace l'herbe. Chaque parcelle bénéficie d'un temps de repos suffisant pour se régénérer, ce qui permet de densifier les prairies et d'améliorer la valeur nutritive de l'herbe. Cette approche permet de maintenir des prairies productives dans la durée (Couëron, 2006 ; Galan et al., 2008 ; Innov-Eco, Manuel technique PTD, 2014 ; Tillard, 2023).

- **Légumineuses fourragères : fertilité et autonomie**
  L'intégration systématique de légumineuses fourragères fixatrices d'azote dans les prairies, les haies ou les alignements d'arbres constitue un levier pour améliorer la fertilité des sols. Ces légumineuses diversifient l'alimentation du bétail, réduisent la dépendance aux engrais minéraux et aux concentrés protéiques importés, renforçant l'autonomie des exploitations dans un contexte où les intrants sont coûteux et difficiles d'accès (Blanfort et al., 2021 ; Klumpp et al., 2020 ; Tillard 2023).

- **Diversification des ateliers : renforcer la résilience**
  Associer l'élevage bovin à d'autres ateliers – cultures vivrières, petits ruminants, porcs, volailles – permet de sécuriser et de diversifier les revenus, de mieux répartir les risques, d'optimiser l'usage du foncier et d'améliorer la résilience globale des exploitations. Notamment grâce à une meilleure gestion des effluents, à la valorisation des co-produits et à la complémentarité des cycles de production (Galan et al., 2008 ; Duflot et al., 2008 ; Vayssières et al., 2022).

Dans un contexte de sols amazoniens généralement pauvres, ces voies d'intensification montrent leur potentiel pour améliorer la fertilité des sols. L'intégration d'arbres et d'arbustes dans les surfaces d'élevage accroît les apports de matière organique (feuilles, racines), protège les sols de la pluie et de l'ensoleillement et limite l'érosion. La gestion du pâturage, en respectant les temps de repos de l'herbe, permet de densifier les systèmes racinaires et d'augmenter les restitutions de biomasse. Ensemble, ces approches permettent à des sols fragiles de mieux stocker le carbone, l'eau et les nutriments.



LES ÉLEVAGES SURINAMAIS SOUS FORTES CONTRAINTES STRUCTURELLES[1]

Les systèmes d'élevage reposent principalement sur de petites exploitations bovines, orientées vers la production de lait et de viande, ainsi que sur un grand nombre d'exploitations porcines et avicoles. Majoritairement situées sur la plaine côtière, notamment dans les districts de Wanica et de Saramacca, à proximité de Paramaribo, ces exploitations sont souvent intégrées dans des systèmes de polyculture élevage.

Dans la filière bovine, seules quelques exploitations dépassent 50 têtes de bétail. La plupart disposent de deux à trois hectares, où coexistent élevage et cultures diverses. Les élevages porcins et avicoles fonctionnent quant à eux dans des systèmes semi-intensifs à intensifs, fortement dépendant des aliments achetés sur le marché.

Ces élevages font face à des contraintes structurelles importantes. Les bovins sont principalement nourris sur des prairies naturelles, peu améliorées et souvent mal gérées, les pâturages cultivés restant rares. Les prairies sont exploitées sans rotation suffisante, ce qui limite leur régénération. Les charges animales par hectare sont particulièrement élevées, notamment dans les zones périurbaines. Cela provoque des situations de surpâturage et de dégradation des couverts, se traduisant par une sous-alimentation des ruminants, des niveaux de mortalité élevés et une faible productivité à l'hectare.

Les petites exploitations de polyculture élevage présentent de faibles niveaux de capitalisation et de maîtrise technique, des revenus fragiles et une capacité limitée d'investissement, notamment dans les infrastructures et l'alimentation animale. À ces difficultés s'ajoute une exposition des zones côtières à l'érosion, aux inondations, aux sécheresses et à l'intrusion saline, qui affectent directement la qualité et la disponibilité des pâturages.

L'abattage bovin est essentiellement structuré autour d'un abattoir unique (Surebeef), complété par quelques abattoirs de district et des abattages domestiques. L'abattage porcin se concentre également au sein d'une seule structure, tandis qu'une partie des petits ruminants et de la volaille continue d'être produite et transformée dans des petites unités dispersées, qui échappent en grande partie aux statistiques officielles.

[1] Sous-partie construite à partir de : FAO (2010), Derlagen, Shik & Moors (2017) et IICA & UNDP (2023).

Enfin, l'organisation collective des producteurs reste limitée. Le secteur bovin est très atomisé et ne compte qu'un faible nombre de coopératives fonctionnelles. Parallèlement, quelques grandes entreprises concentrent l'essentiel des activités d'abattage, de transformation laitière, de production de poussins et de fabrication d'aliments.

DES ÉLEVAGES FAMILIAUX AUX BUFFLERIES DU RIO ARAGUARI : LES CONTRASTES DE L'AMAPÁ[2]

L'élevage en Amapá tient une place considérable dans l'occupation des terres, tout en contribuant de manière limitée au PIB des municipalités. **À l'échelle de l'Amazonie brésilienne, l'État demeure un acteur bovin de petite taille, loin des dynamiques d'expansion rapide observées au Pará ou en Rondônia.** Les différents élevages, bovins de viande et de lait, volailles, parfois porcs ou buffles, sont en général associés à des surfaces cultivées destinées à l'autoconsommation et à la vente de surplus. Les troupeaux sont le plus souvent de petite à moyenne taille et leur alimentation repose d'abord sur le pâturage, complétée par les cultures de l'exploitation et par une quantité limitée de produits achetés.

Les contraintes de production tiennent principalement à la faible productivité des systèmes, à la petite taille des troupeaux et à une technicisation limitée. Une grande partie des exploitations de polyculture-élevage ne considère pas l'élevage comme source de revenu principale, ce qui limite l'intention d'investir dans la gestion des pâtures, la sélection génétique ou les infrastructures. Sur le plan environnemental, la petite taille des exploitations et l'intégration de l'élevage dans des systèmes à caractère agroécologique permettent de limiter certains risques de dégradation. Les animaux contribuent au recyclage de la biomasse et au maintien de la fertilité des sols, mais avec des rendements plutôt faibles.

Par ailleurs, un élevage extensif de buffles s'est développé dans l'est de l'État, le long du rio Araguari. De grandes exploitations y utilisent des terres naturellement inondables, avec des charges animales à l'hectare faibles. Cette activité soulève des enjeux environnementaux plus sensibles, liés aux travaux de drainage, aux modifications des régimes hydrologiques, aux phénomènes de salinisation et aux impacts sur des milieux fragiles qui doivent être pris en compte.

[2] Sous-partie construite à partir de : Lourenço Junior & Garcia (2006), Marini (2015), Grott & Leuzinger (2022), IICA & UNDP (2023), Castro (2025) et Lima Pedrada et al. (2025).

COMPRENDRE ET RECONNAÎTRE
LA SINGULARITÉ DES AGRICULTURES

Sur le Plateau des Guyanes, les agricultures locales forment un ensemble d'une grande richesse, ancré dans des pratiques anciennes et dans des savoir-faire adaptés aux milieux amazoniens. **Cette diversité constitue un socle technique, social et culturel essentiel pour envisager une intensification agroécologique de la production.**

Mais, le Suriname, la Guyane française et l'Amapá démontrent clairement que la souveraineté alimentaire ne se réduit pas à une simple augmentation des volumes. Elle repose sur la capacité à articuler et renforcer l'ensemble des agricultures :

- Des agricultures vivrières souvent invisibles dans les statistiques mais décisives pour l'alimentation quotidienne et la résilience des ménages.

- Des agricultures familiales orientées vers les marchés, fragilisées par les coûts de production, la dépendance aux intrants et les difficultés de commercialisation de leurs produits.

- Des pôles plus capitalisés, tournés vers l'exportation, dont les impacts sociaux et environnementaux invitent à interroger leur contribution réelle au développement local.

Comprendre et reconnaître la diversité de ces systèmes – leurs atouts, leurs fragilités, leurs trajectoires – constitue une condition centrale de toute stratégie de souveraineté alimentaire. C'est sur ce socle que peuvent s'aligner trois leviers clés pour renforcer la production agricole : un accès et une gestion cohérents à la ressource foncière, une formation et un accompagnement adaptés aux réalités des territoires ainsi que des politiques de soutien qui valorisent les pratiques durables et les productions locales. Ces trois leviers sont explorés dans le chapitre suivant qui se concentre sur la Guyane française.

Foncier, accompagnement, politiques publiques : les clés d'une stratégie agricole cohérente pour la Guyane



Chapitre

04

Ce chapitre propose un focus spécifique sur la Guyane française. L'analyse réalisée permet de la situer dans un ensemble régional cohérent, de mettre en perspective ses dynamiques propres et d'identifier des leviers d'action, en tant que conditions pour se projeter à l'échelle régionale.

La Guyane se distingue par un cadre institutionnel, foncier et administratif spécifique, qui façonne directement les trajectoires agricoles locales. Elle affiche une ambition explicite de souveraineté alimentaire. Passer du Plateau des Guyanes à un focus politique et institutionnel sur la Guyane française permet de traduire l'analyse régionale en leviers opérationnels, adaptés au contexte institutionnel local et mobilisables pour renforcer la production agricole.

Dans ce cadre, trois leviers apparaissent décisifs pour aligner les stratégies des acteurs privés et publics autour d'un cap commun. Le premier tient au foncier, dans un département où l'immensité forestière coexiste avec la rareté des terres effectivement accessibles et sécurisées pour l'agriculture. Le second concerne la formation et l'accompagnement, encore éloignés des réalités guyanaises, et la reconnaissance de la contribution essentielle au territoire de la petite agriculture. Le troisième renvoie aux politiques de soutien à l'agriculture et à l'alimentation, dont l'architecture complexe, les déséquilibres budgétaires et le déficit d'ingénierie limitent la portée. Ces trois leviers peuvent être repensés pour passer d'un empilement de dispositifs à une stratégie cohérente, au service des agricultures locales et de la souveraineté alimentaire[3].

[3] Les orientations proposées dans ce chapitre constituent une synthèse des constats et propositions issus de la littérature, des documents institutionnels et publics, ainsi que des entretiens réalisés en 2025 avec des acteurs de terrain (AUDeG 2020 ; Chambre d'agriculture de Guyane 2025 ; CGSS Guyane 2025 ; COSDA 2023 ; Cour des comptes 2022, 2023 ; Feuille de route de l'agriculture guyanaise 2023 ; IEDOM 2024 ; IFIVEG 2020 ; Inspection générale des finances 2023 ; Lopez & Mohamed Soilihi 2023 ; Marzin et al. 2021 ; PPAS Guyane 2023-2028 ; Préfet de Guyane 2021 ; entretiens 2025).

LE FONCIER : UN LEVIER DÉCISIF POUR LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE

Un paradoxe foncier

La question foncière en Guyane française reste marquée par un paradoxe : un territoire immense, d'environ 8 millions d'hectares, couvert à 97% de forêts, où le foncier demeure largement détenu par l'État et difficile d'accès pour les agriculteurs. La surface agricole utilisée couvre environ 36 000 ha, mise en valeur majoritairement par des petites exploitations familiales et vivrières. Ces espaces agricoles se concentrent sur le littoral et dans quelques vallées accessibles. Le schéma d'aménagement régional identifie près de 200 000 ha classés « espaces agricoles ». Cependant, ces zones sont en concurrence avec l'urbanisation, les infrastructures, la conservation forestière ou les activités minières, transformant chaque arbitrage foncier en compromis entre souveraineté alimentaire, développement économique et protection des écosystèmes (Lopez & Mohamed Soilih 2023 ; Marzin et al. 2021).

L'accès au foncier agricole a été largement organisé à travers les dispositifs de l'État, notamment les concessions et les baux emphytéotiques. Ces dispositifs ont accordé des droits d'usage ou une propriété conditionnée, imposant aux exploitants des démarches laborieuses. Cette configuration évolue avec l'intervention de nouveaux acteurs et le transfert progressif de terrains aux collectivités. L'enjeu est désormais de consolider une gouvernance foncière qui articule les différentes responsabilités et oriente les terres disponibles vers des usages agricoles durables.

Dans ce contexte, la priorité devrait être donnée à une logique de sobriété foncière : mieux utiliser, sécuriser et remettre en valeur les terres déjà ouvertes avant d'envisager de nouveaux défrichements. La reconquête des friches et des terres sous-utilisées peut contribuer à renforcer la production locale, à condition d'en évaluer la faisabilité agronomique, économique et juridique.

Un marché rural sous pression et peu lisible

La politique foncière agricole en Guyane est restée longtemps fragmentée, sans une réelle orientation vers le développement et le renforcement des agricultures locales (Lopez & Mohamed Soilih 2023). L'Établissement public foncier et d'aménagement de la Guyane (EPFA) est intervenu principalement comme aménageur, à travers la constitution de réserves, la viabilisation ou les lotissements agricoles, sans disposer des instruments de régulation et de réorientation foncière propres aux sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural (Safer), tels que l'observation et l'analyse du marché, la préemption ou l'appui à l'installation.

Les premières analyses réalisées par la Safer Guyane à partir des notifications de vente transmises par les notaires en 2024 et 2025 font apparaître un marché rural caractérisé par des cessions de très petites parcelles, généralement inférieures à un hectare, à des prix qui semblent moins se référer à la valeur agricole des biens qu'à des perspectives d'habitat ou d'activités sans lien direct avec l'agriculture. Cette situation traduit une pression foncière croissante, particulièrement sur le littoral, où les terres agricoles ont été concurrencées par l'urbanisation, fragmentées ou requalifiées en zones constructibles. Les diagnostics de l'Agence d'urbanisme et de développement de la Guyane (AUDeG, 2020) et de la Safer Guyane (2023 ; 2025) mettent ainsi en évidence un marché foncier insuffisamment étudié, avec des données imparfaites et appelant un renforcement de sa transparence. **Ces dynamiques favorisent le renchérissement de l'accès au foncier pour les projets agricoles et compliquent l'installation de nouveaux producteurs, pouvant contribuer à reporter la recherche de foncier vers de nouveaux espaces à ouvrir ou à défricher.**

La régulation du marché foncier rural apparaît essentielle pour préserver la vocation agricole des terres et limiter leur morcellement et leur renchérissement spéculatif. Elle suppose de renforcer la transparence des transactions et des prix, de mobiliser les outils de préemption lorsque cela est nécessaire et d'orienter prioritairement le foncier vers des projets agricoles viables. Le renforcement de ces outils contribuerait à soutenir l'installation, la consolidation et la transmission des exploitations, ainsi qu'à accroître la production locale au service de la souveraineté alimentaire.

Des attributions mal pensées et des terres peu productives

Le foncier agricole garde la marque de distributions mal conçues qui continuent de freiner l'installation. De grandes surfaces ont été attribuées sans réelle mise en valeur, et donc sans résorber la pénurie de terres effectivement disponibles pour des projets viables (Insee 2016 ; Lopez & Mohamed Soilih 2023). Pensées dans une logique extensive et prélevées sur la forêt, ces attributions incluaient une part importante de sols difficilement exploitables, créant un écart net entre la surface concédée sur le papier et la surface réellement cultivable (Insee 2016).

La localisation des terres attribuées traduit aussi des choix d'aménagement déséquilibrés, avec des critères souvent définis en dehors du seul domaine agricole. Par exemple, entre 2013 et 2015, plus de la moitié des surfaces attribuées par les commissions d'attribution foncière se concentraient à Roura et à Mana (Insee 2016). Cette répartition met en évidence une concentration des attributions sur quelques pôles au cours de cette période, alors même que les besoins d'installation et de mise en valeur agricole concernent différents bassins du territoire.

Les nouvelles attributions dégageraient des surfaces réellement exploitables, suffisamment accessibles et bien situées pour le développement d'une activité agricole productive. Elles gagneraient à s'inscrire dans des périmètres aménagés, afin que les agriculteurs puissent concentrer leurs moyens sur la production plutôt que sur la réalisation des aménagements indispensables à l'exploitation.

Une connaissance insuffisante des sols et des ressources en eau

La faible mise en valeur des terres tient aussi à un déficit de connaissance fine des sols réellement favorables à l'agriculture. Les estimations de SAU potentielle restent grossières, avec des zonages qui intègrent mal les contraintes pédologiques (Marzin et al. 2021 ; Lopez & Mohamed Soilih 2023). Les cartes de sols sont anciennes, les données LiDAR (télédétection par laser aéroporté permettant de mesurer très finement le relief et la végétation) ne couvrent pas encore tout le territoire et les diagnostics agronomiques demeurent lacunaires, ce qui complique le dimensionnement des exploitations et pousse les candidats à solliciter de grandes surfaces pour compenser une productivité incertaine (Lopez & Mohamed Soilih 2023). On installe ainsi des agriculteurs sur des sols lessivés, des pentes fortes ou des terrains hydromorphes, avec à la clé des échecs, des abandons ou une quête permanente de nouvelles terres à défricher (Entretiens 2025).

Par ailleurs, la connaissance du fonctionnement hydrogéologique, en particulier des eaux souterraines, demeure insuffisante. Si la Guyane bénéficie globalement de ressources en eau abondantes, leur disponibilité locale, les capacités de recharge des nappes et les volumes durablement mobilisables pour l'irrigation restent encore mal connus. Cette incertitude limite la planification des équipements et peut contraindre le développement de productions nécessitant un accès sécurisé à l'eau, notamment lorsque les périodes sèches se prolongent ou s'intensifient (Comité de l'eau et de la biodiversité de Guyane, 2024).

Le zonage agricole devrait s'appuyer sur une connaissance actualisée des potentialités et des contraintes des sols, ainsi que de la disponibilité durable des ressources en eau. Il permettrait d'orienter les projets agricoles et les aménagements vers les terrains les plus adaptés aux différents systèmes de production, d'anticiper les besoins en irrigation et de réduire les risques d'échec d'installation et la pression sur de nouvelles surfaces forestières.

Une petite agriculture vivrière essentielle, mais fragile sur le plan foncier

La petite agriculture vivrière occupe une place centrale dans la sécurité alimentaire, mais elle reste largement invisible et précaire du point de vue foncier. L'abattis-brûlis pratiqué par les communautés amérindiennes et bushinenguées assure l'essentiel de l'alimentation familiale sans apparaître dans les statistiques foncières (Lopez & Mohamed Soilih 2023). Beaucoup de producteurs n'ont ni titre ni statut professionnel stabilisé, ce qui limite l'accès sécurisé à une terre, à l'accompagnement technique et au financement (CTG 2023). Si l'on regarde le nombre de titres délivrés, une part importante concerne des formes de petite agriculture, souvent vivrière. En revanche, lorsque l'on considère les surfaces totales attribuées, ce sont surtout des exploitations disposant d'emblée de bases techniques et financières plus solides qui en bénéficient. Ce décalage nourrit un sentiment d'injustice foncière et alimente les tensions au sein du monde agricole (Insee 2016).

La petite agriculture vivrière devrait être pleinement intégrée à la stratégie foncière. La sécurisation des droits d'usage et des titres, l'adaptation des conditions d'accès aux aides et l'accompagnement administratif et technique sont essentiels. Cette sécurisation doit être accompagnée d'infrastructures rurales afin de rendre les terres réellement accessibles et exploitables.



Les droits fonciers autochtones, un nœud sensible

L'accès à la terre des peuples autochtones demeure une question importante à gérer. Dans le cadre de l'Accord de Guyane du 21 avril 2017, aussi appelé protocole « Pou Lagwiyann dékolé » (« Pour que la Guyane décolle »), l'État s'est engagé à attribuer 400 000 ha aux peuples autochtones, amérindiens et bushinengués, par l'intermédiaire d'un établissement public placé auprès du Grand Conseil coutumier. Cette mesure a été pensée comme une mise à disposition de terres au service de projets de développement. Mais les revendications portaient avant tout sur des terres d'appartenance, c'est-à-dire, des territoires que les communautés considèrent comme les leurs en raison d'une occupation ancienne et continue (Entretiens 2025 ; Lopez & Mohamed Soilih 2023). Les dispositifs mis en place en 1987 – concessions, cessions collectives, zones de droit d'usage collectif (ZDUC) – reconnaissent partiellement ces droits, mais sans transfert de propriété, avec une double obligation : se constituer en associations loi 1901 et se retirer en cas de non-usage. Ces conditions entretiennent une précarité juridique et exposent ces territoires à de nouveaux découpages fonciers (passe, projets miniers, aménagements) (Stiefvater 2021 ; Palisse & Davy 2018).

Cette situation s'inscrit dans un choix politique ancien. La France ne reconnaît pas de peuples autochtones en Guyane, invoquant le principe de l'indivisibilité du peuple français et refusant de ratifier la Convention 169 de l'OIT, alors que la plupart des États qui se partagent l'Amazonie ont créé des statuts spécifiques et des terres autochtones reconnues (Filoche et al. 2017). Sur le littoral, la saturation démographique, la petitesse et la fragmentation des concessions, ainsi que la requalification de certaines ZDUC en zones naturelles dans les plans locaux d'urbanisme, rendent presque impossible l'agriculture itinérante et renforcent les tensions (Filoche et al. 2017).

Les débats entourant la création du Parc amazonien de Guyane en 2007 ont accentué la politisation des droits d'usage. Conçu dans une logique de conservation et établi sans reconnaissance préalable des droits territoriaux, le parc a été perçu comme un outil de spoliation par les Wayana. La loi de 2006 relative aux parcs nationaux n'a accordé aucun pouvoir de décision aux autorités coutumières, se limitant à un rôle consultatif, ce qui est perçu comme une mise à l'écart institutionnalisée des communautés autochtones dans la gouvernance du foncier et des ressources (Fleury & Karpe 2007).

Une reconnaissance plus claire et plus stable des droits fonciers autochtones, associée à des modalités de gestion construites avec les communautés concernées, contribuerait à réduire les tensions et à sécuriser les usages agricoles. Elle permettrait de préserver les conditions territoriales nécessaires aux pratiques vivrières, notamment la mobilité des abattis, les jachères et l'accès aux espaces de culture.

Une recomposition institutionnelle inachevée

La conjoncture foncière récente en Guyane est marquée par une recomposition institutionnelle lente, parfois chaotique, qui peine à améliorer l'accès à la terre. Près d'une décennie après l'Accord de Guyane de 2017, seuls quelques milliers d'hectares ont été transférés aux collectivités sur les 250 000 promis. De plus, l'établissement public censé gérer les 400 000 ha destinés aux peuples autochtones n'a toujours pas vu le jour. Dans le même temps, la spéculation foncière progresse sur le littoral (Entretiens 2025 ; Accord de Guyane 2017).

La Safer Guyane a été créée en 2021 dans ce contexte de forte tension sur le foncier agricole et de spéculation déjà installée, avec des moyens de régulation foncière limités (Lopez & Mohamed Soilih 2023). Son droit de préemption reste peu opérationnel, elle doit encore identifier les surfaces à gérer (20 000 ha promis par l'État, 50 000 ha par les communes) et fonctionne avec un budget insuffisant pour déployer une équipe sur le terrain (PPAS Guyane 2024 2028). Le débat se concentre désormais sur le type de soutien public : la Safer Guyane rappelle que l'État s'était engagé à financer son démarrage par une subvention d'amorçage pluriannuelle devant lui permettre d'assurer ses missions de service public (installation, transmission, régulation foncière, aménagement du territoire). Sans financement structurel pour conduire une réelle politique foncière dans la durée, les capacités d'action de la Safer risquent de se limiter à de simples prestations ponctuelles centrées sur la remobilisation de terres déjà attribuées mais non valorisées (France Guyane, 8 janvier 2026).

Parallèlement, les communes commencent à récupérer des terrains de l'Établissement public foncier et d'aménagement de la Guyane (EPFAG, ancien EPFA) et sont appelées à jouer un rôle croissant dans leur gestion et leur orientation. La Safer Guyane peut les accompagner dans cette responsabilité, en réalisant des diagnostics agricoles et fonciers, en contribuant à la définition de stratégies foncières et à la gestion des biens, ainsi qu'en intervenant dans la réalisation d'aménagements fonciers (Safer Guyane 2025 ; 2024a ; 2024b). La Chambre d'agriculture de Guyane cherche, pour sa part, à renforcer ses capacités pour peser davantage sur l'orientation des terres agricoles et la transmission des exploitations (Entretiens 2025).

Le renforcement des moyens de la Safer Guyane et la clarification des engagements de l'État en matière de transfert foncier sont indispensables pour consolider une gouvernance foncière au service des agricultures locales. Les collectivités appelées à acquérir ou à gérer du foncier doivent inscrire cette responsabilité dans la durée, en veillant à la protection des ressources, à des modalités d'attribution transparentes et équitables, ainsi qu'à la mise en valeur effective des terres. Une politique foncière cohérente, fondée sur la sobriété, la restauration des terres et la sécurisation des usages, constitue un pilier de la souveraineté alimentaire en Guyane.



UNE FORMATION ET UN ACCOMPAGNEMENT **ADAPTÉS AUX BESOINS DES ACTEURS**

Formation agricole et renouvellement des générations : des difficultés persistantes

La formation agricole en Guyane présente des insuffisances à plusieurs niveaux. Elle répond encore imparfaitement à la diversité des besoins des producteurs et aux conditions spécifiques d'exercice de l'agriculture sur le territoire, ce qui freine la transition vers des systèmes plus durables. Le manque d'agronomes et de techniciens présents sur le terrain se conjugue avec un enseignement encore trop fondé sur des références métropolitaines, peu adaptées aux sols pauvres, au climat équatorial et aux contraintes particulières. Les modèles agroécologiques et agroforestiers, pourtant adaptés à ces contextes, y occupent encore une place marginale.

Les dispositifs existants prennent insuffisamment en compte l'hétérogénéité des publics (jeunes, petits agriculteurs, salariés) et les enjeux climatiques. Il en résulte un décalage marqué entre les compétences réellement nécessaires et celles acquises en formation initiale (Feuille de route 2023 ; Préfet de Guyane 2021).

Le lycée agricole de Matiti – principal établissement public d'enseignement agricole en Guyane et acteur central de la formation des futurs agriculteurs, techniciens et conseillers – peut apporter une base utile en gestion, comptabilité ou démarches administratives. Toutefois, les enseignements techniques sont jugés insuffisants et la mise en pratique sur le matériel agricole est limitée en raison de contraintes de sécurité (Entretiens 2025 ; Feuille de route 2023).

Les formations obligatoires liées aux dispositifs européens, par exemple celles exigées pour l'accès ou le maintien de certaines aides FEADER-PAC, comme les aides à l'installation, les mesures agroenvironnementales ou la conversion à l'agriculture biologique, améliorent ponctuellement les compétences. Cependant, l'absence de suivi post-formation limite l'évaluation des changements de pratiques et freine la constitution de groupes d'agriculteurs relais capables de diffuser l'innovation (Feuille de route territoriale de l'agriculture guyanaise 2023).

Malgré de bons taux de réussite scolaire, peu de jeunes diplômés s'installent ou s'insèrent dans les métiers agricoles, alors même qu'une génération d'exploitants arrive à la retraite. Dans un territoire caractérisé par une population globalement jeune, l'âge moyen des chefs d'exploitation est passé de 45 ans en 2010 à 48 ans en 2020, et 14 % des exploitations étaient concernées par le départ à venir d'au moins un chef ou co-exploitant âgé de plus de 60 ans (Agreste 2021). Par ailleurs, plusieurs milliers de producteurs, notamment dans la petite agriculture de l'Ouest, restent **insuffisamment pris en compte par les dispositifs de formation, d'accompagnement et d'installation. L'insuffisante articulation entre formation, encadrement technique et opportunités d'installation contribue ainsi à maintenir sous-exploité un ensemble de ressources humaines et de potentiels productifs (Feuille de route 2023 ; Préfet de Guyane 2021).**

Le renouvellement des générations se heurte aux conditions d'exercice du métier agricole. Dans de nombreuses exploitations, le travail demeure fortement manuel et physiquement exigeant, tandis que la mécanisation et les équipements disponibles restent parfois limités ou insuffisamment adaptés aux contraintes locales. Ces conditions pèsent sur l'attractivité des métiers agricoles auprès des jeunes et sur la capacité des exploitations à assurer leur renouvellement (ODEADOM 2026).

L'offre de formation devrait être plus proche du terrain et mieux adaptée à la diversité des agricultures et des futurs agriculteurs. Elle pourrait associer une formation initiale orientée vers les filières prioritaires, des modules de formation continue sur les pratiques agroécologiques et agroforestières, la réduction des intrants chimiques et l'adaptation au changement climatique. Elle devrait également mieux reconnaître les compétences acquises sur le terrain. Une coordination renforcée entre les établissements d'enseignement agricole, les Maisons familiales rurales, la Chambre d'agriculture, les centres de formation privés et les organisations professionnelles permettrait d'adapter l'offre aux besoins des bassins de production. Un suivi des diplômés et le recours aux groupements d'employeurs faciliteraient l'insertion professionnelle et la montée en compétences.

Rendre l'agriculture plus attractive pour de futurs exploitants suppose de promouvoir des systèmes de production plus modernes, mieux équipés et moins pénibles, en associant cette évolution aux besoins de formation, d'accompagnement et de viabilisation économique des projets.

Un accompagnement technique à pérenniser

L'accompagnement technique et technico-économique apparaît aujourd'hui comme un maillon décisif mais fragile du développement agricole. Les agriculteurs disposent de peu de techniciens présents et stabilisés sur le terrain, ce qui les laisse isolés face aux contraintes de production et aux risques climatiques. Dans plusieurs bassins de production, le retrait progressif ou le *turn-over* rapide des conseillers rend difficile la construction de relations de confiance. Au-delà du nombre de postes, ce sont la qualité, la continuité et l'ancrage local du conseil qui sont en jeu (Entretiens 2025 ; Préfet de Guyane 2021).

Le déficit de références technico-économiques robustes, actualisées et spécifiquement adaptées aux conditions guyanaises limite la capacité à proposer des itinéraires techniques maîtrisés, à sécuriser les installations et à orienter les choix de systèmes de culture ou d'élevage. Les référentiels de rendement disponibles sont jugés incomplets, peu fiables ou obsolètes, les scénarios d'adaptation au changement climatique restent balbutiants. Enfin, les techniques importées fonctionnent mal lorsqu'elles ne s'appuient pas sur les savoir-faire et les pratiques locales (Entretiens 2025).

Cette fragilité tient aussi aux institutions chargées du conseil souvent perçues comme trop calquées sur le modèle hexagonal inadapté aux enjeux locaux, ou affaiblies par des contraintes financières et organisationnelles trop lourdes. Des structures clés, comme le GERHOPA (Groupement d'employeurs pour le renforcement humain des organisations professionnelles agricoles de Guyane), restent dépendantes de financements publics précaires ou de conventions annuelles. (Entretiens 2025 ; Feuille de route 2023).

Enfin, le manque de moyens des exploitants induit un manque d'attractivité du territoire pour des conseillers agricoles qualifiés (Préfet de Guyane 2021 ; Entretiens 2025).

La stabilisation d'équipes de conseil de proximité constitue un enjeu central. Des techniciens par filière, ancrés dans les bassins de production, devraient apporter un appui régulier et adapté aux conditions guyanaises. Des parcours pluriannuels, associant diagnostic, plan de progrès et références technico-économiques simples, contribueraient à sécuriser les installations et les trajectoires des exploitations.

Un soutien entrepreneurial insuffisant

L'accompagnement administratif, comptable et entrepreneurial constitue un autre maillon fragile de la professionnalisation des exploitations. Les centres de gestion, qui apportent un appui en comptabilité, fiscalité et recherche de financements restent eux-mêmes précaires, dépendants de financements publics incertains et de ressources humaines instables. Cette fragilité intervient alors que de nombreux agriculteurs peinent à maîtriser leurs coûts de production et la gestion courante de l'exploitation (Entretiens 2025 ; CGSS Guyane 2025 ; Chambre d'agriculture de Guyane 2025).

Historiquement, des dispositifs comme le remboursement forfaitaire agricole de TVA et les aides à la comptabilité ont permis de diffuser une certaine culture comptable, en soutenant l'accès aux services des centres de gestion. Le retrait progressif de ces soutiens étatiques oblige désormais la Chambre d'agriculture et la collectivité territoriale à prendre le relais – notamment à travers des conventions avec la Caisse générale de sécurité sociale et l'URSSAF – pour repérer les exploitations en difficulté et proposer des solutions comme des moratoires ou des échelonnements de dettes, dans un contexte territorial d'abandons de parcelles et de vulnérabilité économique (Impôts.gouv 2016 ; CGSS Guyane 2025 ; Chambre d'agriculture de Guyane 2025 ; Entretiens 2025).

À l'échelle individuelle, les obstacles restent importants : une partie des agriculteurs est en situation d'illettrisme ou de faible maîtrise de l'écrit, ce qui complique la gestion administrative. Les démarches pour accéder aux aides européennes et nationales sont perçues comme un parcours difficile, avec des critères complexes, des délais d'instruction décalés par rapport aux calendriers des projets et des difficultés de communication avec les services (Feuille de route 2023 ; Entretiens 2025).

Les services d'accompagnement administratif, comptable et entrepreneurial (notamment la Chambre d'agriculture et les centres de gestion) devraient être renforcés et adaptés aux petites exploitations. Il est nécessaire qu'ils puissent appuyer les agriculteurs dans leurs démarches, la gestion courante, les demandes de financement et la prévention des difficultés économiques et sociales. Cet accompagnement gagnerait à être durable, accessible dans l'ensemble du territoire et articulé avec les organisations de producteurs. Ceci permettrait une meilleure prise en compte des difficultés de maîtrise de l'écrit et des outils numériques, qui limitent encore l'accès effectif aux droits et aux aides.

Des dispositifs de financement encore difficiles à mobiliser

Pour les agriculteurs, l'accès au financement reste un verrou majeur, entre une offre bancaire prudente et des dispositifs publics difficiles à mobiliser. Faute de filières suffisamment structurées pour porter des projets collectifs, les investissements reposent surtout sur des démarches individuelles, financées principalement par les banques locales, tandis que l'Agence française de développement intervient principalement via des outils de garantie comme le FOGAP (Fonds de garantie en faveur de l'agriculture et de la pêche) pour sécuriser une partie du risque bancaire (Feuille de route 2023 ; Entretiens 2025).

Dans ce contexte, l'offre de crédit à l'agriculture est souvent perçue comme peu présente et les conseillers peu réactifs. La mobilisation des outils tels que les prêts bonifiés et les garanties est encore insuffisante (Entretiens 2025 ; Feuille de route 2023). Les banques, soumises à leurs propres contraintes, privilégient les projets rentables et les filières structurées. Elles s'appuient sur les coopératives et les organisations au sein des filières pour évaluer la solidité des projets, soulignant ainsi le rôle clé, mais encore fragile en Guyane, de ces structures comme relais techniques et économiques auprès d'exploitants qui ne disposent généralement pas des compétences pour présenter et argumenter une demande de financement (Entretiens 2025).

L'agriculture guyanaise est souvent perçue comme très dépendante des subventions publiques. En réalité, les dispositifs existants : aides européennes, défiscalisation, garanties restent inaccessibles à la majorité des exploitants, en raison de critères d'éligibilité restrictifs, de délais d'instruction longs et d'une forte complexité administrative. L'investissement productif est ainsi pénalisé et la vulnérabilité financière des exploitations renforcée (Feuille de route 2023 ; Entretiens 2025).

L'accès au crédit gagnerait à être simplifié et mieux adapté aux réalités des exploitations guyanaises. Les dispositifs de garantie et les avances de financement devraient être mieux articulés aux subventions publiques, afin d'éviter que les agriculteurs aient à engager des dépenses importantes avant de recevoir les aides. Cela permettrait de préserver des trésoreries souvent fragiles et de sécuriser les investissements, notamment pour les plus petites exploitations. Les coopératives, les organisations de producteurs et les structures de filière mériteraient d'être renforcées dans leur rôle d'appui au montage des projets. Elles peuvent aider les agriculteurs à construire des plans d'investissement plus lisibles, à préparer leurs demandes de crédit et à faciliter ainsi l'accès au financement bancaire des exploitations familiales.

Une articulation entre recherche, conseil et pratiques agricoles à renforcer

La dynamique entre recherche, innovation et accompagnement reste encore trop faible pour impulser une transformation des pratiques agricoles. Les projets de recherche et développement – essais variétaux, systèmes agroforestiers et agropastoraux, dispositifs Ecophyto ou alternatives au glyphosate – existent, mais leurs résultats demeurent largement confinés dans des programmes (avec parcelles de démonstration, visites techniques, supports synthétiques adaptés, outils multilingues) et des rapports. Les dispositifs de transfert réellement structurés vers les exploitations restent insuffisants (Feuille de route territoriale de l'agriculture guyanaise 2023 ; Entretiens 2025).

Ce déficit s'inscrit dans un ensemble de retards structurels dans un environnement pédoclimatique exigeant : faibles capacités locales d'expérimentation, absence de laboratoires d'analyses pour les plantes, les sols et les maladies animales, difficultés d'accès aux semences et au matériel végétal. Dans ce contexte, l'ancrage des résultats de la recherche dans les itinéraires techniques reste partiel et les innovations adaptées aux ressources et contraintes locales peinent à émerger.

Les évolutions rapides de la réglementation sur les produits phytosanitaires et l'interdiction de certaines matières actives ne s'accompagnent pas toujours d'alternatives opérationnelles et disponibles. Les agriculteurs se retrouvent ainsi exposés au développement d'herbes invasives, aux ravageurs et à un risque accru de pertes de récolte (Entretiens 2025).

La recherche appliquée a besoin d'être davantage mise au service direct des exploitations, à travers des plateformes d'essais en agroécologie et agroforesterie, des fermes sentinelles, des groupes pilotes, des journées techniques et des supports simples diffusés aux agriculteurs. Ces dispositifs devraient être construits avec les producteurs et répondre aux contraintes propres aux différents territoires guyanais.

Le transfert des résultats vers les exploitations est à renforcer. S'appuyer sur des agriculteurs pionniers comme relais de démonstration, en lien avec les conseillers et les organisations professionnelles, peut favoriser l'appropriation des innovations et réduire le décalage entre expérimentation et pratiques.

Une agrotransformation en développement mais limitée

L'agriculture guyanaise souffre d'un manque d'infrastructures essentielles et d'outils collectifs : pistes agricoles dégradées ou inexistantes, absence ou insuffisance de réseaux d'irrigation, manque d'abattoirs, d'ateliers de découpe, de chambres froides, de stations de conditionnement et de locaux de transformation aux normes. Ces lacunes limitent fortement la capacité à produire, à sécuriser, à stocker et à transformer les productions, en particulier dans les zones de l'intérieur où l'accès aux terres et aux marchés dépend encore d'infrastructures rudimentaires (Feuille de route territoriale 2023 ; IFIVEG 2020).

L'agrotransformation occupe une place réduite alors qu'elle est identifiée comme un levier majeur pour valoriser les productions locales, sécuriser les débouchés et répondre aux besoins de la restauration hors domicile ou de certains marchés d'exportation. Le tissu productif est constitué de quelques petites entreprises et ateliers structurés et d'une multitude de petites unités souvent artisanales, notamment autour des produits de l'abattis (manioc, tubercules, fruits). Les capacités de transformation restent faibles et rapidement saturées. L'insuffisance d'équipements performants, la faible structuration des acteurs et l'irrégularité ou l'absence de sécurisation des approvisionnements en matières premières locales sont des obstacles à la montée en gamme et au respect des exigences sanitaires et de traçabilité (Préfet de Guyane 2021 ; Feuille de route territoriale 2023 ; IFIVEG 2020).

La viabilité économique de ces outils dépend également de la taille et de la régularité des débouchés. Dans un contexte de bassins de consommation limités et dispersés, de coûts logistiques élevés et de concurrence des produits importés, les volumes commercialisés localement ne suffisent pas toujours à amortir des équipements de transformation.

Le renforcement des infrastructures et des services collectifs est une condition du développement agricole. Il est nécessaire d'adapter les investissements aux réalités différenciées du littoral et des territoires desservis par les fleuves. Des outils d'agrotransformation en fruits, légumes et tubercules pourraient être soutenus lorsqu'ils sont adossés à des organisations de producteurs, à un appui technico-économique régulier et à des débouchés suffisamment sécurisés. Leur viabilité suppose d'articuler les marchés de proximité, la restauration collective et, lorsque les conditions économiques, logistiques et sanitaires le permettent, des débouchés à l'exportation, notamment à l'échelle régionale. Ils contribueraient ainsi à stabiliser les volumes et les prix, et à retenir davantage de valeur ajoutée localement.



LA NÉCESSAIRE IMPULSION DES POLITIQUES DE SOUTIEN AUX AGRICULTURES

Une architecture de soutiens complexe

Les soutiens publics à l'agriculture guyanaise reposent sur une constellation de dispositifs dont la cohérence d'ensemble et l'impact réel sur le développement agricole du territoire font l'objet de débats. Le FEADER (Fonds européen agricole pour le développement rural) constitue le principal levier de la politique agricole via le Programme de développement rural de la Guyane (PDRG), tandis que le FEAGA (Fonds européen agricole de garantie) finance le POSEI (Programme d'options spécifiques à l'éloignement et à l'insularité), dédié aux spécificités ultramarines. Ces deux fonds s'articulent avec d'autres instruments européens, dont l'autorité de gestion relève de la Collectivité territoriale de Guyane : le FEDER (Fonds européen de développement régional) pour les investissements et l'aménagement, le FSE+ (Fonds social européen) pour l'emploi et la formation, le FEAMPA (Fonds européen pour les affaires maritimes, la pêche et l'aquaculture), les projets Interreg pour la coopération régionale.

Cette architecture offre en théorie un large éventail de leviers pour financer les investissements productifs, la structuration des filières et le développement rural. En pratique, elle se traduit par une multiplication des guichets et des règles qui complexifie l'accès aux aides pour les exploitants et leurs organisations. En 2023, l'ensemble des ressources atteint 24,9 millions d'euros, dont 10,7 millions pour le PDRG, complétés par des montants non négligeables mobilisés en outre-mer, divers dispositifs nationaux ou spécifiques ou encore les 9 millions d'euros de POSEI (hors actions transversales) (IEDOM, 2024).

LE POSEI, un dispositif clé en décalage avec les besoins guyanais

Au sein de cet ensemble, le POSEI est censé adapter la PAC aux réalités ultramarines en combinant un régime spécifique d'approvisionnement et des mesures de soutien aux productions locales. Pourtant, la Guyane ne capte qu'environ 3% d'une enveloppe annuelle de 321 millions d'euros destinée aux régions ultrapériphériques françaises, alors même qu'elle dispose de la deuxième surface agricole utilisée après La Réunion.

La grande majorité des crédits bénéficie aux filières animales, en progression, tandis que la diversification végétale et le soutien aux approvisionnements et aux intrants agricoles restent marginalement dotés. Le dispositif demeure ainsi largement centré sur des mécanismes de compensation, dans un cadre critiqué pour sa focalisation sur les cultures de rente – banane, canne, sucre et rhum – au détriment de l'agriculture vivrière, alors que la dépendance du territoire aux importations alimentaires reste élevée (IEDOM, 2024 ; Cour des comptes, 2023).

Une réorientation du POSEI vers les filières alimentaires locales, la diversification végétale et la transformation serait nécessaire pour mieux répondre aux besoins guyanais. Ce dispositif pourrait soutenir les investissements structurants (abattoirs, outils de transformation, équipements de froid et centres de collecte) ainsi que les liaisons entre le littoral et les zones isolées, afin de réduire la dépendance aux importations.

Le développement indispensable de l'ingénierie de projets

Au-delà de la question des dispositifs et des montants, la mise en œuvre opérationnelle des politiques de soutien se heurte à un manque de ressources humaines en ingénierie au sein des institutions et des services d'appui. Les équipes chargées d'instruire les dossiers, d'accompagner les porteurs de projets et de suivre l'exécution des programmes restent numériquement limitées, avec des difficultés à stabiliser des compétences spécialisées en développement agricole et en montage de projets.

Les acteurs peinent à naviguer dans la complexité des appels à projets, des calendriers, des critères d'éligibilité et des justificatifs à fournir. Les petites exploitations, les agricultures vivrières et les initiatives collectives émergentes sont particulièrement pénalisées, faute d'appui structuré pour formaliser les projets, accompagner leur gestion administrative dans la durée et sécuriser les plans d'affaires. Une partie significative des enveloppes disponibles reste insuffisamment utilisée ou se concentre sur les acteurs les plus armés pour répondre aux exigences procédurales.

Ce déficit d'ingénierie impacte directement la capacité de la Guyane à mobiliser les financements existants, qu'ils soient européens, nationaux ou territoriaux, et à les transformer en investissements concrets au service de la souveraineté alimentaire. Cette situation crée un décalage marqué entre l'affichage des priorités politiques et la réalité des projets effectivement financés sur le terrain.

Renforcer les capacités locales d'ingénierie de projet constitue une condition essentielle pour améliorer l'accès aux financements et traduire les priorités politiques en réalisations concrètes. Cet effort nécessite la stabilisation des compétences, la coordination des acteurs et un appui de proximité au montage des projets, à la gestion administrative et au suivi des financements, plutôt que le seul accroissement des effectifs. Une évaluation partagée des ressources disponibles permettrait d'identifier les besoins prioritaires en matière de compétences, de coordination et d'accompagnement.

La défiscalisation, un outil par défaut

En Guyane, la défiscalisation est devenue pour certains exploitants un recours fréquent pour financer leurs investissements, moins par choix stratégique que faute de solutions plus adaptées et rapidement mobilisables. (Entretiens 2025 ; JL ; Marzin et al., 2021). Dans le cadre du régime d'aide fiscale à l'investissement productif (RAFIP), les dispositifs Girardin offrent des avantages fiscaux substantiels pour les investissements agricoles. Mais l'accès effectif à ces montages reste réservé aux exploitations ou sociétés suffisamment structurées pour concevoir ou faire réaliser une ingénierie juridique et financière complexe. Une minorité d'entreprises mieux dotées concentre l'essentiel des avantages fiscaux (IEDOM 2024 ; Inspection générale des finances 2023).

La défiscalisation tend ainsi à occuper la place laissée vacante par des aides structurelles difficiles d'accès, sans constituer un véritable instrument de politique agricole. En Guyane, ce recours privilégié à des dispositifs fiscaux rapides mais peu ciblés a tendance à renforcer un modèle de développement fondé sur la rente sans apporter de réponse à la transformation et à la diversification des productions locales (Marzin et al. 2021 ; Inspection générale des finances 2023).

La défiscalisation est à articuler avec les objectifs de la politique agricole et orientée vers les investissements prioritaires et structurants pour le développement des agricultures locales. Il faut cibler les équipements utiles à la production, à la diversification et à la transformation locales, et compléter les aides existantes plutôt que s'y substituer. Son utilisation a besoin d'un meilleur suivi afin de vérifier son adéquation avec les priorités du territoire et de renforcer le contrôle exercé par l'État sur l'orientation effective des investissements soutenus.

CONCLUSION

Pris isolément, les constats sur le foncier, la formation ou les soutiens publics pourraient donner l'image d'une accumulation de contraintes et de retards. **Mis en regard, ils dessinent surtout un agenda d'actions à structurer pour la Guyane : sécuriser et mieux utiliser les terres déjà ouvertes, rapprocher la formation et le conseil des réalités du terrain et mobiliser les financements au service d'une véritable stratégie pour la souveraineté alimentaire du territoire.** C'est à cette condition que les ambitions affichées pourront se décliner en trajectoires concrètes pour les différents types d'agriculture.

En replaçant la petite agriculture au cœur du jeu, en stabilisant les capacités d'ingénierie et en assumant la souveraineté alimentaire comme critère explicite des choix fonciers et budgétaires, la Guyane dispose de marges de manœuvre réelles. Des instruments d'action existent déjà, bien qu'ils restent encore trop dispersés ou sous-utilisés. Leur mise en cohérence, à l'échelle du territoire, est désormais un impératif politique et collectif autant que technique. Elle conditionne la capacité de la Guyane à construire, sur le temps long, des agricultures capables de résister aux chocs, de créer des emplois et de nourrir durablement sa population.

LE SÉMINAIRE DE KOUROU : DES **PISTES D'ACTIONS TRANSVERSALES** POUR LES AGRICULTURES GUYANAISES

Le projet Plateau des Guyanes a été lancé officiellement à Kourou les 11 et 12 décembre 2025 dans le cadre du séminaire « Les agricultures guyanaises au défi de la souveraineté alimentaire », organisé par la Fondation FARM en collaboration avec le Crédit agricole Martinique-Guyane, la SAFER Guyane et la Chambre d'agriculture de Guyane.

Des ateliers thématiques ont réuni une diversité d'acteurs du monde agricole : services de l'État et collectivités territoriales, établissements publics et organismes de recherche, interprofessions et coopératives, organisations de producteurs et associations rurales, structures de formation et organismes d'appui, institutions financières, ainsi que des agricultrices et agriculteurs impliqués dans les dynamiques de terrain. **Les propositions qui suivent synthétisent les principaux points de convergence dégagés collectivement lors de ces échanges.** Ils constituent un ensemble de pistes d'action pour mettre en œuvre, à l'échelle du territoire, les leviers discutés dans ce Livre blanc.

Les pistes d'action discutées à Kourou convergent vers deux orientations principales :

- Renforcer la durabilité agronomique des systèmes via des appuis agroécologiques limitant la dépendance aux intrants.

- Inscrire ces actions dans une véritable stratégie alimentaire territoriale pour la Guyane, fondée sur des diagnostics et des expérimentations initiales puis sur la consolidation de cadres juridiques et financiers pérennes.

Ces pistes permettent d'identifier les priorités du territoire, pour penser des parcours et des programmes d'action concrets fondés sur la mobilisation d'acteurs.

Agricultures vivrières et traditionnelles

- **Actualiser les diagnostics sur les abattis et les systèmes vivriers par des enquêtes participatives** – associant cultivateurs, jeunes et associations locales – pour mieux cerner pratiques, contraintes, contribution à l'alimentation des familles et aspirations. Cela afin de disposer d'arguments lors des arbitrages fonciers et budgétaires.

- **Travailler à un statut de « cultivateur »** adapté aux agricultures vivrières, garantissant des droits effectifs de sécurisation foncière, de revenu minimal, de financement, de protection en cas de calamités, ainsi que des débouchés dans les circuits de proximité et la restauration collective.

- **Co construire des itinéraires techniques d'abattis valorisant les savoirs amérindiens et bushinengués et organiser des espaces de transmission intergénérationnelle.** Ces références devant être intégrées dans le conseil agricole, la recherche action et les politiques de gestion forestière, en tenant compte des contraintes de jachères raccourcies et de la fertilité des sols.

- **Consolider des droits d'usage et des zonages agricoles stables** pour maintenir les abattis et les pratiques vivrières, en articulant sécurisation juridique, qualité agronomique des sols et maîtrise de la pression des autres usages (urbanisation, infrastructures, activités minières).

- **Développer des solutions collectives de transport et de commercialisation** adaptées aux fleuves et aux zones enclavées : pirogues mutualisées, points de collecte, circuits de proximité.

- **Renforcer l'approvisionnement des cantines** en produits d'abattis et encadrer l'importation de produits à faible valeur nutritionnelle dans les communautés.

- **Placer les organisations de cultivateurs (associations villageoises, organisations autochtones, réseaux de femmes) au centre de la définition des priorités, de la mise en œuvre et du plaidoyer.** Mobiliser les institutions d'appui (Chambre d'agriculture, Parc amazonien, collectivités, services de l'État, organismes de recherche et de formation) pour soutenir les actions.

Agricultures orientées vers les marchés

• **Adapter les formations agricoles aux réalités pédoclimatiques guyanaises et au changement climatique,** les rendre plus visibles et accessibles et renforcer les contenus en agroécologie et agroforesterie.

• **Coordonner l'offre de formation** par bassin de production en promouvant l'articulation entre enseignement agricole, Maisons familiales rurales, Chambre d'agriculture et centres de formation privés.

• **Mobiliser, former et stabiliser des équipes de techniciens agricoles** en nombre suffisant au sein des structures d'appui, rendre ces postes attractifs par des financements pérennes et réactiver des dispositifs de coordination entre techniciens pour partager les références technico-économiques.

• **Mettre en place des dispositifs de tutorat et de parrainage entre agriculteurs** expérimentés et porteurs de projets (installation ou reprise), en s'appuyant sur les organisations de producteurs, les coopératives et les interprofessions.

• **Conforter des systèmes de production articulant cultures végétales et élevage, pratiques agroécologiques, agroforestières et gestion de la fertilité des sols**, garantissant une mécanisation adaptée pour réduire la pénibilité du travail et améliorer l'efficience des exploitations. Cela contribuerait à rendre ces modèles attractifs pour les nouvelles générations.

• **Faciliter l'accès aux financements** en simplifiant les outils de garantie et de préfinancement, en les articulant mieux avec les aides publiques, tout en renforçant l'appui technico-économique et administratif, afin de sécuriser les projets d'investissement et de limiter le recours à des avances de trésorerie.

• **Accompagner la diversification des activités** (agrotransformation, agrotourisme, services ruraux) adossée à une base productive solide, en soutenant des infrastructures collectives : abattoirs, ateliers de découpe de proximité, chambres froides, stations de conditionnement, outils d'agrotransformation pour fruits, légumes et tubercules. Renforcer les liens avec les marchés locaux.



Les agricultures, vecteur de coopération transfrontalière : un chemin vers l'intégration régionale ?



Chapitre

05

La Guyane française appartient à l'espace français et européen, tout en étant inscrite, par sa géographie, son histoire et les pratiques quotidiennes de ses populations, dans un environnement amazonien, caribéen et sud-américain. Dans ce Livre blanc, la notion d'intégration régionale ne prétend pas proposer une redéfinition de ce cadre d'appartenances, et encore moins une ouverture sans condition des frontières et des échanges. Elle renvoie plutôt à la capacité de construire, avec les territoires voisins, des interdépendances positives et des coopérations institutionnalisées, fondées sur des vulnérabilités, des intérêts et des ressources partagés.

Dans le domaine agricole et alimentaire, la coopération peut prendre des formes diverses : partage de connaissances et de références techniques, recherche et formation, santé végétale et animale, information sur les marchés, logistique, infrastructures et échanges commerciaux encadrés. Ces coopérations concrètes peuvent contribuer à une intégration régionale lorsqu'elles produisent des effets durables et s'inscrivent dans une démarche de construction progressive et participative. Ce processus peut s'appuyer sur le renforcement des agricultures et des systèmes agroalimentaires locaux, de leur résilience et de leur capacité à capter davantage de valeur. La coopération et l'intégration, leurs finalités, leurs priorités et leurs modalités doivent être discutées avec les populations du Plateau des Guyanes et leurs représentants, sans présumer de leurs attentes ni de leur volonté de s'y engager.

POSER CLAIREMENT LE **DIAGNOSTIC : UN TERRITOIRE GUYANAIS EN MARGE DE SON ENVIRONNEMENT RÉGIONAL**

Le rapport de la Délégation sénatoriale aux outre-mer (Cambon et al. 2025), consacré à la coopération et à l'intégration régionales, décrit la Guyane française comme un « territoire continental à la marge de son propre environnement ». Elle apparaît comme une exception européenne en Amazonie, davantage intégrée aux marchés lointains que tournée vers les économies voisines du Brésil, du Suriname ou du Guyana, malgré leur proximité géographique.

Cette situation ne traduit pas une absence de relations avec les territoires voisins. Elle met en relief le décalage persistant entre, d'une part, les interdépendances et les dynamiques concrètement vécues dans les espaces frontaliers, à l'échelle régionale et d'autre part, les cadres institutionnels, réglementaires et logistiques, censés organiser les échanges.

Des relations régionales incomplètes et un isolement persistant

Dans ce contexte, les liens bilatéraux évoluent à des rythmes contrastés. Les relations entre le Brésil et la France, via la Guyane, connaissent un approfondissement, porté par une commission historique de frontière qui réunit les deux gouvernements nationaux et par la coopération transfrontalière portée par une commission mixte et des outils comme le programme Interreg Amazonie. La commission mixte réunit régulièrement, en Guyane ou dans l'État de l'Amapá, des représentants de la France et du Brésil pour traiter des sujets transfrontaliers : sécurité, migrations, environnement, transport, fonctionnement du pont sur l'Oyapock, etc. À l'inverse, le rapprochement avec le Suriname reste encore fragile et la relation avec le Guyana, pourtant stratégique à l'échelle du plateau et de la Caraïbe, demeure largement à construire.

L'isolement est donc réel. En témoigne par exemple le manque de liaisons aériennes régionales qui complique les rencontres et les échanges avec les producteurs, techniciens, chercheurs et décideurs des pays voisins. En bout de chaîne logistique, le port de Dégrad des Cannes en Guyane reste de taille modeste et n'est pas adapté aux nouveaux porte conteneurs de grande capacité, ce qui limite les dessertes directes par les grandes compagnies.

De plus, la plupart des containers repartent vides, faute de capacités d'exportation structurées. Le principal grand projet d'infrastructure transfrontalière, le pont sur l'Oyapock entre Saint Georges et Oiapoque, illustre cette situation. Ouvert à la circulation, il reste pourtant sous utilisé pour le transport de marchandises, en raison de procédures douanières lourdes, de contraintes sanitaires, de difficultés d'assurance pour les véhicules et de coûts logistiques élevés. Les pays et territoires du Plateau des Guyanes fonctionnent encore comme des compartiments séparés, avec des axes et des infrastructures de transport transversaux limités.

Des flux commerciaux légaux faibles et un commerce informel massif

Le commerce légal entre la Guyane et ses voisins est très limité (IEDOM 2024). En 2024, les importations de biens en provenance du Suriname et du Brésil atteignent respectivement environ 4,7 et 7 millions d'euros, tandis que les échanges avec le Guyana restent très faibles. À titre de comparaison, la Guyane importe pour 139,2 millions d'euros de biens depuis la Martinique et 84 millions depuis la Guadeloupe. En 2024, les exportations guyanaises sont tout aussi modestes : les flux vers le Suriname plafonnent autour de 1,3 millions, et ceux vers le Brésil et le Guyana restent chacun en deçà d'un million, concentrés principalement sur des produits issus de la pêche.

Les volumes et les valeurs des flux informels de marchandises à travers les deux frontières de la Guyane sont importants, bien qu'il soit difficile de les mesurer précisément. Les saisies réalisées par les autorités permettent de se faire une idée. Elles peuvent porter sur des cargaisons de plusieurs centaines de kilos à plus d'une tonne de fruits et de légumes qui traversent la frontière sans être déclarés, cherchant à atteindre les marchés locaux, notamment celui de Cayenne. Ces trafics peuvent aussi inclure des produits phytosanitaires ou d'autres intrants, généralement interdits sur le territoire européen.

Si ces échanges sont illégaux, on ne peut néanmoins pas considérer qu'ils relèvent systématiquement de formes d'organisation structurées autour d'activités illicites. Certains agriculteurs se reconvertissent même en importateurs. La contrebande constitue de fait une activité assez répandue, quotidienne, bénéficiant d'une certaine acceptation sociale, dans un contexte où la production locale reste insuffisante pour couvrir les besoins, et où les prix de l'alimentation sont particulièrement élevés. Cette ouverture de fait d'une opportunité commerciale, d'un marché à combler, ainsi que le fort écart de prix entre la Guyane et ses deux voisins, créent des incitations particulièrement fortes à ces pratiques.

Le Suriname et le Brésil, soumis à des règles d'importation différentes peuvent servir de portes d'entrée à des produits bon marché en provenance du reste du monde. De plus, les modes de production agricole dans ces deux pays, ainsi que les engrais, les produits phytosanitaires et les intrants auxquels les agriculteurs peuvent accéder, sont soumis à une réglementation différente, moins exigeante sur les plans environnemental et sanitaire. Dès qu'une molécule est interdite en Europe et que la production locale ne parvient pas à s'adapter pour maintenir les volumes en changeant de pratiques, un marché se crée en Guyane, susceptible d'être alimenté de manière illégale. Dans ce contexte, les flux illégaux deviennent plus attractifs et rentables tandis que l'importation légale reste, par nature, difficile, coûteuse et rare.

La Guyane voit ainsi sa dépendance renforcée : elle est concentrée sur la France hexagonale et les Antilles pour les flux légaux et sur ses deux voisins pour les flux informels et de contrebande qui deviennent cruciaux pour compléter son approvisionnement. Cela se déroule dans un contexte socio-économique complexe, marqué par des niveaux importants de pauvreté monétaire (Entretiens 2025). L'administration adopte une certaine permissivité, d'une part parce que ces flux sont très difficiles à contrôler et, d'autre part, parce qu'elle ne pourrait prétendre enrayer complètement la contrebande sans menacer, en même temps, la sécurité alimentaire de nombreux ménages.

Des dispositifs fiscaux et réglementaires aux effets ambivalents

Sur le plan fiscal, l'octroi de mer participe à encourager les échanges illégaux. Cet impôt spécifique s'applique en Guyane à la quasi totalité des biens importés, quel que soit leur pays d'origine, ainsi qu'à une partie des livraisons de biens produits localement. Le taux externe tourne en moyenne autour de 15 %, le taux régional autour de 2,5 %, avec des variations selon les produits (Loi 2004 639 ; Douanes Guyane).

L'octroi de mer est présenté comme un instrument de protection de la production locale face à la concurrence de produits importés meilleur marché. En pratique, la production locale connait des faiblesses structurelles et ne bénéficie pas d'un environnement propice pour répondre à la demande locale et pour tirer parti de cette protection tarifaire. L'octroi de mer tend surtout à renchérir les flux légaux déclarés, ce qui peut contribuer à rendre les importations illégales plus attractives. Il augmente les coûts de production des entreprises locales en alourdissant le prix des intrants et pèse également sur les consommateurs, en particulier les plus modestes.

Cet impôt occupe par ailleurs une position délicate : il constitue la principale source de recettes des communes et contribue au budget de la Collectivité territoriale de Guyane (CTG). Toute réforme est donc politiquement sensible. Par ailleurs, le Régime spécifique d'approvisionnement (RSA) du POSEI ajoute une autre forme d'incohérence. En théorie, ce dispositif européen cherche à alléger le coût des approvisionnements nécessaires aux productions agricoles et agro-industrielles des départements d'outre-mer. Il cible en priorité la filière élevage, dont les intrants sont quasi intégralement importés, puis la transformation agroalimentaire locale et enfin l'alimentation humaine. Il accorde des aides à l'importation depuis l'Union européenne ou des exonérations de droits de douane sur des importations en provenance de pays tiers, afin de compenser les surcoûts liés à l'éloignement et aux contraintes logistiques propres à la Guyane (ODEADOM 2016). **En réalité, ce dispositif contribue à renforcer la dépendance aux chaînes d'approvisionnement longues et décourage le développement du commerce régional, dont les coûts logistiques et de mise aux normes restent particulièrement élevés.**

La tentative d'importation d'aliments du bétail non-OGM depuis le Brésil illustre cette situation. Techniquement possible, elle est jugée non rentable face aux importations européennes bénéficiant du RSA (Entretiens 2025 ; France Guyane 2022). Des acteurs de la filière élevage considèrent le dispositif comme un instrument indispensable pour maintenir une certaine compétitivité de la production de viande locale. D'autres, favorables à une production locale d'aliments pour animaux, plaident pour une réduction des aides sur l'aliment fini importé et une adaptation des quotas par catégories de produits. L'objectif étant de mieux répartir le soutien entre importateurs et fabricants locaux (SCEBOG 2021 ; CTG 2020 ; France Guyane 2022).



Les débats sur la « vie chère » en Guyane et les assouplissements réglementaires en matière phytosanitaire ajoutent une couche supplémentaire (Entretiens 2025). Pensées pour réduire le coût de l'alimentation, ces éventuelles dérogations faciliteraient l'entrée de fruits et légumes produits avec des semences ou des pratiques interdites en Guyane. Pour les agriculteurs locaux, déjà confrontés à des coûts de production élevés, cela nourrit le sentiment de concurrence déloyale. Ils s'interrogent sur la place réellement accordée à l'agriculture guyanaise dans les arbitrages en matière de lutte contre la « vie chère ».

UE–Mercosur : un accord à hauts risques pour les filières guyanaises

Dans ce contexte, l'accord commercial entre l'UE et le Mercosur (« Mercado Común del Sur », un processus d'intégration régional qui rassemble le Brésil, l'Argentine, l'Uruguay, le Paraguay et, plus récemment, la Bolivie) apparaît comme un facteur supplémentaire de fragilisation des agricultures guyanaises. Appliqué à titre provisoire depuis mai 2026, cet accord prévoit des suppressions progressives de droits de douane et des augmentations significatives des quotas d'importation de produits agricoles, comme la viande bovine (DA&DA 2025 ; DGDDI 2026).

En Guyane, il existe une tension concrète entre, d'un côté, des pénuries d'approvisionnement en viande relevées par certains artisans bouchers et, de l'autre, la crainte de voir la production locale écrasée par des importations à bas coût (Merlin & Léon 2026). L'ouverture à des volumes supplémentaires de viande bovine ou de volaille du Mercosur est perçue par certains comme une solution transitoire pour sécuriser l'approvisionnement et contenir les prix. D'autres insistent sur les risques que représente l'accord pour la pérennité de filières locales fragiles, soumises à des coûts de production élevés et à des normes plus strictes que leurs concurrentes sud américaines (Merlin & Léon 2026).

Plusieurs productions guyanaises sont identifiées comme particulièrement vulnérables face à une montée des importations sud américaines dans le cadre de l'accord (Merlin & Léon 2026). L'apiculture émergente en Guyane pourrait être rapidement déstabilisée par du miel argentin à bas prix, menaçant la viabilité économique des petits producteurs locaux. Les inquiétudes portent également sur des produits emblématiques comme la farine de manioc ou l'açaï. Plus généralement, si les pays du Mercosur parviennent à se conformer pleinement aux normes européennes de résidus et de traçabilité, l'arrivée légale de produits moins chers pourraient s'intensifier. Cela exercerait une pression accrue sur des filières déjà fragiles en l'absence de soutien renforcé et de stratégie claire pour les productions locales.

L'accord pourrait théoriquement contribuer à diversifier les partenaires commerciaux et à réduire la dépendance vis à vis de l'Hexagone. Toutefois, dans sa forme actuelle, il ne prévoit aucune clause spécifique pour la Guyane, alors même que ce territoire partage la plus grande frontière terrestre française avec un État membre du Mercosur (DA&DA 2025 ; Le West 2025). En l'absence de clauses de sauvegarde adaptées aux régions ultrapériphériques, l'ouverture accrue aux produits agricoles sud américains risque surtout d'augmenter la part des importations dans l'approvisionnement guyanais, en diversifiant et en renforçant ainsi la dépendance.

Du détour sanitaire par l'Europe à une intégration régionale sous tension

Avant la création récente du poste frontalier communautaire (PFC) en Guyane, le système de contrôle sanitaire forçait un détour par l'Europe. Bien que la quasi-totalité des produits importés pour la consommation locale arrive par le port de Dégrad des Cannes, ce port ne comportait jusqu'alors aucune installation de contrôle agréée par l'Union européenne. Les marchandises en provenance de pays tiers devaient donc être contrôlées, lors de leur première entrée sur le sol communautaire, via des ports comme Algésiras (en Andalousie) ou Le Havre (en Normandie) pour les produits animaux. Les végétaux étaient inspectés sur le territoire guyanais, chez les destinataires, notamment les grandes surfaces. Cela causait des retards de mise en rayon et des pertes pour les importateurs. Le seul dispositif local existant, un poste dérogatoire à Saint-Georges-sur-l'Oyapock, ne traitait qu'un petit volume de produits en provenance du Brésil. Les échanges avec les pays voisins restaient donc largement dépendants d'une certification sanitaire réalisée en Europe, loin du Plateau des Guyanes (AFD 2020).

Le nouveau poste frontalier a été présenté comme un instrument pour changer cette situation, en combinant deux objectifs : le contrôle sanitaire et l'intégration commerciale régionale. Sur un même site, il regroupe les contrôles pour les produits animaux, les aliments pour animaux et les végétaux, avec des quais, des chambres froides et des laboratoires dédiés (AFD 2020 ; France Guyane 2025). Le dispositif est explicitement articulé à une stratégie de cabotage régional, censée renforcer les liaisons maritimes avec le Suriname, le nord du Brésil et les Antilles. Désormais, les produits en provenance de pays non-européens peuvent être contrôlés directement en Guyane, sans passer d'abord par les ports situés en Europe continentale.

Cette nouvelle infrastructure est parfois présentée comme un moyen de faire de la Guyane une porte d'entrée vers l'Europe pour les matières premières sud-américaines. Ces produits pourraient ensuite être transformés ou conditionnés localement avant d'être envoyés en Europe (AFD 2020 ; GPM Guyane 2025).

Théoriquement, cette vision d'une Guyane devenue hub régional pourrait dynamiser l'économie locale. Cependant, elle peut rester éloignée des besoins alimentaires du territoire, sans avoir un impact positif sur la production agricole locale. Le risque principal est de voir se mettre en place des économies d'enclave, c'est-à-dire, des activités tournées principalement vers l'exportation et faiblement intégrées au tissu productif local, donc peu favorables à un véritable développement territorial.



En arrière-plan, se dessine une tension centrale : d'un côté, la nécessité de développer une production locale capable de porter la souveraineté alimentaire ; de l'autre, la tentation de répondre aux urgences sociales de la « vie chère » par des dérogations, des aménagements fiscaux et douaniers, des accords commerciaux ou des infrastructures pensées pour faciliter et intensifier les échanges régionaux, plutôt que pour sécuriser les filières guyanaises.

À court terme, ces dispositifs permettent de contenir ou de faire baisser les prix, et de fluidifier l'approvisionnement. Mais ils peuvent renforcer une dépendance durable aux importations. Ils déplacent le cœur du compromis politique vers la gestion des flux plutôt que vers l'investissement patient dans les capacités de production, d'organisation et de valorisation des agricultures locales.

S'APPUYER SUR **INTERREG AMAZONIE** : UN LEVIER IMPORTANT ENCORE SOUS-UTILISÉ

Le programme de coopération Interreg Amazonie (2021-2027) apparaît comme un outil important dont dispose la Guyane pour structurer des projets transfrontaliers avec le Guyana, le Suriname et les États brésiliens voisins (Amapá, Pará, Amazonas). Porté par la Collectivité territoriale de Guyane en tant qu'autorité de gestion, il mobilise plusieurs dizaines de millions d'euros du FEDER sur la période, dont 19 millions spécifiquement orientés vers la coopération sur le Plateau des Guyanes, avec des objectifs couvrant l'économie, l'environnement, la mobilité et la formation (CTG 2024). Dans un contexte de relation moins fluide avec le Suriname, la CTG a conduit une mission officielle en février 2025, consacrée à la promotion du programme, à la recherche de partenaires et à l'identification de projets concrets.

Néanmoins, le potentiel du programme reste largement sous-exploité. Si Interreg Amazonie est identifié comme un levier majeur pour financer des projets agricoles, agroalimentaires et environnementaux (recherche agronomique, agrotransformation, logistique, formation), la programmation pâtit de lenteurs, et d'un déficit d'ingénierie de projet du côté guyanais. On constate, par conséquent, une sous-utilisation des fonds européens qui réduit la capacité de la Guyane à porter des projets de développement agricoles structurants avec ses voisins, qu'il s'agisse de renforcer l'organisation des flux de commerce, de mutualiser des infrastructures ou de développer des initiatives communes en matière d'innovation (Cambon et al. 2025).

FAIRE DE LA RECHERCHE ET DE L'INNOVATION DES **BIENS COMMUNS RÉGIONAUX**

Les caractéristiques de la région permettent d'envisager des initiatives autour d'enjeux partagés – maladies émergentes des plantes, adaptation climatique, diversification des systèmes – qui dépassent les frontières administratives. La coopération en matière de recherche agronomique et d'innovation peut soutenir la mise en place de dispositifs communs de surveillance sanitaire, de sélection variétale, d'agroécologie appliquée et de structuration de filières. Le partage d'un même contexte pédoclimatique entre le Suriname, la Guyane et l'Amapá crée une cohérence naturelle des problématiques et des réponses possibles, en facilitant la circulation des expériences d'un territoire à l'autre. Cela vaut également pour la traçabilité des produits importés, identifiée comme un premier champ de travail essentiel dans une région où la sécurité sanitaire des aliments traversant les frontières reste mal maîtrisée.

La maladie du manioc : quand l'urgence phytosanitaire accélère la coopération régionale

La maladie émergente du manioc (voir encadré dans le chapitre 2) illustre de façon très concrète la manière dont l'agriculture peut devenir un moteur de coopération régionale. Avec des symptômes identiques des deux côtés de la frontière, elle laisse penser à une diffusion par les échanges de boutures et de variétés entre agriculteurs (Cirad, 2024 ; FREDON Guyane 2024). **Les chercheurs soulignent qu'il s'agit à la fois d'un risque phytosanitaire et d'un enjeu de gouvernance régionale : la surveillance, l'alerte précoce, le diagnostic et la mise au point de solutions ne peuvent être pensés qu'à l'échelle du Plateau des Guyanes (Cirad, 2024).**

Face à cette menace, une coopération s'est mise en place entre la Guyane et le Brésil, appuyée par la CTG et par un partenariat entre le Cirad, l'Entreprise brésilienne de recherche agricole (Embrapa) et d'autres institutions. Cette dynamique vise d'abord à renforcer la veille régionale et le partage d'outils de diagnostic. Elle cherche aussi à associer progressivement le Suriname, désormais touché lui aussi par la maladie. À plus long terme, l'enjeu est d'associer des acteurs clés comme le Centre international d'agriculture tropicale (CIAT) en Colombie, dont les ressources génétiques et les bases de données sur le manioc sont de première importance. Or, la Colombie n'étant pas éligible au programme Interreg Amazonie, cette coopération reste difficile à structurer.

Dans ce contexte, il est crucial de développer le partage de bonnes pratiques entre pays. L'enjeu est de capitaliser sur ce qui fonctionne plutôt que de chercher à réinventer des solutions de façon isolée. La Guyane ne part pas de zéro : elle dispose déjà de compétences, d'innovations et de références techniques en matière de fertilité des sols et de la biostimulation. **Une grande partie des blocages tient moins à des impossibilités techniques ou climatiques qu'à des problèmes d'organisation, de coordination et de sous-valorisation de ces ressources locales.** Celles-ci pourraient pourtant constituer un socle structurant pour des coopérations plus ambitieuses entre pays.

Un consensus politique clair en faveur d'un développement agricole à l'échelle du Plateau des Guyanes est essentiel. Il devrait se traduire concrètement en décisions, en moyens et en politiques de soutien lisibles et accessibles pour les acteurs locaux. Pour l'instant, les échanges scientifiques et techniques entre la Guyane et ses voisins restent limités : des accords existent, des projets sont engagés, mais la coopération demeure insuffisante (Entretiens 2025 ; CTG 2024). Les ressources locales sont importantes : le Brésil dispose d'institutions publiques de recherche et de développement très structurées. En outre, même si les capacités sont plus fragiles en Guyane, la France dispose d'une expérience et de compétences de premier plan via l'INRAE, le Cirad, l'IRD, et le CNRS (MESR 2023 ; CNRS 2025).

Au-delà de l'axe sud qui relie la Guyane au Brésil, à la Colombie et aux autres pays amazoniens, un second horizon de coopération s'ouvre vers le nord, en direction des Antilles, de la Caraïbe et de l'Amérique centrale, où le Cirad dispose de moyens plus importants et de réseaux déjà structurés (Entretiens 2025 ; Cirad 2025). Cette vision rejoint le diagnostic sénatorial qui appelle à rapprocher et coordonner les grands organismes de recherche ultramarins (INRAE, CIRAD, IRD) afin de porter une diplomatie scientifique effective sur des enjeux de sécurité alimentaire et de santé, et de positionner la Guyane comme un pôle de référence en matière de recherche et d'innovation agronomique en Amazonie et dans la Caraïbe, plutôt que comme une périphérie dépendante d'agendas définis ailleurs (Cambon et al., 2025).

Par ailleurs, en 2024, une dynamique de coopération entre le Parc amazonien de Guyane et le parc national brésilien des Montagnes du Tumucumaque a été initiée avec l'appui de l'AFD, dans la perspective d'une mise en réseau de coopération transfrontalière entre zones naturelles protégées contiguës. **Ce rapprochement offre une opportunité majeure : créer la plus grande zone protégée transfrontalière du monde, susceptible de bénéficier des financements Interreg autour d'objectifs conjoints de conservation et de gestion durable** (Cambon et al. 2025). Une telle plateforme environnementale pourrait servir de socle à des projets agricoles et agroforestiers transfrontaliers, articulant protection des écosystèmes et activités productives.

Des expériences françaises dans la coopération et le développement agricole et rural en Amérique latine

Le développement de coopérations dans les domaines agricole et alimentaire à l'échelle du Plateau des Guyanes pourrait s'appuyer sur des expériences et des réseaux déjà constitués en Amérique latine et dans la Caraïbe. Divers acteurs français, intervenant dans la recherche scientifique, l'appui au développement rural, la solidarité internationale et le financement du développement, disposent de trajectoires d'action et de partenariats de longue date dans cette géographie. Avec leurs partenaires locaux et régionaux, ils ont contribué à des initiatives portant sur les agricultures familiales, les transitions agroécologiques, l'agroforesterie, la gestion durable des ressources, la structuration des filières et les systèmes alimentaires territorialisés.

Ces expériences, menées notamment au Brésil, dans les pays andins, en Amérique centrale et dans la Caraïbe, ne sont pas transposables telles quelles au Plateau des Guyanes. Elles peuvent néanmoins constituer une ressource utile : méthodes d'appui aux organisations de producteurs, références technico-économiques, démarches de recherche-action, dispositifs de formation, outils de concertation territoriale et retours d'expérience sur des sujets divers.

Des acteurs tels que le CIRAD et l'AFD, déjà présents dans la région, ainsi que des organisations françaises de solidarité internationale disposant de réseaux latino-américains, peuvent faciliter la circulation de ces expériences et la mise en relation de partenaires. Leur rôle ne saurait toutefois se substituer aux acteurs locaux ou régionaux. L'opportunité consisterait à construire des coopérations adaptées aux réalités écologiques, sociales et institutionnelles du Plateau des Guyanes, susceptibles de renforcer durablement les capacités locales d'action.

CHANGER D'ÉCHELLE : PENSER **LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE AU NIVEAU DU PLATEAU DES GUYANE**

Les coopérations en matière agricole entre la Guyane, le Suriname et l'Amapá restent aujourd'hui ponctuelles, dispersées et inégalement structurées. Elles sont encore loin de dessiner une stratégie régionale partagée. L'enjeu actuel n'est pas de rechercher une intégration conçue comme une fin en soi, ni de compenser les insuffisances des capacités productives de chaque territoire par une ouverture effrénée aux échanges commerciaux régionaux. La démarche consisterait plutôt à identifier les domaines dans lesquels des actions concertées peuvent contribuer à réduire les vulnérabilités communes, à renforcer les agricultures locales et à consolider des trajectoires de développement territorial inclusif. Trois principes paraissent essentiels pour guider une telle démarche :

- **Des coopérations ancrées dans les réalités territoriales.** La coopération régionale doit partir des réalités des bassins de vie, des dynamiques existantes, des complémentarités productives et des besoins exprimés par les acteurs. Elle concerne les dispositifs institutionnels et les échanges commerciaux, autant que les savoirs locaux, la formation, la recherche et la santé végétale et animale.

- **Des échanges encadrés et réciproques.** L'ouverture peut produire des effets positifs lorsqu'elle s'appuie sur des règles sanitaires, douanières, fiscales et environnementales cohérentes et effectives, et lorsqu'elle ne contribue pas à accentuer la concurrence déloyale, les dépendances ou les activités illicites. Les échanges doivent être pensés comme un moyen de diversifier les approvisionnements et les débouchés, sans compromettre le renforcement des agricultures locales.

- **Des outils de coopération mieux articulés.** Les programmes existants, notamment Interreg, peuvent devenir des leviers plus structurants s'ils sont inscrits dans des priorités partagées, organisés dans la durée et reliés aux besoins concrets des agriculteurs, des organisations professionnelles, des collectivités et des acteurs de la transformation.

Penser la souveraineté alimentaire à l'échelle du Plateau des Guyanes revient à articuler deux exigences : consolider d'abord les capacités locales de production, de transformation et d'organisation des agriculteurs ; construire ensuite des coopérations choisies et progressives avec les territoires voisins. Cette orientation suppose un dialogue continu entre tous les acteurs, des domaines public et privé, afin de définir des priorités communes et des modalités adaptées à la diversité des situations.

Conclusion



Chapitre

06

Un paradoxe à transformer

Sur un territoire amazonien riche en ressources, en eaux, en biodiversité et en savoirs, l'alimentation quotidienne reste marquée par une forte dépendance à l'importation pour certains produits essentiels (céréales, produits laitiers, viande, produits transformés) tandis que d'autres sont produits localement dans un contexte contraignant. En mettant en regard le Suriname, la Guyane française et l'Amapá, **ce Livre blanc montre que cette dépendance prend des formes différentes mais renvoie au même enjeu fondamental : faire de l'agriculture durable la base d'un développement économique et social des territoires**.

Qu'est-ce que cela signifie concrètement ?

La souveraineté alimentaire ne signifie pas la fermeture sur soi. Elle désigne la possibilité, pour les populations du Plateau des Guyanes, de s'appuyer sur leurs propres agricultures pour nourrir leur population, structurer leurs espaces ruraux autrement et construire des interdépendances positives. Assumer la construction de la souveraineté alimentaire comme objectif, c'est faire de l'agriculture un choix collectif, et non plus une question accessoire.

Les agricultures du Plateau des Guyanes sont très diverses et porteuses d'avenir. Des abattis-brûlis et jardins créoles aux exploitations orientées vers les marchés, ce tissu productif assure déjà une part décisive de l'alimentation, bien au-delà de ce que laissent voir les statistiques officielles. Les productions locales sont abondantes et variées, portées par des pratiques agricoles héritées et réinventées qui offrent des réponses concrètes aux contraintes de sols naturellement pauvres et aux difficultés du climat tropical. Ne pas les reconnaître revient à nier un potentiel considérable et à marginaliser des pratiques qui font partie intégrante des territoires et de la vie des communautés.

Une fenêtre d'opportunités, mais aussi des risques

Ces trois territoires, bien que distincts politiquement et administrativement, font face aux mêmes défis démographiques et alimentaires. Ils disposent d'appareils productifs agricoles et industriels de taille insuffisante pour faire face aux besoins d'une population en croissance rapide. **Cette dynamique crée une opportunité : construire des économies inclusives et durables et des filières agricoles vertueuses, en structurant des politiques agricoles et de développement territorial avec tous les acteurs publics et privés.** Mais elle comporte aussi un risque majeur : si la production agricole ne s'adapte pas au rythme de cette croissance démographique, les dépendances alimentaires se renforceront, aggravant ainsi les tensions, les inégalités sociales et les fragilités déjà existantes.

L'inaction n'est pas une option. Dans un contexte de pressions accrues sur les ressources naturelles, de crises climatiques et de vulnérabilités sociales, maintenir les agricultures locales en périphérie des décisions publiques et des stratégies privées revient à prolonger et aggraver les dépendances actuelles et à intensifier des tensions sociales.

Des leviers identifiés, des blocages à lever

Ce Livre blanc identifie les principaux verrous qui freinent le développement agricole. En Guyane française, l'accès à la terre demeure difficile, la formation et l'accompagnement technique insuffisants, les soutiens publics fragmentés et mal alignés avec les besoins réels. **Ces blocages ne sont pas des fatalités. Ils soulignent la nécessité d'établir un cap politique clair en faveur des agricultures locales.**

Les orientations présentées constituent des éléments de convergence issus de visions partagées par les acteurs du monde agricole. Elles convergent autour de quatre axes :

- **Foncier et ressources** : mieux utiliser et sécuriser les terres déjà ouvertes, freiner la spéculation foncière plutôt que d'avancer toujours plus loin dans la forêt, placer au cœur de la politique foncière l'objectif de souveraineté alimentaire.

- **Formation et accompagnement** : rapprocher la formation et le conseil du terrain, stabiliser les équipes d'appui, valoriser les savoirs locaux et diffuser les pratiques agroécologiques.

- **Soutiens et investissements** : réorienter les instruments existants vers la consolidation des filières alimentaires locales, le développement d'infrastructures et le renforcement d'organisations de producteurs solides, plutôt que de maintenir une logique de compensation et de rente.

- **Recherche et innovation** : sur des territoires où se cumulent des contraintes pédoclimatiques, des maladies émergentes et le changement climatique, mettre en commun les capacités de recherche, d'expérimentation et de transfert devient décisif à l'intérieur de chaque territoire et à l'échelle du Plateau des Guyanes, en faisant de la connaissance un bien commun régional.

Penser à l'échelle du Plateau

C'est justement à cette échelle que la souveraineté alimentaire prend tout son sens. Le Suriname, la Guyane et l'Amapá partagent des milieux, des cultures et des contraintes proches. Pourtant, ils restent peu reliés par leurs politiques agricoles et leurs échanges. La Guyane est tournée vers la France hexagonale et l'Europe, alors qu'elle est entourée de pays confrontés aux mêmes défis.

L'intégration régionale ne pourra pas se réduire à quelques projets isolés. Elle suppose de penser ensemble les flux de marchandises, la complémentarité des productions, la circulation des connaissances, la gestion des risques sanitaires et l'investissement dans des infrastructures régionales. Elle suppose aussi de réévaluer les règles commerciales et sanitaires pour faciliter les échanges formels, plutôt que de laisser prospérer les circuits informels.

Un appel à la mobilisation

Faire des agricultures du Plateau des Guyanes un axe structurant de la souveraineté alimentaire et du développement implique d'aligner les stratégies de l'ensemble des acteurs. Cela suppose des engagements clairs des pouvoirs publics, la mobilisation des organisations de la société civile et professionnelles ainsi que le renforcement de la recherche. Enfin, il s'agit de reconnaître le travail des milliers d'agricultrices et d'agriculteurs qui, souvent dans l'ombre, nourrissent leurs familles, leurs communautés et les villes.

Ce Livre blanc est un outil au service de cette mobilisation : un support de débat, un repère pour arbitrer les priorités, un point d'appui pour construire des alliances autour d'objectifs concrets. Les pages qui précèdent offrent une base pour engager cette transformation. L'urgence est maintenant de passer à l'action.



Bibliographie

AFD. 2023. « Agro-industrie en Guyane : ancrage local en terre amazonienne » (ou document équivalent). Paris : Agence Française de Développement.

Agreste. 2021. « Fiche territoriale synthétique RA 2020 : Guyane ». Cayenne : Direction de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de Guyane.

Ambassade de France au Suriname. 2025. « Délégation du Programme de coopération inter-Amazonie PCIA au Suriname (Paramaribo, du 10 au 13 février 2025) ». Paramaribo : Ambassade de France au Suriname et au Guyana. En ligne : https://sr.ambafrance.org/

Amazonbai. 2024. Document institutionnel sur la gestion certifiée des açaizais natifs dans l'estuaire de l'Amazone (rapport ou plaquette, titre exact à préciser). Macapá : Cooperativa Amazonbai.

Arroyo-Kalin, M. 2010. « The Amazonian Formative: Crop Domestication and Anthropogenic Soils ». Diversity, 2(4) : 473-504. DOI : 10.3390/d2040473.

AUDeG. 2020. « Observatoire foncier de la Guyane, Panorama n° 6 -- Diagnostic du foncier agricole ». Cayenne : Agence d'Urbanisme et de Développement de la Guyane.

Banerjee, R., Beuermann, D. W. & Moyano, C. 2024. « Suriname Poverty and Equity Assessment ». Washington, DC : Banque mondiale & Banque interaméricaine de développement.

Banque Mondiale. 2023. « Suriname -- Food Products Imports by country (HS 16--24), 2022 ». Washington, DC : World Bank, World Integrated Trade Solution (WITS). En ligne : https://wits.worldbank.org/CountryProfile/en/Country/SUR/Year/2022/TradeFlow/Import/Partner/by-country/Product/16-24_FoodProd

Barret, B. et al. 2020. « The Amazonian Savannas of French Guiana : Cultural and Social Significance, Biodiversity and Conservation Challenges ». Tropical Conservation Science, 13 : 1-16.

Bazotti, A. & Coelho, L. B. 2017. « Produção de commodities pela agricultura familiar: insegurança alimentar e novos desafios ao PRONAF ». Revista Paranaense de Desenvolvimento, 38(133), 113-129. Curitiba : Instituto Paranaense de Desenvolvimento Econômico e Social.

Belik, W. 2020. « Estudo sobre a cadeia de alimentos ». São Paulo : Instituto Ibirapitanga.

Blancodini, P. 2025. « Agriculture et milieux littoraux en Guyane : l'expérience de la riziculture dans la région de Mana ». Lyon : Géoconfluences, ENS de Lyon.

Cambon, C., Corbière Naminzo, E. & Eustache-Brinio, J. 2025. « Rapport d'information fait au nom de la délégation sénatoriale aux outre-mer sur la coopération et l'intégration régionales des outre-mer, volet 2 : bassin océan Atlantique ». Paris : Sénat, session ordinaire 2025-2026, rapport d'information n° 113.

Carney, J. A. 2001. « Black Rice. The African Origins of Rice Cultivation in the Americas ». Cambridge, MA : Harvard University Press.

Carneiro, R. L. 1990. « The Evolution of Horticultural Systems in Amazonia: Causes and Consequences ». In : A. C. Roosevelt (ed.), « Amazonian Indians from Prehistory to the Present: Anthropological Perspectives ». Tucson : University of Arizona Press, p. 65-93.

Carrière, S., Dounias, E., Thomas, F. et al. 2019. « Agriculture sur abattis-brûlis : idées reçues, logiques et réalités contemporaines ». In : Carrière, S., Dounias, E. & al. (dir.), Des forêts et des hommes. Représentations, usages, pratiques (chapitre 5). Paris : IRD Éditions.

Castro, F. C. de. 2025. « Transformações recentes da produção animal no Amazonas: uma análise quantitativa dos dados do IBGE (2010--2024) ». Trabalho de conclusão de curso. Humaitá : Universidade Federal do Amazonas.

Castro, G. S. A., Kouri, J. & Alves, L. W. R. 2015. « Comportamento de cultivares de soja em sistema plantio direto consolidado e em área de abertura sem revolvimento do solo ». Macapá : Embrapa Amapá, Circular Técnica n° 40.

Centre national de la recherche scientifique (CNRS). 2025. « Feuille de route Outre-mer du CNRS » (présentée lors du passage de la FROM en Guyane, mai 2024). Cayenne / Paris : CNRS.

CGSS Guyane. 2025. « Dispositifs d'accompagnement social et de prévention des difficultés des exploitations agricoles en Guyane ». Cayenne : Caisse générale de Sécurité sociale de Guyane.

Chelala, C. & Chelala, C. 2022. « Os obstáculos para a produção de grãos na Amazônia -- o caso do Estado do Amapá ». Revista de Economia e Sociologia Rural, 60 (2) : e249653.

Chelala, C. A. & Chelala, C. M. S. C. 2023. « Desafios da expansão da comercialização da agricultura urbana e periurbana do município de Macapá -- Amapá ». DELOS -- Desarrollo Local Sostenible, 16(42), 136-152. Curitiba : Instituto Internacional de Estudos do Desenvolvimento Local.

Chambre d'agriculture de Guyane. 2025. « Contrat d'objectifs et de performance 2023-2025 de la Chambre d'agriculture de Guyane ». Cayenne : Chambre d'agriculture de Guyane.

Bibliographie

Cirad. 2024. « Émergence d'une nouvelle maladie du manioc en Amérique du Sud ». Montpellier : Cirad, Direction régionale Brésil et pays du Cône Sud, 23 septembre 2024. En ligne : https://www.cirad.fr/

Cirad. 2025. « Antilles, Guyane et zone Caraïbe ». Montpellier : Cirad, Direction régionale Antilles-Guyane et zone Caraïbe. En ligne : https://www.cirad.fr/dans-le-monde/nos-directions-regionales/antilles-guyane-et-zone-caraibe

Cirad. 2026. « Maladie émergente du manioc : s'appuyer sur les savoirs locaux pour lutter contre le "balai de sorcière" en Guyane ». Montpellier : Cirad, actualité du 24 février 2026.

Clément, G., Dance, D. & Cavana, J.-F. 2011. « Quel avenir pour la filière rizicole de Mana ? Rapport de mission ». Paris : Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche, de la Ruralité et de l'Aménagement du Territoire / Agence Française de Développement (AFD) / Cirad.

Clement, C. R. 1999. « 1492 and the loss of Amazonian crop genetic resources. I. The relation between domestication and human population decline ». Economic Botany 53(2) : 188-202.

CNEWS. 2024. « Guyane : les cultures de manioc décimées par une mystérieuse maladie ». Paris : CNEWS, 3 février 2024. En ligne : https://www.cnews.fr.

Collectivité Territoriale de Guyane (CTG). 2023. « Schéma d'orientation et d'aménagement du foncier agricole en Guyane ». Cayenne : Collectivité Territoriale de Guyane.

Collectivité Territoriale de Guyane (CTG). 2024. « [Coopération] Comité de suivi du programme opérationnel Interreg Amazonie : 19 millions alloués à la coopération sur le plateau des Guyanes ». Cayenne : Collectivité Territoriale de Guyane, 11 septembre 2024. En ligne : https://www.ctguyane.fr/

Corade, N., Lemarié-Boutry, M., Maréchal, G. & Darly, S. 2022. « Les systèmes alimentaires et agricoles territorialisés : des leviers vers la transition ? ». Économie rurale, 382.

COSDA. 2023. « Recommandations du Comité stratégique du développement agricole de Guyane ». Cayenne : Comité stratégique du développement agricole (COSDA).

Cour des comptes. 2022. « Les financements de l'État en outre-mer : une stratégie à concrétiser, un Parlement mieux informer ». Communication à la commission des finances du Sénat. Paris : Cour des comptes, mars 2022. En ligne : https://www.ccomptes.fr/fr/publications/les-financements-de-letat-en-outre-mer

Cour des comptes. 2023. « Les politiques publiques en faveur des outre-mer ». Paris : Cour des comptes, rapport public thématique.

Courte, A. 2019. « Devenir des stocks de carbone organique des sols après déforestation et mise en culture en Guyane française ». Thèse de doctorat, Université de Guyane / IRD, Cayenne.

Courte, A., Cialdella, N., Muller, A., Blanfort, V., Bochu, J.-L. & Brossard, M. 2020. « Recenser et évaluer les pratiques agricoles qui stockent le carbone des sols, premier pas vers une agriculture faible impact en Guyane ». Cahiers Agricultures, 29 (21).

DAAF Guyane. 2021. « Premiers résultats du recensement agricole 2020 en Guyane ». Cayenne : Direction de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de Guyane.

DAAF Guyane. 2022. « Fiche territoriale synthétique RA 2020 "Guyane" ». Cayenne : DAAF Guyane / Agreste.

Denevan, W. M. 2001. « Cultivated Landscapes of Native Amazonia and the Andes ». Oxford : Oxford University Press.

Derlagen, C., Shik, O. & Moors, E. 2017. « Suriname agriculture and LULUCF inventory needs assessment ». Rome : Food and Agriculture Organization of the United Nations.

Embrapa. 2016. « Porto de Santana (AP) ». In : Embrapa, Macrologística da exportação de grãos: atualidades e perspectivas dos portos do Arco Norte. Brasília : Embrapa Gestão Territorial / Embrapa Macrologística.

Embrapa Amapá. 2024. Document technique sur les systèmes agroforestiers à base d'açaí en « terra firme » pour l'agriculture familiale (titre exact, série et lieu d'édition à compléter). Macapá : Embrapa Amapá.

Entretiens. 2025. « Entretiens qualitatifs réalisés auprès de différents acteurs de terrain en Guyane française (matériau non publié) ». Projet « Plateau des Guyanes », Fondation FARM.

Europe-en-France. 2025. « Programme Amazonie 2021-2027 (fiche programme Interreg) ». Paris : Ministère chargé des affaires européennes / L'Europe s'engage en France. En ligne : https://www.europe-en-france.gouv.fr/

FAO. 2009. « Suriname. Country Report on the State of Plant Genetic Resources for Food and Agriculture ». Rome : Food and Agriculture Organization of the United Nations.

Bibliographie

FAO. 2009. « The State of Suriname's Biodiversity for Food and Agriculture ». Paramaribo / Rome : Ministry of Agriculture, Animal Husbandry and Fisheries of Suriname / Food and Agriculture Organization of the United Nations.

FAO. 2010. « Thematic analysis -- Animal husbandry in Suriname 2008-2009 ». Rome : Food and Agriculture Organization of the United Nations.

FAO. 2024. « Formulation of Sustainable Agriculture Development Project in Suriname -- TCP/SUR/3601 ». Rome : Food and Agriculture Organization of the United Nations.

Ferreira, A. M. de S. D., Lima e Silva, R. B., Costa Neto, S. V. da, Santos, A. C. dos, Tostes, L. de C. L. & Reis, C. R. F. 2025. « Caracterização das unidades produtoras de soja na savana do Amapá ». Revista Caderno Pedagógico, 22 (13) : 1-30.

Filoche, G., Davy, D., Guignier, A. & Armanville, F. 2017. « La construction de l'État français en Guyane à l'épreuve de la mobilité des peuples amérindiens ». Critique internationale, 75 : 71-88.

Flexa, A. 2024. « Amapá lidera o ranking de redução da pobreza extrema no Brasil ». Agência Amapá, 13 mai 2024. Disponible sur le site du Governo do Estado do Amapá (Agência Amapá).

Fleury, M. & Karpe, P. 2007. « Parc amazonien de Guyane, droits d'usage et place des autorités coutumières ». In : Grenand, P., Grenand, F. & Karpe, P. (dir.), La remontée du Maroni. Paris : IRD Éditions.

Fonds monétaire international (FMI). 2024. « Suriname: Sixth Review Under the Extended Arrangement Under the Extended Fund Facility -- Press Release; Staff Report; and Statement by the Executive Director for Suriname (IMF Country Report No. 24/254) ». Washington, DC : International Monetary Fund.

France-Guyane. 2026. « Agriculture. La Safer interpelle l'État sur le respect de ses engagements financiers ». France-Guyane, vendredi 9 janvier 2026.

FREDON Guyane. 2023. « Le manioc menacé, la Guyane mobilisée : la FREDON au service du terrain ». Cayenne : Fédération régionale de défense contre les organismes nuisibles, actualité en ligne, 31 décembre 2023.

FREDON Guyane. 2024. « Le manioc menacé, la Guyane mobilisée ». Cayenne : FREDON Guyane, actualité en ligne. En ligne : https://fredon.fr/guyane

Gachot, S., De Salvo, C. P. & Rondinone, G. 2022. « Analysis of Agricultural Policies in Guyana 2015--2019 ». Washington, DC : Inter-American Development Bank (IDB Monograph 1024).

Gardi, C., Angelini, M., Barceló, S. et al. 2014. « Soil Atlas of Latin America and the Caribbean ». Luxembourg : Publications Office of the European Union.

Glaser, B. & Birk, J. J. 2012. « State of the scientific knowledge on properties and genesis of Anthropogenic Dark Earths in Central Amazonia ». Geochimica et Cosmochimica Acta, 82 : 39-51.

Goeptar, H. 2012. « Voedselveiligheid in de primaire groentesector van Suriname. Een onderzoek naar de stand van zaken en de productiemethoden in Saramacca in relatie tot GLOBALG.A.P. ». Paramaribo : [s.n.].

Governo do Estado do Amapá. 2016. « Amapá faz a primeira exportação de soja e desponta como nova fronteira agrícola ». Macapá : Agência de Notícias do Governo do Amapá. En ligne : https://agenciaamapa.com.br/noticia/2045/amapa-faz-a-primeira-exportacao-de-soja-e-desponta-como-nova-fronteira-agricola

Grott, S. & Leuzinger, M. D. 2022. « Um olhar sobre o crescimento da bubalinocultura no estado do Amapá: buscando o desenvolvimento sustentável ». Revista Direito Ambiental e Sociedade, 12(1) : 334-363. Porto Alegre : Instituto de Direito Público da Universidade de Caxias do Sul.

IEDOM. 2022. « Rapport annuel économique 2022 -- Guyane ». Paris : Institut d'émission des départements d'outre-mer.

IEDOM. 2024. « Guyane -- Rapport annuel 2023 ». Fort-de-France : Institut d'émission des départements d'outre-mer.

IEDOM. 2025. « Rapport annuel économique 2024 -- Guyane ». Cayenne : IEDOM.

IEDOM. 2026. « Synthèse annuelle 2025 de la Guyane. Un environnement économique qui s'améliore, malgré des vulnérabilités persistantes ». Conjoncture économique, avril 2026.

IFIVEG. 2020. « Plan de filière 2030. Interprofession des filières végétales de Guyane ». Cayenne : Interprofession des Filières Végétales de Guyane.
IICA & UNDP. 2023. « National Action Plan for Agriculture -- Suriname ». San José / New York : Inter-American Institute for Cooperation on Agriculture ; United Nations Development Programme.

Insee. 2006. « Atlas des populations immigrées en Guyane ». Cayenne : Insee Antilles-Guyane.

Bibliographie

Insee. 2016. « Domaine professionnel -- Agriculture, la marine et la pêche : agriculture en Guyane ». Paris : Institut national de la statistique et des études économiques.

Insee. 2016. « Le foncier, un acteur du développement ? Dynamiques démographiques, urbaines et foncières en Guyane ». Cayenne : Insee Guyane.

Inspection générale des finances. 2023. « Évaluation du régime d'aide fiscale à l'investissement productif en outre-mer (RAFIP) ». Paris : Ministère de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique / Ministère de l'Intérieur et des Outre-mer.

Initiative 20×20. 2023. « Building Coconut Agroforestry Systems in Suriname ». Fiche projet de restauration. Washington (DC) : Initiative 20×20.

Inter-American Development Bank. 2022. « 2022 Suriname Survey of Living Conditions ». Washington, DC : Inter-American Development Bank.
Iriarte, J., Alves, D., Robinson, M. et al. 2018. « The legacy of 4,500 years of polyculture agroforestry in the eastern Amazon ». Nature Plants, 4 : 540-547.

Iriarte, J., McKey, D., Wolff, N. H., Bachelier, J. B., Renard, D., Montoya, E. & Rostain, S. 2012. « Ecology of Pre-Columbian Raised-Field Agriculture in the Tropical Lowlands of South America ». Quaternary International, 249 : 1-17.

IUSS Working Group WRB. 2015. « World Reference Base for Soil Resources 2014. International soil classification system for naming soils and creating legends for soil maps ». Rome : FAO.

Jamag. 2024. « Alerte sur le manioc en Guyane ». Cayenne : Journal de l'Agence Martiniquaise et Guyanaise, 7 août 2024.

Junk, W. J., Piedade, M. T. F., Wittmann, F., Schöngart, J. & Parolin, P. 2011. « Amazonian Floodplain Forests: Ecophysiology, Biodiversity and Sustainable Management ». Dordrecht : Springer.

Le Mag. 2024. « Le Mag, n° 12 ». 15 avril 2024. En ligne : calameo.com
Lehmann, J., Kern, D. C., Glaser, B. & Woods, W. I. (dir.). 2003. « Amazonian Dark Earths: Origin, Properties, Management ». Dordrecht : Kluwer Academic Publishers.

Levis, C., Flores, B. M., Moreira, P. A. et al. 2017. « Persistent effects of pre-Columbian plant domestication on Amazonian forest composition ». Science 355(6328) : 925-931.

Lima, R. Â. P. de, Amaral, C. F. A. C., do Canto, O. & Lameira, A. 2022. « A produção da nova fronteira da agricultura mecanizada no Amapá ». Confins, 57.

Lima Pedrada, A. K., Almeida, O. T., Silva Pedrada, T. I. & Cacela de Almeida, R. 2025. « Identidades rurais na Amazônia: uma história de ocupação social do agricultor familiar no Amapá ». Redes (Santa Cruz do Sul, Online), 30 : e19306. Santa Cruz do Sul : Universidade de Santa Cruz do Sul.

Lopez, N. & Mohamed Soilihi, S. 2023. « Rapport d'information sur le foncier agricole dans les outre-mer ». Paris : Sénat, Commission des affaires économiques.
Lombardo, U., Ruiz-Pérez, J., Capriles, J. M., Hilbert, L., Iriarte, J. & Veit, H. 2020. « Early Holocene crop cultivation and landscape modification in southwestern Amazonia ». Nature, 580(7802) : 78-81.

Lourenço Junior, J. B. & Garcia, A. R. 2006. « A produção animal no bioma Amazônico: atualidade e perspectivas ». In Anais dos Simpósios da 43ª Reunião Anual da Sociedade Brasileira de Zootecnia. João Pessoa : Sociedade Brasileira de Zootecnia.

Maat, H. 2016. « Heritage rice in Surinam: tracing the history of rice as anti-commodity ». In : Old and New Worlds -- The Global Challenges of Rural History. Lisbonne : ISCTE-IUL.

Maat, H., Pinas, N. & van Andel, T. 2024. « The role of crop diversity in escape agriculture: rice cultivation among Maroon communities in Suriname ». Plants, People, Planet, 6(5) : 1142-1149.

Malgie, W., Ori, L. & Ori, H. 2015. « A study of pesticide usage and pesticide safety awareness among farmers in Commewijne in Suriname ». International Journal of Agricultural Technology, 11 (3) : 621-636.

Marie, C.-V. & Antoine, R. 2020. « Diversité et précarité : le double défi des univers ultramarins -- La Guyane ». Rapport pour le Haut Conseil de la famille, de l'enfance et de l'âge (HCFEA). Paris : INED.

Marini, J. A. 2015. « A pecuária familiar no Estado do Amapá ». Documentos 84. Macapá : Embrapa Amapá.

Marzin, J. et al. 2021. « Freins et leviers à l'atteinte de l'autosuffisance alimentaire dans les départements d'outre-mer ». Montpellier : Cirad.
McGrath, D. G., Almeida, O. T., Cardoso, A., Crossa, M. & Cunha, M. 2015. « Community-based co-management of floodplain resources and rural livelihoods in the Lower Amazon várzea ».

McKey, D., Emperaire, L., Elias, M. et al. 2001. « Gestions locales et dynamiques régionales de la diversité variétale du manioc en Amazonie ». Génétique, Sélection, Évolution, 33 (Suppl. 1) : S465-S490.

Ménard, S. & Morin, S. 2012. « Foncier et installation en agriculture en Guyane ». Cayenne : Chambre d'agriculture de Guyane / DAAF Guyane.
Mertens, B. et al. 2012. « Developing a Sustainable Agricultural Sector

Bibliographie

in Suriname ». Paramaribo : Government of Suriname / United Nations Development Programme / Inter-American Institute for Cooperation on Agriculture.

Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (MESR). 2023. « L'État de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation en France -- Édition 2023 ». Paris : MESR.

Mühlen, G. S., Alves-Pereira, A., Carvalho, C. R. L., Junqueira, A. B., Clement, C. R. & Valle, T. L. 2019. « Genetic diversity and population structure show different patterns of diffusion for bitter and sweet manioc in Brazil ». Genetic Resources and Crop Evolution. doi:10.1007/s10722-019-00842-1.

ODEADOM. 2023. « Feuille territoriale pour le développement de l'agriculture guyanaise ». Paris : Office de Développement de l'Économie Agricole d'Outre-mer / Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire.

ODEADOM. 2026. « Caractérisation de l'emploi agricole dans les DROM : difficultés, propositions. Rapport – état des lieux de l'emploi agricole et feuille de route ». Montreuil : Office de développement de l'économie agricole d'outre-mer.

Olsen, K. M. & Schaal, B. A. 2001. « Microsatellite variation in cassava (Manihot esculenta, Euphorbiaceae) and its wild relatives : further evidence for a southern Amazonian origin of domestication ». American Journal of Botany, 88(1) : 131-142.

Orellana Segovia, J. F. 2011. « Dimensão da agricultura familiar e periurbana no estado do Amapá: desafios para o abastecimento frente à urbanização ». Belém : Universidade Federal do Pará, Núcleo de Altos Estudos Amazônicos, Programa de Pós-Graduação em Desenvolvimento Sustentável do Trópico Úmido, tese de doutorado.

Ozier-Lafontaine, H., Galan, M.-B., Reinette, Y., Gelin, S., Hernandez, P., Jacolot, P., Cialdella, N., Sanchez, G. & Sagne, M. 2018. « Transition agroécologique des productions végétales en Guyane : quel dispositif pour assurer la multi-performance et la résilience des systèmes agricoles ? » Innovations Agronomiques, 64 : 113-132.

Padoch, C. 1985. « Amazon Várzea: A Case Study of Seasonal Floodplain Agriculture in the Tropics ». In : J. Hemming (ed.), « Change in the Amazon Basin: Man's Impact on Forests and Rivers ». Manchester : Manchester University Press.

Palisse, M. & Davy, D. 2018. « Des cultures foncièrement différentes. Usages de la terre chez les Amérindiens et les migrants haïtiens en Guyane ». Études rurales, 202 : 158-177.

Parc amazonien de Guyane. 2010. « La voie de l'abattis. L'agriculture vivrière au cœur du développement de la Guyane intérieure ». Cayenne : Parc amazonien de Guyane.

Parc amazonien de Guyane. 2013. « L'abattis au cœur du développement de la Guyane : l'agriculture vivrière itinérante sur brûlis dans le Parc amazonien de Guyane ». Rémire-Montjoly : Parc amazonien de Guyane.
Piantoni, F. 2011. « Migrants en Guyane ». Arles : Actes Sud / Musée des cultures guyanaises.

Pons, S., Aurias, A., Kuntzelmann, E., Blanfort, V., Derroire, G., Freycon, V., Roggy, J.-C., Demenois, J. & Luu, P. 2024. « Agriculture, stockage de carbone et impact des pratiques ». Les Cahiers de l'adaptation aux changements climatiques sur le plateau des Guyanes, n° 6. Cayenne : Fondation de l'Université de Guyane / ADEME.

Préfet de Guyane. 2021. « Stratégie locale de transformation agricole et d'autonomie alimentaire de la Guyane ». Cayenne : Préfecture de la région Guyane.

Ribeiro, D. 1999. « O povo brasileiro: a formação e o sentido do Brasil ». São Paulo : Companhia das Letras.

Rostain, S. 2023. « Amazonie : un jardin sauvage ou une forêt domestiquée. Essai d'écologie historique ». Arles : Actes Sud.

Safer Guyane. 2023. « Programme pluriannuel d'actions stratégiques 2024-2028 (PPAS Guyane) ». Cayenne : Safer Guyane.

Safer Guyane. 2024a. « Étudier et analyser votre territoire ». Cayenne : Safer Guyane. En ligne, consulté le 3 septembre 2026.

Safer Guyane. 2024b. « Gérer et protéger votre patrimoine agricole ». Cayenne : Safer Guyane. En ligne, consulté le 3 septembre 2026.

Safer Guyane. 2025. « Rapport d'activités 2024 ». Cayenne : Safer Guyane.
SCEA L'Agro Forestière. 2020. « Verger à graines amazonien en agroforesterie pour valoriser la diversité forestière locale ». Dossier de projet. Cayenne : SCEA L'Agro Forestière / Association « A Tree For You ».
SCEBOG. 2022. « La coopérative agricole de Guyane : à propos de la coopérative SCEBOG ». En ligne, consulté le 3 juillet 2026.

Segovia, J. F. O. 2011. « Dimensão da agricultura familiar e periurbana no Estado do Amapá: desafios para o abastecimento frente à urbanização ». Belém : Universidade Federal do Pará / Embrapa CPAF-AP, 341 p.

Slamani, D. 2018. « Diagnostic agraire du bassin de Javouhey (Guyane) ». Mémoire de fin d'études, ISTOM École supérieure d'agro-développement international, Cergy-Pontoise.

Spatio-temporal paper (a). 2014. « Spatio-temporal distribution of terra preta soils in Amazonia ». Proceedings of the Royal Society B: Biological Sciences 281(1777) : 20132475.

Bibliographie

Stampini, M., Medellín, N. & Ibarrarán, P. 2025. « Cash transfers, poverty and inequality in Latin America and the Caribbean ». Oxford Open Economics, 4(S1), i481--i509.

Stehl, J., Vetter, S., Alexander, P., Jones, L. M. & Varelides, A. 2025. « The gap between national food production and food-based dietary guidance ». Nature Food, 6 : 571-576.

Stiefvater, M. 2021. « Droits autochtones et politiques foncières en Guyane française ». Thèse de doctorat en géographie. Paris : Université Paris-Nanterre.

Supreme Audit Institution of Suriname. 2024. « Suriname as the Food Barn of the Caribbean: The Results of Ten Years of Export Promotion Policy for Agricultural Products (2013--2022) ». Paramaribo : Supreme Audit Institution of Suriname.

Tabajara, R. 2025. « Amapá produz pelo menos 22 mil toneladas de açaí em 2024, aponta pesquisa do IBGE ». G1 Amapá, 29 mai 2025. En ligne : https://g1.globo.com/ap/amapa/noticia/2025/05/29/amapa-produz-22-mil-toneladas-de-acai-em-2024-aponta-pesquisa-do-ibge.ghtml

The Economist. 2026. « The two Brazils ». The Economist, 2 mai 2026.

Thijssen, M. H., de Boef, W. S., Pinas, N. & Soeropawiro, R. 2024. « Zaadsystemen van lokale groenten en fruit in Suriname. Verslag van een zaadsysteemanalyse ». Wageningen : Wageningen Centre for Development Innovation, WUR, Rapport WCDI-24-402.

Tropenbos Suriname. 2024. « Agroforestry Farmers' Field School à Brownsweg : renforcer la sécurité alimentaire et la gestion des terres » (note de projet ou communiqué). Paramaribo : Tropenbos Suriname.

Tsayem Demaze, M. & Manusset, S. 2008. « L'agriculture itinérante sur brûlis en Guyane française : la fin des durabilités écologique et socioculturelle ? ». Les Cahiers d'Outre-Mer, 61(243).

UNIFAP. s.d. « Setor Produtivo ». Projeto PDIFF Amapá, Universidade Federal do Amapá. Consulté en 2026.

Van Andel, T., Van der Velden, A. & Reijers, M. 2016. « African rice (Oryza glaberrima) in Suriname: tracing a lost crop of the enslaved Africans ». Economic Botany, 70(1) : 1-10.

Vasconcelos, O. C. de M. et al. 2021. « Colônia Agrícola do Matapi-AP: formulário econômico da produção agropecuária ». Brazilian Applied Science Review, 5(3), 1643-1658. Curitiba : Brazilian Applied Science Review.

Verweij, E. 2023. « Uncovering the potential of a sleeping giant. A case study on irrigation and agricultural management activities in the rice polders of Nickerie, Surinam ». Master's thesis, Wageningen University, Wageningen.

Wasudha-Malgie, S. M. et al. 2018. « Agricultural extension services using a participatory approach in vegetable growing areas in Suriname ». European Journal of Agriculture and Forestry Research, 6(1), 1-17. London : EA Journals.

Weber, R., Bubbico, A. & Morales Opazo, C. 2022. « Diversification perspectives of Guyana's agrifood sector ». FAO Agricultural Development Economics Working Paper 22-07. Rome : FAO.

Wehrmann, D. 2024. « Will Guyana become the new Qatar of Latin America? ». Latin America Brief, Lateinamerika Verein / LADW, 25 juillet 2024.

Woods, W. I., Teixeira, W. G., Lehmann, J. et al. (dir.). 2009. « Amazonian Dark Earths : Origin, Properties, Management ». Dordrecht : Springer.

Soutenir notre action en faisant un don

Rendez-vous sur :

Pour suivre toute l'actualité de la Fondation FARM, inscrivez-vous à la newsletter sur le site :

www.fondation-farm.org

Contact : **contact@fondation-farm.org**

Rendez-vous également sur les **réseaux sociaux :**

Fondation FARM
12 Place des États-Unis - 92127 MONTROUGE Cedex